N°408 - janvier 2013 - 4,60€ - 7 FS

s!lence

écologie • alternatives • non-violence

Alternatives en Aveyron, Lot, Tarn, Tarn-et-Garonne

Supplément Notre-Dame-des-Landes :

Venez Vider Vinci



Berger de la mer



Lamya Essemlali,
de Sea Shepherd France.

L'ONG Sea Shepherd Conservation International s'est rendue célèbre par les actions directes de sa flotte contre le braconnage en mer. Son capitaine, Paul Watson, s'est évadé d'Allemagne en juillet 2012. Il était assigné à résidence suite à une plainte du Costa-Rica, pays qui commercialise à destination de la Chine des ailerons coupés sur des requins rejetés en mer. Nous avons rencontré Lamya Essemlali, présidente de Sea Sheperd France...

Qu'est-ce que Sea Shepherd France ?

Sea Shepherd veut dire Berger de la Mer. En France, c'est une association de type 1901 qui existe depuis 2006 et compte 3500 adhérent.es tous bénévoles, organisé.es en 13 groupes locaux. Question financement, c'est la troisième antenne la plus importante de Sea Shepherd international, après celles des Etats-Unis et d'Australie. Sans aucune subvention institutionnelle, avec rien que des dons en argent ou en nature, nous aidons à réaliser les campagnes en mer et nous diffusons de l'information. Nous travaillons beaucoup sur les baleines, cet animal est un symbole, il est charismatique. Cette année, notre mission en Antarctique a pour objectif "zéro tolérance, zéro baleine tuée". La flotte que nous engageons dépasse pour la première fois celle des baleiniers. Si nous n'arrivons pas à sauver les baleines alors que leur pêche ne répond à aucune nécessité économique, ce sera très mauvais signe…

Récemment, quelles sont vos actions qui ont concerné plus particulièrement la France ?

Nous nous sommes opposés à la décision de chasser les requins autour de La Réunion après une série d'accidents. Mais comme ces animaux ne sont pas protégés, notre recours suspensif au tribunal administratif de Saint-Denis n'a annulé le permis de chasse que dans le périmètre de la réserve marine. Nous sommes également intervenus en Méditerranée qui est la mer la plus dangereuse pour les mammifères marins et les requins. L'ONU y a estimé à 700 bateaux la flotte de pêche illégale. En 2010 et 2011, nous avons mené campagne contre la pêche au thon rouge. C'est un poisson devenu rare au point d'être acheté 70 000 dollars pièce au pêcheur pour être vendu jusqu'à 350 000 dollars en Chine ou au Japon ! Une fois, nous avons par exemple libéré 200 thons rouges pêchés en Libye, prisonniers d'une cage de remorquage en direction de Malte pour y être engraissés. Là aussi, nous avons un symbole du délabrement de la biodiversité. Tous les critères écologiques sont remplis pour interdire cette pêche, mais la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) ne l'a toujours pas fait.

le mois de Lasserpe







quoi de neuf ?

Alternatives dans l'Ain

Les alternatives du département de l'Ain, lequel s'étend de la Saône à la frontière suisse, feront l'objet du dossier du numéro 414 (été 2013).

Nous collectons les adresses et idées de reportage dès maintenant.

Merci de nous envoyer tracts, adresses, site internet par courrier ou par l'intermédiaire de notre formulaire de contact sur notre site internet.

Numéros régionaux

Nous avons déjà fait 27 numéros régionaux.

Numéros épuisés :
• Alsace (n°218) • Bretagne (n°259-260) • Limousin (n°265-266) • Rhône (n°272-273) • Normandie (n°278-279) • Isère (n°285-286) • Aquitaine (n°291-292) • Franche-Comté (n°298-299) • Bouches-du-Rhône/Vaucluse (n°305-306) • Poitou-Charentes (n°312-313) • Drôme-Ardèche (n°318-319) • Nord-Pas-de-Calais (n°325-326) • Ariège-Hautes-Pyrénées (n°331) • Paris (n°337) • Var-Alpes-Maritimes (n°342) • Centre (n°348) • Savoies (n°364) • Nièvre et Saône-et-Loire (n°370) • Vendée et Maine-et-Loire (n°386) • Haute-Garonne et Gers (n°353) • Lozère et Gard (n°375)

Numéros disponibles :
• Seine-Saint-Denis (n°359) • Val-de-Marne et Essonne (n°381) • Auvergne (n°392) • Lorraine (397) • Hauts-de-Seine - Yvelines (n°403) • Nord Midi-Pyrénées (n°408)

Les prochains devraient être consacrés à :
• Ain (été 2013) • Picardie + Val d'Oise (janvier 2014) • Sarthe et Mayenne (été 2014)

Exposition L'écologie en 200 dates

Du dossier du numéro 400, nous avons extrait une exposition. Celle-ci reprend les 200 dates illustrées en 42 panneaux.

Elle est disponible en location en couleur format A2 (60 x 42 cm) au prix de 50 € la semaine (neuf jours avec deux week-end, 30 € la semaine supplémentaire, frais de retour en colissimo à votre charge) ou en achat en noir et blanc, format A3 (42 x 30 cm) au prix de 10 € frais de port inclus. Parlez-en aux lieux publics autour de vous.

Présentation détaillée sur notre site : *www.revuesilence.net.*

En quoi sommes-nous liés aux animaux des océans ?
Nous dépendons d'un océan sain, ce n'est pas juste une piscine avec des poissons dedans, c'est un ensemble vivant. La biodiversité est ce qui permet à la "machine océan" de fonctionner et de recycler 80% de notre oxygène. Aujourd'hui, toutes les courbes d'activité humaine concernant les océans évoluent dans le mauvais sens : toujours plus de braconnage, toujours plus de pollution… Quand il existe de bonnes lois, on ne met pas les moyens pour les faire appliquer par manque de volonté politique et économique. Nous ne sommes donc pas certains de réussir, mais raison de plus pour agir ! Ce qu'on peut faire personnellement ? Arrêter de consommer du poisson ! A 7 milliards d'humains, nous sommes trop nombreux pour en manger et la pêche industrielle est hautement destructrice. Le poisson a plus de valeur en mer que dans notre assiette en raison de son rôle dans l'écosystème planétaire. Et l'élevage n'est pas non plus la solution : pour produire un kilo de saumon d'élevage il faut environ 7 kilos de poisson sauvages. On ne réduira pas la pression sur les océans avec l'aquaculture, en tout cas pas avec celle de poissons carnivores. Par ailleurs, l'élevage implique souvent des méthodes très polluantes et le recours à des antibiotiques nocifs pour la santé et l'environnement. ■

> **Sea Shepherd France,** 22 rue Boulard, 75014 Paris ; contact des groupes locaux sur www.seashepherd.fr/france/

> *Capitaine Paul Watson, entretien avec un pirate,* par Lamya Essemlali, éditions Glénat, 2012.







Prochain dossier :

Un autre cercle est possible

Venez nous voir les 17 et 18 janvier !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **14 et 15 février, 14 et 15 mars, 11 et 12 avril…**

Pour passer une info…

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les samedis **26 janvier** (pour le n° de mars), **23 février** (pour le n° d'avril), **23 mars** (pour le n° de mai)… Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.
N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

sommaire

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **28 novembre 2012** pour la revue et le **3 décembre** pour le supplément Notre-Dame-des-Landes.




Réouverture d'un chemin à Sénaillac
D. R.


Intérieur d'une des yourtes d'Altern'Educ
Marie Clemü's



Sculpture / Derrière le hublot
Séverine Laure


Roquebrune (détail architectural)
Marie Clem's

éditorial

Causses toujours…

Des causses du Larzac en passant par les causses du Quercy… jusqu'aux abords de Toulouse, les reportages de ce numéro abordent les alternatives dans les quatre départements du nord de la région Midi-Pyrénées. Du nord au sud, la densité de population, d'abord faible sur les hauteurs (2 habitants au km² sur le Larzac) va croissante jusqu'aux abord de la capitale régionale.

C'est dans ces zones peu peuplées que l'on trouve pourtant des initiatives très dynamiques, et pas seulement sur le Larzac, plateau qui a su profiter de la dynamique de la lutte de ses paysans contre l'armée dans les années 1970 pour rester aujourd'hui un foyer national de contestation et d'expérimentation.

Ce numéro a bénéficié d'une aide exceptionnelle puisque dans trois des quatre départements, il existe une revue alternative : *Gardarem Lo Larzac* (Aveyron), *Le Lot en action* (Lot) et *l'Altermondialiste* (Tarn). Nous avons aussi bénéficié de l'aide de Jean-Pierre Masson, un membre actif de l'Altertour qui connaît bien la région pour y avoir trouvé les lieux d'hébergement des cyclistes alternatifs.

Le résultat est copieux… mais incomplet. Comme toujours : on en repart en se disant qu'on pourrait continuer à faire des reportages pendant encore longtemps, ce que font heureusement très bien nos confrères locaux.

Michel Bernard ■

dossier

Dossier par Michel Bernard.

Photo de couverture : © Marie Clem's



Sénaillac et ses "panthères grises"

Sénaillac-Lauzès est une petite commune tranquille du Lot qui ne compte que 152 habitants, dont près de la moitié sont à la retraite... Quelques femmes sont venues secouer la torpeur du village.

A l'automne 2009, avant le sommet sur le climat de Copenhague, l'association Atout Anglais, une association dont le siège est à Sénaillac, projette le film *The Age of Stupid*[1] dans le cinéma de Labastide-Murat, une commune voisine, dans le cadre d'une animation culturelle avec le Parc naturel régional des Causses du Quercy et Quercy Energies[2]. Une centaine de personnes viennent. De quoi mettre en place un réseau, mais un réseau pour quoi ? En Grande-Bretagne, le film a provoqué le lancement d'une campagne "10:10" où citoyens, municipalités, écoles, entreprises, s'engagent à baisser de 10 % leurs émissions de CO2 en 2010. En France, le film n'a pas provoqué autant de motivations. A défaut d'une campagne locale, Kim Goddard, animatrice d'Atout anglais, cherche un nouveau film et tombe par hasard sur le film *In transition 1.0.*[3]. Elle fait le voyage à Bristol pour rencontrer des groupes de transition et pense que cette façon de faire peut être motivante pour revitaliser son village, de plus en plus dépeuplé, sans plus aucun commerce et avec une population âgée.

Rêver, agir, célébrer...

Après la projection du film, comme bien souvent, le public est convaincu de la nécessité d'agir et un débat se lance pour étudier la possibilité de créer un groupe de transition au niveau local. Marie Miermont, Catherine Savagnac, qui vit de manière très écolo dans une yourte, et Julienne sont volontaires. Elles se donnent deux mois pour réfléchir à comment procéder, elles lisent le *Manuel de transition* de Rob Hopkins, alors seulement en anglais.

Elles organisent la projection d'un nouveau film pour annoncer la création du groupe. Le 15 mai 2010, il y a encore une centaine de personnes, mais elles décident que le groupe de transition ne se fera que sur la commune de Sénaillac... ce qui ne concerne plus qu'une vingtaine de personnes dans la salle. Elles incitent les personnes venues des autres communes à créer leur propre groupe.

Une première réunion locale, le 23 mai 2010, permet d'expliquer mieux la méthode : rêver, faire, célébrer. Il s'agit d'être concret, de se lancer dans des actions simples et de faire participer le plus de monde possible. Une première liste d'actions possible est dressée. C'est pour le moins divers : ouvrir un espace collectif communal avec propositions variées suivant les idées de chacun et connexion Internet, une soirée crêpes-galettes (pour se connaître), de la gymnastique (pour diminuer les dépenses de santé), l'entretien et la réouverture des chemins (pour faciliter la circulation à pied) ; jardiner ensemble ; nettoyer les laquets (les étangs) ; sorties nature et/ou ornithologiques, projection d'un film tous les deux mois ;

■ Sénaillac en transition, Kim Boggard, 46360 Sénaillac-Lauzès, tél. : 05 65 21 13 54 (Kim) ou 05 65 21 16 55 (Marie), http://transitionsena.canalblog.com.

(1) Ce documentaire de la réalisatrice Franny Armstrong, sorti en mars 2009, a été financé par un appel à souscription : 223 personnes ont permis de collecter 569 000 €. Il pose la question de savoir si l'espèce humaine est suicidaire, en présentant les risques de destruction de la planète et l'absence de solutions prises par les politiques. Prémonitoire du sommet de Copenhague !

(2) Quercy Energies, Hôtel du Département, place Chapou, 46000 Cahors, tél. : 05 65 35 81 26, www.quercy-energies.fr.

(3) Ce documentaire d'Emma Goude, réalisé en 2009, présente la problématique à l'origine de la création des initiatives de transition. Il donne largement la parole à Rob Hopkins et montre des images collectées par une centaine de groupes locaux.





Marie Clem's

◀ *Réunion à la boutique d'Adèle*

Projections du film :

15 janvier : Labastide-Murat (46), salle de fêtes à 19h00

23 janvier : Assier (46) Caf'Causse à 20h30

25 janvier : Gourdon (46) cinéma à 20h30

29 janvier : Escamps (46) Bar à T'M à 20h30

17 février : Solomiac (32) Babel Gum l'après midi

23 février : Simorre (32) Bouche à Oreille à 21h00

14 mars : Gramat (46) Babel Gum à 20h30

19 mars : Saint-Antonin-Vers-Noble (82)Babel Gum à 20h30

20 mars : Mouzon, Auch (32) Salle de Réunion à 18h30

chorale ; spectacles, mise en place du covoiturage, aménagement d'une cave en lieu de stockage ; plantation d'un champ de pommes de terre commun, mise en place d'un four à pain communal avec espace convivial ; élevage de lapins, poules, cochons ; usage collectif d'outils : développement d'échanges de savoir-faire, accueil de nouveaux arrivants ; revitalisation du village en attirant des jeunes / des familles : se poser la question de soutenir des activités professionnelles…

On se retrousse les manches…

Pour les échanges de savoir-faire, des cours d'anglais sont mis en place pour les enfants, une initiation à l'ordinateur pour les plus grands ; des ateliers de cuisine voient le jour…

Le premier gros chantier qui va mobiliser une partie non négligeable de la commune est la restauration de chemins. Un travail de mémoire est engagé avec les plus anciens, par exemple pour retrouver les sources, les lacs et les réservoirs naturels abandonnés.

Un champ de pommes de terre collectif voit le jour. Deux cochons sont aussi élevés avec les épluchures et les restes de tous. Des repas et pique-niques sont régulièrement organisés.

Le projet avance tranquillement. C'est le *"just do it"* anglo-saxon : on essaie et si ça marche, tant mieux et ça perdure ; si ça ne marche pas, tant pis, on passe à autre chose.

15 janvier 2013 : *Transition au pays, aventure lotoise*

Un projet de film sur le Lot en transition est discuté à partir de 2011. Un comité de pilotage voit le jour en janvier 2012 avec une dizaine d'associations et de personnes dont Pierre Métailié, projectionniste dans un réseau de cinéma ambulant en lien avec les foyers ruraux. Il va falloir près de six mois pour préparer le film, repérer les initiatives intéressantes. Une soixantaine d'initiatives sont identifiées notamment en lien avec la revue *Le Lot en action* et le Parc naturel régional, une vingtaine retenues pour être dans le film. Il faut trouver un réalisateur. Frédéric Sibille, un jeune du village, fait justement des études de réalisateur. Il a 25 ans. Il donne son accord pour tourner le documentaire. Des conférenciers sont filmés lors de conférences locales (Bernard Laponche sur l'énergie, Benoit Thevard sur la transition après la fin du pétrole pas cher…). L'essentiel du tournage se fait pendant l'été 2012. Le montage se fait à l'automne et le film *Transition au pays, aventure lotoise* sera projeté pour la première fois le 15 janvier 2013, toujours au cinéma de Labastide-Murat. Il sera ensuite diffusé, libre de droits, avec un livret descriptif de cette aventure et des participants(4).

Le scénario repose sur les débats dans le groupe : tout le monde est d'accord sur le constat (pic pétrolier, changement climatique) mais pas sur les solutions ! Le film essaie de faire ressortir les différentes approches : changement par le haut ou par le bas, développement durable ou *greenwashing,* place des actions citoyennes… et comment estimer les gains de résilience. Le budget initialement prévu à 20 000 € est finalement descendu à 7000 € grâce à énormément de bénévolat(5).

La boutique d'Adèle

La salle des fêtes du village a, pendant plus d'une année, accueilli un grand nombre d'activités et permis les rencontres des journées salle ouverte des deuxième et quatrième mercredis de chaque mois. Mais ce lieu a vite révélé ses limites tant le paradoxe d'un chauffage inefficace et coûteux a mis chacun devant la nécessité de trouver d'autres solutions.

Il y a dans le village une ancienne épicerie installée dans un bâtiment municipal. La commune donne son accord pour y aménager "la boutique d'Adèle", du nom de la dernière épicière. John, qui est maçon et impliqué dans le groupe de transition, se propose pour coordonner la remise en état des lieux. La petite salle voit de nombreux bénévoles travailler à sa restauration. Tout le monde espère une ouverture de "La boutique d'Adèle" pour la sortie du film.

Le projet de la Boutique d'Adèle a eu des conséquences très importantes pour le groupe de transition. En effet il marque une étape délicate. La commune par la voix de son maire ne voulant plus assurer les lieux et déclinant ainsi toute responsabilités, a donc obligé le groupe à créer une association. Non sans mal l'association *Les rencontres du Révélit* est née dans le but précis d'assurer toutes les activités se déroulant dans les locaux communaux et de réaliser le chantier de la boutique. Exit le consensus des premiers temps ? Il y a eu danger et le temps, encore, passé à faire ensemble a fait le lit d'une entente retrouvée.

Le résultat de toutes ces actions a été le réveil du village : les relations sont beaucoup plus étroites qu'avant, même s'il reste quelque méfiance ; de plus en plus de gens des communes alentour viennent leur rendre visite. Et les débats se poursuivent pour étudier quelles actions faire pour aller plus loin… car on n'est pas encore sorti de la dépendance au pétrole !

M. B. ■

(4) Prix du DVD *Transition au Pays : aventure Lotoise* et livret 10€ + 3€ port : chèques à l'ordre Association Atout Anglais, Le Bourg, 46360 Sénaillac-Lauzès.

(5) Pour financer le film, une subvention de 100 € a été demandée à toutes les communes du département. Aucune n'a donné suite. La région a accordé une subvention de 3000 €, cinq cantons ont apporté 850 €, le Parc naturel régional a fait une demande de financement à l'Europe… mais il a fallu avancer l'argent car les subventions arrivent après !


Marie Clem's

Brigitte Cassette au jardin

Altern'Educ

L'association Altern'Educ expérimente différentes méthodes d'éducation sans violence avec des adultes, des ados, des enfants.

Sur le plateau du Larzac, il faut trouver la route de Montredon, au nord du causse, et se glisser à l'arrière du Cun[1] pour découvrir le terrain d'Altern'Educ, lieu de formations et de camps de jeunes animé par Brigitte Cassette.

A la recherche de lieux alternatifs

Brigitte Cassette a commencé à travailler comme enseignante. En 1982, elle entre dans une école expérimentale de Villeneuve-d'Ascq (à côté de Lille), où elle développe des méthodes de prévention de la violence.

Au bout de deux ans, Brigitte décide de s'investir dans des expériences plus alternatives. Elle fait une expérience en Côte-d'Ivoire, y renonce en constatant que la différence de couleur de peau crée un blocage dans les relations, travaille un temps en Nouvelle-Angleterre (Etats-Unis), le temps de constater là aussi d'importantes différences culturelles, visite différents lieux alternatifs en France, en choisissant ses contacts dans des revues comme *Silence* ou *Passerelle Eco*.

En parallèle, elle suit de nombreuses formations sur la résolution non-violente des conflits, la médiation, la communication…

En 1989, elle découvre le Cun. Elle y apprécie le double défi d'alors : un lieu militant qui veut changer la société, et un lieu de travail sur soi qui veut changer notre manière d'être. Elle y découvre que la non-violence, ciment du groupe, n'évite pas les tensions au quotidien. Le lieu navigue entre tendance communautaire et initiatives individuelles, avec d'incessants débats sur les questions de pouvoir.

Elle devient salariée permanente et peut ainsi assister à de très nombreuses formations qui se tiennent alors sur le lieu. Cela lui permet d'aborder les différentes facettes de la non-violence.

En 2001, elle décide de lancer son propre projet autour de l'éducation alternative. Elle renonce à le mener au sein du Cun et cherche un terrain disponible pour y installer sa maison et un camp pouvant accueillir des enfants. Après différentes démarches, la solution la plus simple s'avère de racheter un terrain voisin du Cun.

Des activités qui se diversifient…

L'association Altern'Educ se veut très pluraliste : autour de l'éducation sans violence, il s'agit de mettre en place différents pôles d'activités : camp de jeunes, revue, programme d'éducation relationnelle en milieu scolaire ou en périscolaire, formation pour adultes, création d'outils, groupe de partage de pratiques...

L'objectif est de faire se rencontrer des démarches différentes. Altern'Educ développe un réseau de personnes sensibles à ces approches et peut, pour chaque nouvelle activité qui s'amorce, faire bénéficier les porteurs de projet de ce réseau.

Progressivement, différentes personnes viennent avec leurs pratiques. Investie dès le départ, Françoise Trémoulet commence à assurer la promotion de l'association (stand, site internet…). Une vingtaine de personnes s'investissent peu à peu à différents niveaux : dans les salons ou les foires bio, pour le travail dans les écoles et aussi beaucoup dans les camps de jeunes. Chloé di Cintio rejoint Françoise pour le développement de la revue *Eduquer autrement*. Celle-ci sera publiée jusqu'en 2007, sans que cela permettre de pérenniser un salaire. La revue permet de se faire connaître, de diffuser les débats en cours,

■ Altern'Educ Aspre, le Chant des Baumes, route de Saint-Martin, 12100 Millau, tél. : 05 65 62 29 70 ou 06 11 62 60 52, aspre@wanadoo.fr, http://alterneduc.free.fr

(1) Le Cun du Larzac a été fondé en 1975, pendant la lutte contre l'extension du camp militaire, par des objecteurs de conscience avec l'idée d'y développer un lieu-ressource pour la non-violence, une vie écologique et communautaire. Dans les années 1990, plusieurs crises successives ont modifié le projet. Aujourd'hui, le lieu est en voie d'extension pour y développer une activité plus touristique. En 2002, *Silence* y a organisé des rencontres pour fêter ses 20 ans.



Village de yourtes avec chauffage solaire artisanal au premier plan

de populariser des outils pédagogiques, d'annoncer les activités organisées sur place ou ailleurs. Altern'Educ se fait également connaître à l'extérieur de son réseau par des articles dans la presse alternative, ou par sa présence dans des salons et foires alternatives.

L'association fonctionne avec un conseil d'administration de bénévoles et un "cercle des prestataires", des professionnels qui interviennent dans une activité, et des adhérents.

… puis qui s'autonomisent

Ces activités cohabitent ainsi jusqu'en 2010, quand une limite est atteinte : tout en restant par choix sans salarié, le groupe réalise que plusieurs d'entre eux aimeraient développer une activité professionnelle liée aux activités de l'association qui fonctionne bien sur le plan financier. La possibilité est donnée de "sortir une activité de l'association" et de la "prendre à son compte" avec néanmoins l'aide et le soutien de l'association. Mais peu de personne se lance dans cette aventure. Pour cette raison peut être l'investissement responsable décline.

Brigitte se plaint de la difficulté à partager les responsabilités entre tous et toutes. Cela vient pour une part du fait que Brigitte est la fondatrice de l'activité. Il est alors décidé de changer de fonctionnement.

L'idée est de garder le nom collectif d'Altern'Educ comme le concept d'éducation sans violente qui les relie, et que parallèlement, chaque membre peut reprendre le nom et créer son activité. L'association est dissoute.

Chloé crée alors l'association *EnVies et EnJeux*[2] qui propose des activités pour les jeunes. Elle écrit un livre sur la désobéissance civile. Certaines activités se poursuivent sur place, mais l'association commence à en proposer ailleurs pour avoir plus de revenus (avec un deuxième pôle du côté d'Aubagne).

Sylvie Bourrée crée une association qui travaille en direction des jeunes sur la question de l'éducation relationnelle[3].

Marie-Christine Cantagrel crée l'association *Au prézen* qui propose des massages pour bébés[4].

Brigitte rachète le terrain, met en place le centre de formation ASPRE (Accompagnement et soutien aux personnes en recherche éducative), une structure de formation professionnelle pour les éducateurs (parents, enseignants, animateurs ou autre et les personnes qui accompagnent à l'éducation (assistantes sociales, orthophonistes, thérapeuthe…),

Les nombreuses structures légères présentes sur le terrain (yourtes, maisons) servent donc pendant les vacances scolaires, prioritairement pour l'accueil des camps de jeunes, le reste de l'année pour la formation professionnelle.

Recherche éducative

Brigitte Cassette a maintenant suffisamment diversifié ses activités pour arriver à en vivre. Elle propose des activités pour les jeunes en camp de vacances. Elle assure sur place des formations professionnelles, notamment autour des thèmes de la parentalité, de l'éducation, de la prévention des violences. Elle anime des conférences et des formations à l'extérieur sur les mêmes thèmes.

(2) EnVies et EnJeux, 37, rue de la Capelle, 12100 Millau, tél : 06 82 00 90 46. http://enviesenjeux.webnode.fr

(3) Le touron de l'Astes 09200 Erp.

(4) Au Prézen, 500, route du Causse noir, 12100 Millau.

Elle intervient dans le domaine scolaire pour la gestion des relations ou des conflits enseignants-enseignés. Elle s'appuie sur des outils comme les jeux pédagogiques, les cercles de paroles, les aventures coopératives, les jeux de rôle… Elle propose des formations qui durent de 15 h (3 jours) à 195 h (13 modules de 3 jours de février à août) et s'adressent à différents publics. Les modules étant indépendants, chacun-e choisit les modules qui lui sont nécessaires en fonction de son projet (parentalité, développement personnel, projet professionnel…). Les modules sont complétés par des travaux personnels entre les modules et des entretiens intermédiaires pour l'accompagnement au projet ou à la réflexion. Concrètement, Brigitte partage le cas d'une kiné qui fait la formation parce qu'elle s'interroge sur ce qu'elle peut faire ou dire quand ses patients lui parlent des difficultés avec leurs enfants ou encore d'un enseignant en difficulté pendant ses cours ou encore d'une jeune femme désirant lancer un cabinet de conseil en éducation.

Concrètement, ces formations sont très majoritairement suivies par des femmes. Dans un groupe de parentalité, Brigitte s'est retrouvée face à une majorité masculine. Elle y a constaté moins de confidences et plus de références théoriques à des livres. Elle s'interroge sur la possibilité de faire un travail collectif avec des couples ou avec des groupes non mixtes.

Ecouter !

Pour les conflits parents-enfants, il y a d'abord eu le curé, puis l'instit', puis le psy. Brigitte propose une approche moins hiérarchique que le conseil en éducation, au sein de cercles de paroles. Les parents, en s'écoutant, découvrent leur potentiel. Des apports théoriques multiréférenciels sont faits pour alimenter les débats. Les principes d'une éducation sans violence permettent d'aborder autrement la question de l'autorité, mais n'élimine pas les difficultés. A la différence de ce qui se passe chez le psy, l'écoute se fait ici sans orientation particulière, avec un accompagnement centré sur le potentiel de la personne à trouver ses propres solutions et avec une approche dans le temps qui peut être beaucoup plus lente.

L'une des difficultés pour Brigitte, dans tous les cas, est de passer d'une position d'autorité à une position d'égalité. Au-delà de l'écoute, elle cherche à amener chacun à émettre des envies et à les matérialiser dans un projet, projet que l'on peut étudier en étant au même niveau.

Laisser s'exprimer la violence

Dans un milieu militant comme le Cun, elle avait ressenti la non-violence comme un jugement sur l'autre, celui qui est violent. Dans un parti politique, c'est encore pire, on est au niveau du dogme. Brigitte estime que cela ne peut pas s'appliquer dans le domaine de l'éducation et du développement personnel en général. Là, la violence doit pouvoir s'exprimer, mais il faut ensuite accompagner la personne pour qu'elle en mesure les conséquences. Si elle prend conscience de toutes les conséquences que peut avoir la violence,


D. R.

▲ Camp de jeunes pendant l'été

elle peut espèrer qu'elle ne choisira pas cette voie. Mais on ne part pas de l'a priori que la violence c'est "mal" !

D'autres démarches alternatives

Les personnes qui viennent sont souvent impliquées dans des démarches alternatives, notamment la simplicité volontaire. Certaines n'ont donc pas toujours les ressources financières nécessaires. ASPRE a mis en place un système d'échange don-réduction : chaque année, Brigitte communique des besoins (soit en compétences, soit en objets). Les personnes qui répondent à ces besoins en estiment alors le montant, qu'ils retranchent du coût total.

Cela implique que les personnes doivent estimer leurs échanges… ce qui n'est pas sans conséquence. Beaucoup de femmes se rendent compte alors du travail bénévole qu'elles assurent dans leur maison !

Autre moyen de baisser les coûts : se regrouper ! Les inscriptions collectives bénéficient de réductions.

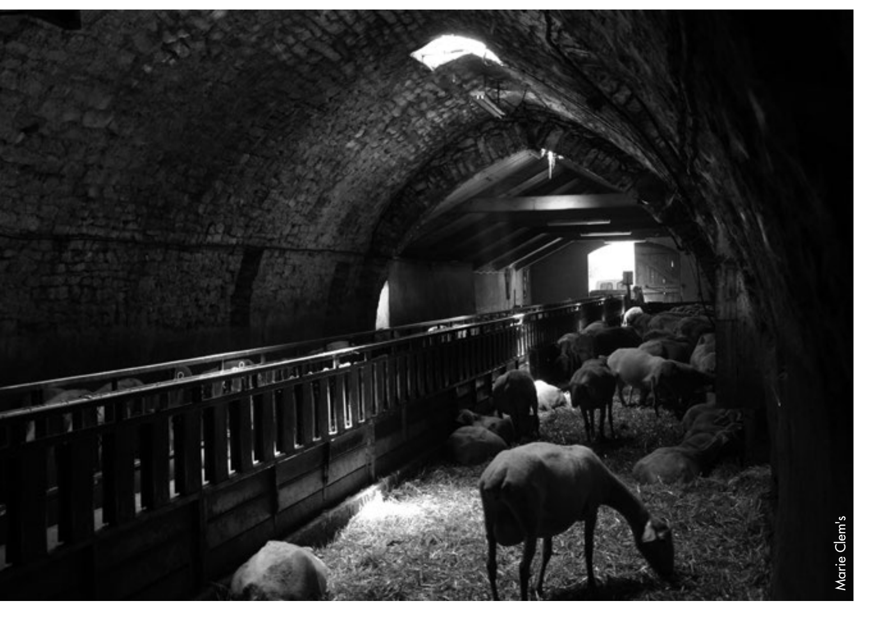
Il est possible de suivre gratuitement une formation pour adultes pendant un an en devevant animateur bénévole dans l'équipe d'animation pendant les camps de jeunes de l'été[5].

Une initiative pleine de potentiels à explorer… avec tous ceux et celles qui veulent s'y associer.

M. B. ■

(5) Généralement, deuxième quinzaine de juillet.

Qu'est le Larzac devenu ?



Quarante ans après le début de la lutte contre l'extension du camp militaire, trente ans après sa fin (victorieuse), comment évolue le Larzac ?

L'agriculture reste l'activité principale, à quoi s'ajoutent l'artisanat, la culture, des associations, le tourisme, etc.

Panorama du Larzac d'aujourd'hui.

La diversité est une chance

La biodiversité, pour beaucoup, concerne la flore et la faune. On peut y ajouter la diversité des productions agricoles.

L'évolution de l'agriculture dans le Larzac incite à l'optimisme. Dans les années 1950, elle était moribonde et de nombreuses fermes étaient à l'abandon. Dans les années 1960-70, avec un matériel plus adéquat, des machines à traire et l'arrivée de nouveaux paysans, un dynamisme se fit jour, et la production de lait pour le roquefort commença à décoller. Arriva alors le chambardement contre l'armée, avec plein de militants extérieurs à la région et des idées nouvelles.

Jusque-là, nous, les autochtones, avions des idées figées : *"hors du roquefort, point de salut"*. Trente ans après, moins d'un tiers des paysans produisent pour le roquefort ! Et que font les autres ? Un tour d'horizon s'impose, qui révèle un magnifique exemple de diversité :

Cela commença par les premiers installés (illégaux, bien sûr) en pleine lutte (1975-1981) : fromage de brebis et viande d'agneau, en vente directe. Après l'abandon du projet d'extension, les fermes abandonnées furent progressivement réoccupées, la plupart en ovin-lait ou en ovin-viande.

Le premier marché de pays, à Montredon (une utopie en 1988) démarra. Maintenant, chaque village aveyronnais rêve du sien. Et ce dynamisme a continué jusqu'à donner aujourd'hui : neuf élevages, presque tous bio, en ovin-viande ; huit ovin-lait hors du circuit du roquefort, presque tous en bio, deux ovin-lait bio en vente directe fromage ; deux en roquefort bio. Ajoutons deux élevages de vaches allaitantes Aubrac bio ; un de poules et poulets bio ; des cochons bio de plein air ; deux élevages de chèvres pour le fromage en vente directe, un élevage de chèvres mohair ; une brasserie à la ferme, une fabrique de pastis, apéritifs et plantes médicinales, quelques canards aussi pour Noël, une production de grain germé, deux dresseurs de chiens de troupeau, plus quelques artisans (pose de clôtures), potiers, apiculteurs, bois tourné, etc. Et… tout de même, encore une dizaine d'élevages conventionnels pour roquefort…

Cette diversité de productions, impensable il y a quarante ans, a apporté une diversité d'idées (ou est-ce l'inverse ?), provoquant une vie sociale riche et dynamique. Bref, une vie bouillonnante est revenue dans un pays jadis très (trop ?) conventionnel. Plus une ferme abandonnée, plus une maison vide.

Le Larzac n'est-il pas un exemple de biodiversité réussie ?

Léon Maillé

Vue panoramique du rassemblement du Larzac, août 2003



Un foncier géré de manière collective

Pendant la lutte, des terres et des bâtiments ont été achetés par l'armée. En 1985 a été créée la *société civile des terres du Larzac (SCTL) :* l'Etat cède pour soixante ans 6300 ha, 22 corps de ferme et des maisons d'habitation non agricoles à la SCTL, qui les loue à des fermiers par des baux de carrière (jusqu'à la retraite). Les fermiers sont les sociétaires de la SCTL, dont ils sont collectivement responsables. La SCTL est administrée par un conseil de gérance élu en assemblée générale.

Cela complète les groupements fonciers agricoles (GFA) qui ont été créés pendant la lutte pour se porter acquéreurs de terres à la place de l'armée. Depuis 2009, pour des raisons administratives, les GFA sont devenus *Terres solidaires du Larzac (TSL).*

Ces deux outils ont permis à des agriculteurs de s'installer sans avoir à financer la lourde charge du foncier. A chaque appel à candidature pour attribuer une ferme, il y a toujours plusieurs candidats. Le système est donc attractif, et facilite le renouvellement des générations.

La SCTL et TSL ont fait des émules : face à la difficulté de l'accès au foncier, notamment aux abords des villes, de nombreuses initiatives visant à l'installation de paysans ont vu le jour, dont la foncière *Terre de liens.* Ces nouvelles structures sollicitent souvent l'expérience de la SCTL et de TSL pour définir les relations entre ces propriétaires d'un nouveau genre et leurs fermiers.

Un magasin de producteurs

À l'initiative du groupement d'intérêt économique (GIE) fondé par des Larzaciens dans les années 1980 pour commercialiser la viande d'agneau en vente directe, s'est créé en 2003 le marché paysan de Millau. Une trentaine de paysans (dont la moitié de Larzaciens), la plupart en bio, s'y relaient pour vendre leur production. Pour les paysans, l'absence d'intermédiaires est enrichissante d'un point de vue matériel, mais aussi humain, par le contact direct entre producteurs et consommateurs.

Des brebis plus productives

La production de lait a connu une forte croissance, passant de 71 l par brebis en 1970 à 174 en 1991, et 230 aujourd'hui.

Le degré d'autonomie des fermes a diminué, à cause de la multiplication des années sèches, mais aussi de l'étalement de la production voulu par l'industrie laitière, et de la réglementation qui pousse à un chargement (nombre de brebis par hectare) trop important par rapport aux ressources fourragères. À noter que pour la bio, cette dernière contrainte est encore renforcée, ce qui va à l'encontre de la philosophie de la bio !

Un groupe véto

À l'initiative de quelques vétérinaires et de paysans du Larzac s'est mise en place, dans les années 1980, l'association vétérinaires et éleveurs du Millavois (AVEM), qui met l'accent sur la prévention et organise des formations. Plus de cent éleveurs y adhèrent aujourd'hui, bien au-delà du Larzac.

Une coopérative fromagère

Pour faire face à la dégradation des conditions du système roquefort, des éleveurs ont créé, au début des années 1990, une coopérative fromagère : *les Bergers du Larzac.* Regroupant vingt-cinq éleveurs, dont la moitié en bio, cette coopérative est située à la Cavalerie, avec une installation novatrice de méthanisation des effluents.

Un tissu associatif

L'effervescence des années de lutte a laissé des traces. Des structures historiques comme l'*Association pour l'aménagement du Larzac (APAL)* ou le bimestriel *Gardarem lo Larzac* témoignent toujours de cet "esprit Larzac" et de cette volonté d'agir ensemble. La lutte contre l'exploitation des gaz de schiste en est une belle illustration, comme le furent (et le sont toujours…) la dénonciation de la malbouffe ou des OGM.

Des activités culturelles

Quelques artistes ont élu domicile sur le plateau, dont la peintre Anne-Marie Letort et le sculpteur Alexandre Augustin. Une fanfare *Anarko Poët Poët* regroupe une vingtaine de Larzaciens soufflant dans tubas, trombones, trompettes et cornets !

Toujours autant de paysans !

Le nombre d'exploitations agricoles a baissé, mais beaucoup moins que la moyenne française. Et surtout, le nombre d'actifs occupés dans l'agriculture a peu varié, alors qu'il était divisé par trois entre 1970 et 2010 en France. Cette "exception larzacienne" est due principalement à la lutte et à ses suites : réoccupation de fermes abandonnées, volonté d'installer de nouveaux agriculteurs plutôt que de s'agrandir, diversification, vente directe, passage au bio, etc.

Pour en savoir plus

Film

- "Tous au Larzac"
Christian Rouaud – 120 mn
En 1971, le gouvernement déclare que le camp militaire du Larzac doit s'étendre. Les paysans se mobilisent et signent un serment : jamais ils ne céderont leurs terres. Ils déploieront des trésors d'imagination pour faire entendre leur voix. Bientôt, des centaines de comités Larzac naitront dans toute la France. Dix ans de résistance, d'intelligence collective et de solidarité, qui les porteront vers la victoire.

Médias

- Gardarem lo Larzac,
bimestriel d'information du Larzac
abonnement un an (six numéros : 18 €), gll@larzac.org
- Site internet : larzac.org.



Livres

■ Larzac, De la lutte paysanne à l'altermondialisme
Pierre-Marie Terral – Editions Privat – 2011
La victoire de 1981 ne signifie pas la fin de l'activisme de la population renouvelée du Larzac. Au contraire, durant les trois décennies qui suivent, le Larzac militant s'engage dans l'aménagement foncier de son territoire, dans le syndicalisme agricole (José Bové) et dans des réseaux de solidarité internationale qui mènent à l'altermondialisme. La course aux gaz de schistes est le plus récent combat.

■ Gardarem, chronique du Larzac en lutte
Christiane Burguière – Editions Privat – 2011
Ce témoignage évoque la vie quotidienne de ces dix années jalonnée de réunions, d'actions, de manifestations : des tracteurs à Rodez aux brebis sous la tour Eiffel, des grands rassemblements à la marche sur Paris… Dans un monde aujourd'hui démobilisé, le Larzac reste symbole de résistance, de solidarité, d'espoir.

■ Le Larzac s'affiche
Solveig Letort – Editions du Seuil – 2011
Depuis 1971, le Larzac a peu à peu dessiné l'image d'un combat dont témoignent la centaine d'affiches rassemblées ici. Réalisées dans l'enthousiasme, ou la rage parfois, elles ont le mérite de mettre à jour une formidable énergie créative et une belle aventure humaine.

■ Paroles du Larzac
sous la direction d'Elisabeth Baillon – Editions Privat – 2012
Rassembler fut le maître mot de la Lutte du Larzac et les Actes d'un colloque fêtant les 40 ans de celle-ci en sont l'expression fidèle. Voici, réunis dans ce livre, des points de vue d'acteurs de cette histoire et ceux des chercheurs ; ceux passionnés des militants et ceux plus distanciés des historiens. S'expriment ici côte-à-côte, les savoirs issus d'une vie de paysan et les savoirs universitaires.

▼ *2012 : présentation hors competition au festival de Cannes du film de Christian Rouaud : Tous au Larzac retracant la lutte des paysans du Larzac contre l'extension du camp militaire entre 1971 et 1981. Plusieurs paysans et militants du plateau participant au film étaient venus à la présentation et profitent de l'occasion pour se rendre au festival avec une banderole contre les gaz de schiste, José Bové à leur tête.*



La compagnie *Le plus petit espace possible* organise chaque année un "Petit festival" : musique, land-art…

Le marché de Montredon accueille chaque mercredi d'été des groupes musicaux ou théâtraux, ainsi qu'une librairie très fréquentée.

Les habitants de la ferme de Brunas ont lancé, en 2011, le festival *Clair de luttes,* avec des expositions et des projections de films.

À la Blaquèrerie s'est créée une ludothèque associative riche en jeux de toutes sortes.

De nombreux Larzaciens participent à la chorale *Polysongs* à Millau, et d'autres jouent de la musique ou chantent, seuls ou en groupe.

La Jasse

Elle fut lieu de réunion pendant la lutte, puis Ecomusée dans les années 1980. Propriété de l'APAL, la Jasse reste un lieu de restauration (à la belle saison), avec vente de produits du terroir et d'objets militants. La Jasse a souffert de l'ouverture du viaduc de Millau, qui a réduit le flot de touristes passant sur l'ancienne RN9.

Radio-Larzac

Radio-Larzac est née lors du rassemblement altermondialiste de 2003. Depuis 2008, elle émet en permanence. Emissions de débat, de culture, non-violence, environnement, agriculture, et bien sûr musique. *Radio-Larzac* est présent chaque mois au marché de Millau, et lors des événements régionaux, grâce à sa caravane-studio.

Du tourisme

L'activité touristique est saisonnière, mais elle assure un complément de revenus à nombre de Larzaciens, paysans ou non. Gîtes, camping à la ferme, structures d'accueil (en rénovation comme le Cun et la Salvetat), ferme-auberge de Jassenove, centre aéré alternatif au Chant des Baumes, etc.

M. B. ■

La relève : des jeunes s'installent

La génération arrivée pendant la lutte ou juste après frôle la retraite. De nombreux fils et filles de ces paysans ont choisi de s'installer avec leurs parents en vue de continuer l'exploitation. Il y a même des enfants de non-paysans qui choisissent le métier !

Par ailleurs, à une moindre échelle que dans les années 1970 et 1980, de nouveaux paysans viennent d'ailleurs, en majorité issus du monde non-agricole.

Un pays bio à 90 % !

L'agriculture biologique était inconnue dans le Larzac en 1970. Bien sûr, certains paysans faisaient, tels M. Jourdain, du bio sans le savoir. Le décollage s'est produit aux alentours de l'an 2000. En 2011, le bio est devenu la règle, et le conventionnel l'exception. Sur 42 exploitations enquêtées, 25 sont certifiées bio, 5 sont en bio de fait (non certifiées, mais sans engrais chimiques ni pesticides), 5 se contentent d'un peu d'engrais chimiques pour compenser le manque de fumier (troupeaux viande). Il en reste seulement 8 en agriculture conventionnelle. Mais sachant qu'au moins les trois quarts des terres sont constitués de parcours, il reste moins de 1000 ha de terres sur les 12 000 enquêtés à subir des traitements chimiques.

C'est un gage d'une production saine, et d'une biodiversité préservée : les naturalistes viennent de loin pour admirer orchidées, plantes messicoles, oiseaux, insectes, etc.

Clement Violettes

Frimousse & Coccinelle

D. R.

Frimousse & Coccinelle est une "boutique à la campagne" qui propose des articles naturels pour les bébés et leurs parents.

Aurélie Jouan, 34 ans, a un père producteur de plantes médicinales qu'il commercialise sur les marchés. Elle a donc, de tout temps, été sensibilisée très tôt aux méthodes naturelles de soin… et aussi au commerce. Son aventure personnelle remonte à dix ans en arrière, quand elle a accueilli son premier enfant. Elle a alors choisi d'opter pour les couches lavables, l'accouchement à la maison, l'allaitement maternel et le portage en écharpe. Deux autres enfants sont nés ainsi et les trois (aujourd'hui âgés de 10, 7 et 5 ans) bénéficient de l'instruction en famille, en lien avec un groupe de parents surtout du Lot et du sud Tarn-et-Garonne, avec qui sont organisés des rencontres et des échanges réguliers. Ce choix se traduit par une heure par jour d'enseignement formel et le reste en apprentissage informel et autogéré. Le compagnon d'Aurélie, Fabien Trarieux, est élagueur-grimpeur et produit du BRF à la demande[1].

Marie Clem's

▲ Aurélie Jouan

Lorsqu'elle a fait le choix des couches lavables, Aurélie a réussi à en récupérer un lot d'occasion auprès d'une copine de sa mère et d'autres en passant une annonce dans *Silence*. Elle a complété en en achetant par internet sur le site *Le monde de bébé*. Avec la venue d'un deuxième bébé, elle découvre les écharpes de portage et les vêtements en matériaux biologiques.

A chaque fois, elle constate qu'il est difficile de se procurer ces produits… d'où l'idée de créer une activité autour de la diffusion de produits écolos et sains pour les bébés et leurs parents. En 2005, elle s'implique fortement dans l'association *Alter-Natives,* qui commence à diffuser ce genre de produits et de pratiques, et propose des rencontres sur Cahors, Villefranche-de-Rouergue et Figeac. L'association, en lien avec la *Leche League*[2] et d'autres associations, organise des stages sur l'éducation non-violente, le maternage, l'allaitement… Les événements et les articles proposés se diversifiant progressivement, Aurélie connaît ainsi de plus en plus de fournisseurs et la qualité de ce qu'ils proposent. Mais dans l'association, il y a des réticences à ce que soit créé un poste de salarié et en 2010, Aurélie décide, du coup, de créer sa propre activité professionnelle.

Une prise de conscience à transmettre

Elle prend alors contact avec la SCOP Ozon', une coopérative d'activités et d'entrepreneurs (voir encart) qui lui permet d'avoir un statut juridique, de tester son activité, d'accéder à des formations, d'avoir sa comptabilité prise en charge… en échange de 10 % de sa marge brute.

Elle commence à tourner sur les marchés de la région avec comme idée qu'il faut être vu pour que cela touche d'autres personnes que les convaincus. Elle complète son itinérance à partir de novembre

■ Frimousse & Coccinelle, Aurélie Jouan, Sénoulac, 82270 Montpezat-de-Quercy, tél : 05 63 31 68 97 ou 06 18 35 62 18, www.frimousse-et-coccinelle.fr

■ Intervention-formation sur les textiles sanitaires réutilisables : http://intervenante-tsr.blogspot.fr/

(1) Voir l'article page 16

(2) La Leche League est une association internationale de promotion de l'allaitement maternel. *www.lllfrance.org*



Présentation des couches lavables

Marie Clem's

2011 par une petite boutique installée dans la ferme qu'elle habite, ouvert tous les mercredis et par la vente par internet. Elle intervient ponctuellement dans des magasins biologiques ou auprès de cabinets de sages-femmes.

Aurélie constate que beaucoup de parents, comme elle et son compagnon dix ans plus tôt, passent au bio à l'arrivée des enfants, soit par réflexion personnelle soit suite à un problème d'allergie (couches jetables, textiles classiques, alimentation…). A partir de la réflexion sur la santé de leur bébé, les parents (surtout les mères !) évoluent dans leur prise de conscience et élargissent ensuite leur démarche.

Aurélie distribue à l'heure actuelle des produits en provenance d'une vingtaine de fournisseurs, pour un tiers à des fabricants directs, pour deux tiers à des grossistes. La majorité des articles sont fabriqués en Europe, voire en France : couches auvergnates, vendéennes ou autrichiennes, jouets bretons ou allemands, chaussons et chaussures allemands et espagnols, etc. Pour la puériculture, elle dispose de différents produits : toilettes, brosses, baignoires, colliers d'ambre, sorties de bain, peaux d'agneau, alèses, draps… Les produits encombrants sont quant à eux exposés en boutique et sur le site internet et ne sont disponibles sur les stands que sur commande.

Elle complète le tout par un rayon librairie spécialisé. Dès qu'elle sympathise avec des parents, elle les incite fortement à prendre le temps de lire des ouvrages comme *Attendre bébé autrement* ou *Shantala, le massage des enfants*(3). Les produits encombrants sont exposés en boutique et sur le site internet et ne sont disponibles sur les stands que sur commande.

Tout le textile est fabriqué à base de coton biologique, le plus souvent cultivé en Inde ou en Turquie selon les règles du commerce équitable puis ensuite transformé dans le pays ou en Europe.

Aurélie a également commencé à explorer le domaine de l'hygiène féminine : alors que tampons et protections périodiques représentent actuellement 500 kg de déchets pour une femme sur toute sa vie, quelques produits alternatifs commencent à se développer(4).

Après deux ans d'activité, elle constate que ce sont les couches qui constituent le plus gros du chiffre d'affaires, suivies par les produits spécifiques anti-allergies. Elle essaie de maintenir ses prix au niveau de ce qui se trouve sur internet,

Ozon' coopérer

Ozon' est une coopérative d'activités et d'entrepreneurs active sur les départements du Lot, de l'Aveyron, de la Dordogne, du Tarn, et du Tarn-et-Garonne. Elle permet à des personnes qui veulent créer leur activité de démarrer à leur rythme et de bénéficier d'un lieu d'encadrement, de conseils, de gestion et de rencontres avec d'autres porteurs de projets.

Fin 2012, on trouvait parmi les coopérateurs une rédactrice web, un conseil en gestion d'espaces naturels protégés, des potiers, un créateur de meubles, de l'accompagnement à domicile de personnes en situation de handicap, des élagueurs, des conseillers en informatique, un débardeur à cheval, un éducateur canin, une décoratrice d'intérieur, une maraîchère avec paniers bio, une fabricant de cosmétiques, plusieurs jardiniers, plusieurs métiers d'art, un ingénieur du son, un mécanicien machines agricoles, un enseignant d'anglais, un coutelier, un horloger, des traducteurs…

Les résultats sont là : alors qu'en se lançant au niveau individuel, le taux de réussite en trois ans est de 30 %, il monte à 80 % à Ozon'. Les projets doivent devenir indépendants en trois ans.

■ Scop Ozon', 17, chemin de Nibouzou, 82140 Saint-Antonin-Noble-Val, tél : 05 63 68 24 66 ou 05 63 68 26 29, www.ozon-cooperer.org.

(3) *Attendre bébé autrement*, aux éditions La Plage ; *Shantala*, aux éditions Le Seuil.

(4) Entre autre, la coupe menstruelle lavable recueillant le sang menstruel. Voir par exemple www.mooncup.co.uk ou www.easycup.fr

offrant ainsi le conseil et le toucher en plus. Elle réalise ainsi un chiffre d'affaires de 3500 euros par mois, ce qui n'est pas encore suffisant pour dégager un salaire… et ceci d'autant plus que la mobilité lui coûte environ 400 euros par mois.

Elle développe aussi en parallèle, à la boutique, des ateliers d'écologie pratique du genre "comment faire ses produits cosmétiques", ainsi que de nombreux autres ateliers dédiés à la petite enfance par le biais d'intervenants extérieurs : massage bébé, portage des bébés, langage des signes pour les tout-petits, etc.

Des couches lavables pour les crèches !

En novembre 2011, dans le cadre de la Semaine pour la réduction des déchets à la source, Aurélie a contacté le syndicat de collecte des déchets du Lot. Le Grenelle de l'environnement ayant acté que le volume de nos déchets doit baisser de 7 % d'ici 2015, le syndicat avait déjà entamé un travail sur le compostage. Elle leur a proposé une sensibilisation sur les couches lavables et leur a proposé de développer des campagnes en direction des lieux d'utilisation collectifs : maternités, crèches… et maisons de retraite. Elle a enquêté et découvert que de telles actions ont déjà été menées en Alsace ou à Rennes. Le syndicat s'est déclaré intéressé et lui a proposé d'intervenir comme animatrice pour des réunions publiques et formatrice dans ces lieux collectifs. Il l'a ensuite fait connaître des syndicats du Tarn-et-Garonne et de Dordogne qui ont été également intéressés par le projet.


Marie Clem's

Explication sur l'usage d'un matelas pour l'allaitement

Aurélie a commencé à faire des études en lien avec plusieurs ESAT[5] qui font de la blanchisserie pour étudier la possibilité de collecter et nettoyer les couches lavables comme cela se fait déjà dans quelques villes françaises.

Il y a encore de la marge de progression pour cette jeune entreprise.

M. B. ■

Pourquoi des couches lavables ?

Aurélie est intarissable sur le sujet !

Les couches lavables, c'est d'abord intéressant sur le plan économique : il faut compter, pour un enfant, 500 euros pour ces dernières contre 1500 à 2000 euros pour des couches lavables. Encore moins cher, mais plus contraignant : les langes qui ne nécessitent que 150 euros d'investissement.

Elles sont également devenues très pratiques : elles comportent une partie absorbante et imperméable qui se lave, une protection intérieure en cellulose que l'on jette au compost ou aux toilettes. Le temps de change est le même et les couches lavables ne demandent pas plus de travail que les jetables car le temps que l'on passe à mettre la couche à la machine puis à la mettre sécher n'est pas passé à aller acheter les couches et à vider les poubelles.

Le deuxième argument est écologique : les couches lavables évitent une tonne de déchets plastiques par enfant. Des déchets dont la durée de vie est de 500 ans. Les couches lavables ont aussi une partie extérieure qui se jette, mais en quantité moindre. Attention toutefois au choix de la marque : un premier prix d'origine chinoise ne va durer que trois mois… alors qu'une couche européenne, plus chère à l'achat, servira jusqu'à… 3 bébés ! Quant aux quantités d'eau que cela consomme, si on en consomme en direct avec les lavables, il en faut beaucoup plus pour fabriquer les jetables.

Le troisième argument est sur le terrain de la santé. le chlore utilisé pour blanchir les couches jetables est très agressif pour la peau, sans compter une bonne cinquantaine d'autres produits chimiques, tous soupçonnés à long terme d'être cancérigènes et perturbateurs de la fertilité, au contact de la peau fine de bébé 24h sur 24 pendant 2 à 3 ans. En couches lavables, l'enfant bénéficie d'un meilleur confort, les couches lavables étant respirantes il y a beaucoup moins de problèmes d'irritation et d'érythèmes et les parents sont sûrs de ce qu'ils mettent contre la peau de leur bébé.

(5) Etablissement et service d'aide par le travail (anciennement CAT), qui développe des activités pour les personnes handicapées



Marie Clem's

Jacky Dupety nous présentant le sol de son potager enrichit au BRF

Jacky Dupety et le bois raméal fragmenté

Jacky Dupety est agriculteur sur les causses du Quercy (Lot). Après la sécheresse de 2003, il cherche une solution pour économiser l'eau. C'est ainsi qu'il découvre la technique du bois raméal fragmenté (BRF).

■ Jacky Dupety, ferme du Pouzat, 46320 Livernon, tél : 05 65 40 46 98, http://fermedupouzat.free.fr

■ *Le BRF, vous connaissez ? Pour une (agri)culture du vivant,* Jacky Dupety, éd. du Terran, 2010.

Difficile de faire parler Jacky Dupety d'autre chose que le bois raméal fragmenté (BRF) ! A peine assis devant sa maison, sous une treille, il embraie avec passion sur le sujet, multipliant les anecdotes. Quand on lui pose des questions sur sa propre vie, il répond que ce n'est pas intéressant. On va quand même en glisser deux mots : exerçant une activité professionnelle en milieu urbain, il cherche à partir à la campagne, suit une formation professionnelle en agriculture biologique à la ferme de Sainte-Marthe[1] avant d'acheter sa ferme actuelle en 1999. Sa femme Françoise, actuellement conseillère pédagogique à Figeac, est passionnée de plantes tinctoriales et de laine. Elle développe cultures et atelier sur place. La ferme fait seulement 8 ha, dont deux en culture. Il y fait du maraîchage et un peu de viande et de laine avec un petit troupeau de brebis. Le sol sur le causse est très perméable et sèche très vite. En été, les pluies sont rares et le soleil cogne. Le sol est maigre — à peine une trentaine de centimètres d'épaisseur — avec 30 à 40 % de cailloux. Pour faire du maraîchage, il faut beaucoup arroser… sauf quand l'eau vient à manquer comme en 2003. De la perte des récoltes de 2003 est née une formidable aventure… qui pourrait déboucher sur une révolution agricole !

Enrichissement des sols

Le BRF a commencé à se diffuser au Québec dans les années 1970. A cette époque, le ministère des forêts cherche un moyen de valoriser les déchets forestiers. Il propose à des fermiers de les incorporer dans le sol, en complément des épandages de lisiers de porcs. Les résultats sont excellents : augmentation du taux de matière organique dans le sol, reconstitution rapide de l'humus, augmentation de la productivité, amélioration de la qualité des produits, meilleure résistance à la sécheresse…

L'équipe du professeur Gilles Lemieux de l'université de Laval (Québec) étudie cela et affine la méthode pour déterminer comment doivent être produits les copeaux de bois pour que les effets positifs soient optimums.

Il faut donc des rameaux de feuillus de diamètre inférieur à 7 cm (sans les feuilles), broyés puis épandus et incorporés aux premiers centimètres du sol[2]. Il s'agit d'un bois encore vivant, très riche en nutriments, sucres, protéines, celluloses et lignines. Il génère des réactions complexes qui structurent le sol, l'enrichissent et permet le développement d'une chaîne alimentaire complexe, tout en limitant les organismes pathogènes. Le sol

(1) Ferme de Sainte-Marthe, BP 70404, 49004 Angers Cedex 01, tél : 0891 700 899, www.fermedesaintemarthe.com.

(2) On coupe le bois en sève descendante à partir d'octobre, on le broie en tas et on l'épand immédiatement où il sert de couverture pendant l'hiver, puis on l'incorpore au sol (sur 10 cm environ) environ un mois avant la mise en culture, les effets se font sentir dès les premières récoltes de l'été.

est un écosystème très élaboré qui s'est constitué pendant des millions d'années… La matière organique y tient une place centrale. Dans l'agriculture chimique, elle n'est pas prise en compte puisqu'on estime que les engrais suffisent à nourrir les plantes. Mais en agriculture biologique, c'est la base. L'apport de BRF remet en marche le couple lignine/champignons à l'image des sols forestiers. L'augmentation importante de cette matière organique (humus) permet aux plantes de développer au mieux un système racinaire et d'être plus résistantes aux aléas climatiques et aux attaques des parasites. Un an après son incorporation dans le sol, des mesures ont montré que ce dernier peut retenir jusqu'à vingt fois plus d'eau.

Des cultures de maraîchages sur sol enrichi au BRF ont donné des rendements époustouflants : 180 % pour la tomate, 290 % pour les fraises, 175 % pour les céréales, 260 % pour une prairie et même 1000 % pour l'aubergine.

Une technique qui se diffuse rapidement

Les premiers essais en Europe ont été initiés à partir de 2002 en Belgique par Benoît Noël, du Centre des techniques agronomiques (CTA) de Strée. Jacky Dupety prend connaissance de ses travaux et expérimente le BRF en France à partir de février 2004.

Dès la première saison, il constate dans son potager que les besoins en eau ont beaucoup baissé. Courges, courgettes et melons poussent presque sans arrosage. Il passe alors des accords avec des laboratoires qui vont suivre ses expériences et faire des analyses pour comprendre ce qui se passe dans le sol.

Du Québec, la technique s'est transmise à Madagascar et au Sénégal, avant de se développer en Afrique… et on a finalement découvert que cette technique est connue en Inde ! Les Québécois l'ont surtout optimisée.

En 2007, Jacky Dupety a mis en place l'association *Ave.Brf* qui, avec le soutien de la *Fondation pour une Terre humaine,* finance l'achat de broyeurs pour lancer des groupes BRF d'abord en France et en Italie. Actuellement dans les pays du Sud, le broyage se fait surtout à la machette pour couper et au marteau pour écraser. Des groupes brf se développent un peu partout, malgré les difficultés politiques rencontrées : Burkina-Faso, République Démocratique du Congo, Niger, Mali, Togo… et maintenant au Brésil.

Le prix des broyeurs reste un frein ainsi que leur empreinte écologique. L'association *Ave.brf* a pris contact avec le lycée technique de Rodez et des élèves ont travaillé à la mise au point d'un appareil plus simple, moins cher et que l'on peut entretenir soi-même. Les plans ont été transmis, au Guatemala, à l'association *Maya Pedal* qui utilise l'énergie humaine par le biais de pédaliers de bicyclette.


Marie Clem's

La broyeuse indispensable pour produire du BRF

Simple et complexe à la fois

La technique est à la fois simple à mettre en pratique et complexe à comprendre. L'aggradation (contraire de dégradation) des sols est extrêmement rapide : on mesure le changement de taux d'humus en seulement trois mois. Cela ouvre de nombreuses perspectives dans les zones où les sols sont pauvres ou dégradés… mais cela demande quand même auparavant d'avoir des arbres et

La Terre

En 2006, Jacky Dupety a hébergé le camp des *Ami-e-s de Silence.* Le lieu avait été choisi pour venir en aide à la ferme voisine, la Terre. Celle-ci gère en extensif et en bio, un troupeau de chèvres et de brebis sur 167 ha dont 35 labourables, depuis 1979. En 2002, l'ancien propriétaire souhaite vendre à un prix élevé pour faire un domaine de chasse résidentielle. Menacés d'expulsion, Marie et Jean-François Réveillac lancent une association de soutien : *Vivre sur les causses.* Deux jeunes fermiers, Sabine Himpens et Stéphane Auclair, viennent s'installer sur place.

En 2009, le ciel s'est dégagé grâce au soutien local et à l'intervention de la foncière *Terres de liens,* qui ont participé à l'achat des terres : 20 % payés par les fermiers, 22 % par *Terres de liens* et 58 % par une collecte réalisée par l'association et à laquelle ont participé 500 personnes.

Le film qui témoigne de cette histoire sera bientôt sur les écrans "alternatifs" : *La Terre ça vaut de l'or* de Eric Maizy.

■ Association *Vivre sur les Causses,* Pierre Réveillac, Le Bourg, 46320 Livernon, tél. : 05 65 40 54 83



La ferme de Jacky Dupety

des haies en quantité suffisante. En Afrique, cela nécessite un travail de reforestation dans les zones de savanes ou en bordure de désert. Lorsque l'on dispose d'arbres, le coût est modeste pour un résultat bien meilleur qu'avec des engrais chimiques[3]. Contrairement à l'agriculture chimique, le BRF procède par un transfert d'énergie, la ressource est locale, contrôlable et renouvelable.

Lors d'un colloque à Figeac en 2007, les résultats présentés étaient si spectaculaires que le préfet, présent dans la salle, a averti que cela allait provoquer des conflits : "vous cassez l'agrochimie !".

Le BRF fait maintenant l'objet d'études dans de nombreux instituts de recherche agricole. L'ENSBANA de Dijon a montré qu'une courgette cultivée sur BRF revient dix fois moins cher qu'en agriculture chimique. Le Syndicat des eaux de Mulhouse a fait une expérience montrant que l'eau qui filtre des champs enrichis en BRF est de meilleure qualité. Un syndicat professionnel de la noix dans le Lot a constaté que les noyers poussent deux fois plus vite sur les sols enrichis au BRF…

Jacky Dupety a très vite été sollicité par des collectivités locales. L'une des premières à s'y mettre a été la communauté de communes du Val du Thouet, dans les Deux-Sèvres, dès 2006. Il accueille des stagiaires en cours d'installation de maraîchage et leur explique que le mieux est de monter un projet diversifié en associant le maraîchage avec un verger, des plantes médicinales…

Au-delà du compost

Les légumes cultivés sur BRF sont de meilleure qualité que ceux cultivés seulement avec du compost : le système racinaire se développant beaucoup plus, le taux de matière sèche dans le légume est en moyenne 30 % plus élevé. Ceci s'explique scientifiquement : le compost, lors de sa phase de fermentation, perd environ la moitié de son énergie (qui part en gaz carbonique), retient moins d'eau, ne favorise pas le développement des champignons. Des centres en agrobiologie comme les Amanins[4] ont commencé à développer leurs cultures sur BRF.

En 2010, Jacky Dupety a pris sa retraite d'agriculteur. Il continue à faire un grand potager sur BRF, à accueillir des stagiaires, à organiser des formations et à faire des conférences, passionnément !

Des développements philosophiques et politiques

Jacky Dupety aime dire que le BRF peut changer notre vision de la société.

Alors que le fumier, cher aux biodynamistes, lie l'agriculture à l'élevage, le BRF, mieux que le compost, permet d'envisager une société où les animaux ne sont plus exploités. C'est donc compatible avec une société qui s'orienterait vers le végétarisme, une société qui allègerait ainsi considérablement son empreinte écologique.

Jean-Paul Demoule, archéologue, dans son ouvrage *La Révolution néolithique en France,* fait l'hypothèse que le développement de l'agriculture et la domestication des animaux est à l'origine de la sédentarisation et par conséquent de la propriété privée des sols cultivés. De là les conflits de terre et le développement des guerres. L'époque du nomadisme, qualifiée de "préhistorique", représente 99 % de l'histoire des humains ! Mais on en connaît encore peu de choses. Dans ce contexte, penser le BRF comme une étape pour revenir à une agroforesterie — on tirerait notre alimentation des ressources forestières — pourrait être un outil révolutionnaire pour remettre en cause les systèmes politiques actuels !

Alain Gras, dans *Le Choix du feu,* montre comment nos sociétés se sont construites depuis deux siècles sur l'exploitation rapide des ressources non renouvelables du sol et du sous-sol et que nous arrivons au bout de ce mode de vie (pic de production du pétrole, raréfaction des ressources minérales…). L'agroforesterie qui pourrait naître des pratiques autour du BRF, en permettant de produire plus d'alimentation de meilleure qualité au niveau local, de manière renouvelable, et avec une faible consommation d'énergie, devrait être une clé au sein d'un programme de descente énergétique.

M. B. ■

(3) Concrètement, on ne met du BRF sur la même parcelle que tous les quatre à cinq ans.
Un kilomètre de haies produit annuellement, selon les essences, entre 15 et 30 m3.

(4) Les Amanins, Les Rouins, 26400 La Roche-sur-Grane, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.

La Compagnie du 4



D. R.

Trois anciennes Parisiennes ont réussi leur expérience de retour rural et poursuivent avec bonheur la création et la présentation de spectacles sur des questions de société.

En 1994, Florence Dottin-Alma (scénariste pour la télévision, metteur en scène et comédienne), Céline Cacciolati (jeune chorégraphe en danse contemporaine) et Carole Aupetit (comédienne free-lance) commencent à saturer dans la capitale : Florence a l'impression de passer son temps derrière un ordinateur, Céline manque d'espace pour ses créations, Carole s'use dans les trajets.

Après un spectacle à Toulouse, elles se reposent un mois à une quarantaine de kilomètres au nord-est, à Rabastens, dans le Tarn. Elles tombent amoureuses du lieu et décident de quitter Paris pour créer une structure en milieu rural : *La Compagnie du 4 !* Rabastens est bien desservi par le rail (un train tous les quarts d'heure pour Toulouse). Le nom de la compagnie vient du fait que Rabastens est à égale distance de quatre villes : Toulouse, Montauban, Albi et Castres.

Il s'agit de se ré-ancrer dans une réalité liée au territoire. Elles collaborent avec un grand nombre d'artistes, de techniciens et d'administratifs, qui croient tous que le spectacle vivant peut adoucir la vie et contribuer simplement à faire avancer les choses… Ils ont tous résolument les pieds dans notre société et la tête dans les étoiles… Tout commence par une résidence d'artistes sur la commune voisine de Saint-Sulpice… une résidence reconduite maintenant depuis 18 ans en échange de deux spectacles par an.

Planète, addictions, femmes…

Les trois femmes se lancent dans la création d'un spectacle en travaillant sur la mémoire locale. Pendant six mois, elles interrogent des personnes âgées en leur posant deux questions : qu'ont-elles appris de leurs grands-parents, qu'ont-elles appris à leurs petits-enfants ? Elles créent ensuite une première pièce sur le thème d'une petite fille qui rend visite à sa grand-mère. Parallèlement, elles ouvrent des cours de théâtre où se mélangent les générations. Elles continuent à donner des représentations sur l'ensemble du territoire national tout en s'implantant localement, en prenant contact avec le département et des partenaires privés…

Elles créent des productions importantes : au début, certains spectacles nécessiteront jusqu'à 35 personnes. Elles décident toutefois de miser plutôt sur des "petits" spectacles car à la campagne, il faut pouvoir être facilement mobile.

A partir de 1997, elles ouvrent un répertoire sur la question de la protection de la planète. Cela reste un spectacle mais la thématique fait qu'elles changent d'interlocuteurs. Elles développent aussi des spectacles-actions dans les domaines de la prévention aux addictions et de la violence faite aux femmes. Ces pièces sont destinées à un public plutôt scolaire (collège, lycée, centre de vacances…) mais sont aussi jouées devant le grand public. Le fil conducteur des spectacles est de parler à tous autour de questions actuelles.

A bâtons rompus…

Pour Carole Aupetit, que nous avons rencontrée avant une représentation de *A bâtons rompus,* un spectacle sur la violence faite aux femmes, le théâtre est un moyen de communication différent

■ Compagnie du 4,
11, avenue Charles-de-Gaulle,
81370 Saint-Sulpice,
tél. : 05 63 40 00 17,
www.lacompagniedu4.fr



D. R.

Miss Terre, un spectacle de rue



Affiche d'un spectacle sur les déchets

de la lecture ou de la vidéo. Il doit se faire dans une démarche de communication plus globale, "il permet un travail sur l'humain plus approfondi". Dans le spectacle sur la violence faite aux femmes, le spectacle montre le processus qui conduit à cela, et les possibilités que chacune a de dire non ou comment cela perdure du fait de nos faiblesses. *A bâtons rompus* est surtout demandé par des infirmières scolaires, des associations de femmes, mais aussi des comités d'entreprise ou des mairies.

Ce spectacle a été initié à la demande du Conseil général pour la journée de la femme. Il s'est créé à partir d'un débat entre Cécile et Camille : Cécile a fait des recherches "sociologiques" sur les témoignages autour de la violence qui enferme les femmes dans une relation malsaine au sein d'un couple, alors que Carole s'est plus intéressée à ce qui peut se passer au niveau psychologique pour une femme qui se trouve ainsi victime. "Il s'agit de faire travailler à la fois cerveau gauche et cerveau droit, la raison et l'émotion." Dès la première représentation, elles ont recueilli des témoignages émouvants qui les ont incitées à poursuivre. Pour garder un côté léger et optimiste, la femme victime dans la pièce est une clown. "Le rire est une ouverture qui permet de parler de tous les sujets."

A partir de cette pièce a été réalisé un film de 26 minutes : *Ouvrez la cage*[1]. Pour Carole Aupetit, l'expérience est intéressante… mais le résultat n'a pas la même force. Dans la pièce, on ne voit pas la violence : "Ce n'est pas utile et le bourreau relève d'une autre problématique". Par contre, il est souvent présent dans les débats qui suivent. Dans la pièce, une des deux femmes s'en sort. Il n'y a pas de solutions, mais des pistes : "souvent une victime ne sait pas ce qu'elle veut, elle sait ce qu'elle ne veut pas". Le débat commence en rappelant qu'une femme sur dix en France est concernée et qu'une femme meurt sous les coups tous les 2, 5 jours. Les débats sont parfois rudes : des enfants parlent de leurs parents et cela peut déboucher sur des enquêtes des services sociaux… On demande donc aux plus jeunes d'être accompagnés par un adulte qui assure le suivi après le spectacle.

Pierre Rabhi, hôpitaux, contes…

Silence a rencontré la Compagnie du 4 à l'occasion de la mise en scène de textes de Pierre Rabhi. C'est Céline qui a eu cette idée après avoir rencontré l'agro-écologiste. La pièce a été jouée à de nombreuses reprises. Des phrases ont été reprises ensuite dans *Miss Terre,* un spectacle qui essaie de faire passer le message que chaque geste compte, aussi modeste soit-il. Autre spectacle environnemental : *One two, tri* qui présente la problématique des déchets et l'importance de la réduction à la source.

Avec Céline, spécialiste des danses indiennes, et Carole, qui fait du conte, des spectacles sont proposés dans les hôpitaux. Elles ont eu l'occasion d'intervenir aussi dans les centres pour handicapés. Le groupe a essayé d'y animer des ateliers, mais il y a renoncé à cause des contraintes de temps.

Après 18 ans, la compagnie évolue petit à petit : Cécile a actuellement pris des disponibilités pour monter ses propres spectacles. Chacun vit avec un statut d'intermittent du spectacle. Les plus gros employeurs sont les régions. Alors qu'à Paris, on joue plusieurs fois dans une seule salle, la plupart des spectacles ne sont joués ici qu'une seule fois au même endroit. Carole Aupetit continue donc à faire beaucoup de kilomètres. Florence passe encore du temps devant son ordinateur… mais la preuve est faite que l'on peut vivre professionnellement dans le domaine de la culture en dehors de Paris. "Installées dans le Tarn, on fréquente des gens plus disponibles, on dispose d'espaces de répétition beaucoup plus facilement, on peut choisir les lieux, les artistes, les dates"… La Compagnie du 4, avec plus de mille représentations, a dépassé le cap des 200 000 spectateurs.

M. B. ■

(1) www.ouvrezlacage.com

Derrière le hublot



D. Bossis

Collectif G. Bistaki : Cirque, danse et installation plastique

L'association "Derrière le hublot" mène un projet artistique et culturel dans plus d'une trentaine de communes du Lot et de l'Aveyron.

Derrière le hublot est une association artistique et culturelle créée en septembre 1996 à Capdenac-Gare (4500 habitants). A la limite de l'Aveyron et du Lot, cette commune est une ville jeune, née autour d'une importante gare de triage.

A l'origine, une douzaine de jeunes, entre 18 et 25 ans, ont souhaité développer une activité permettant de vivre sur place. Fred Sancère, l'actuel directeur, avait une expérience d'éducation populaire. D'autres avaient participé à une expérience de bar associatif.

Caractéristique du groupe initial : tous sont des spectateurs, il n'y a aucun artiste parmi eux, ni aucun commercial. Ils étaient amateurs de concerts de rock, fidèles du festival de spectacle vivant d'Aurillac. Leur projet n'était pas d'attirer des spectateurs d'ailleurs, mais de faire participer la population locale.

Professionnalisation, avantages et contraintes

Un premier festival se tient en mai 1997 avec du théâtre de rue, des ateliers pour les enfants et pour les adultes, un concert à dominante rock, le tout gratuit. La ville est alors le principal financeur (50 %). Les élus municipaux (PS, PC, EELV et société civile) ont tout de suite soutenu car cela allait dans le sens de ce qu'ils cherchaient à développer. Le budget est complété par d'autres aides publiques et par la buvette. Jusqu'en 2000, l'expérience se poursuit ainsi, encadrée uniquement par des bénévoles.

Le bénévolat ayant ses limites, la question de la professionnalisation s'est posée. Le groupe profite du lancement des "emplois jeunes" par le gouvernement Jospin pour embaucher Fred Sancère. Ce changement nécessite d'exister toute l'année : il faut donc diversifier les activités… Cela s'est accompagné d'un élargissement des bénévoles.

Le projet propose aujourd'hui une saison de spectacles en mai et juin puis, de septembre à décembre (pas d'objectifs de tourisme en été), des résidences d'artistes, des actions culturelles, un festival (le week-end de la Pentecôte), la coordination et l'animation de réseaux, l'accompagnement de projets dans le secteur des arts de la rue.

La question du territoire a été aussi importante : l'action de l'association s'est répandue sur une trentaine de communes rurales. *Derrière le hublot* est ainsi devenu un des pôles de la dynamique culturelle dans le nord de la région Midi-Pyrénées.

Compagnonnages ruraux

Le bilan 2010 donne une bonne idée de la dynamique de l'association : 30 compagnies ont été accueillies pour assurer 43 spectacles et 101 représentations dans 26 communes, rassemblant 17 334 spectateurs. Capdenac-Gare est la commune la plus importante après Figeac (à 8 km, 10 000 habitants). Il s'agit donc d'aller à la rencontre des populations les plus éloignées des capitales culturelles pour favoriser les rencontres directes entre artistes, spectacles et spectateurs. Des "compagnonnages" sont mis en place avec des compagnies (Cie Ouïe/Dire, Humani Théâtre…)

■ **Derrière le hublot,**
72 avenue Albert-Thomas,
12700 Capdenac-Gare,
tél. : 05 65 64 70 07,
www.derriere-le-hublot.fr





Les Grooms, Fanfare théâtrale tout terrain

Atelier d'art plastique pendant le temps scolaire en colaboration avec des artistes

avec des résidences de quelques semaines qui se renouvèlent chaque année. Dans la mesure du possible, chaque résidence essaie de faire le lien avec une question locale.

Les activités de *Derrière le hublot* s'inscrivent dans des circuits plus larges comme l'Itinéraire de cirque en chapiteau en Massif central, ou l'Itinéraire artistique et culturel en Vallée du Lot… Fred Sancère donne cette image : "il s'agit d'irriguer le territoire par une activité sur la durée et non de l'inonder ponctuellement comme le font les festivals". Il n'y a pas de lieu fixe. Les résidences sont dispersées dans le plus grand nombre possible de communes. Les spectacles sont joués dans les lieux les plus divers. Au moment de notre passage, début juillet, un spectacle de paysages sonores devait avoir lieu dans une clairière : chaque spectateur, couché sur un lit de camp, allait regarder les étoiles tout en écoutant une musique qui devait l'endormir progressivement. Malheureusement, la pluie s'est invitée…

Un travail en réseau

La recherche des artistes se fait en réseau, associée à d'autres démarches. *Derrière le hublot* est ainsi en relation avec le *Vent des forêts*(1) ou encore *Théâtr'Eprouvette*(2). Les artistes résident chez l'habitant, souvent des agriculteurs, ce qui permet à chaque fois d'élargir les contacts locaux.

En 2012, la structure fonctionne avec trois salariés dont un en contrat aidé. Quelques personnes sont salariées ponctuellement pour des missions particulières. Le festival nécessite l'aide de 80 bénévoles, dont une quinzaine de familles qui assurent l'hébergement. L'association compte 250 adhérents et dispose d'un réseau de près de 15 000 contacts.

Au départ, ce sont eux qui se déplaçaient vers les autres spectacles pour faire le contact avec les artistes. De plus en plus, maintenant, ils reçoivent des propositions. Il y a également une reconnaissance sur le territoire, ce qui permet de multiplier et de diversifier les lieux de résidence. Le conseil d'administration est aujourd'hui composé surtout d'enseignants et d'éducateurs, les âges sont plus variés, il y a plusieurs retraités. Pour assurer l'indépendance du conseil, aucun élu n'y siège.

Au moment où nous sommes passés, un dessinateur de l'équipe de *Ferraille*(3) était sur place pour réaliser un roman graphique en lien avec l'histoire d'une centrale hydraulique en rénovation. Le contact avec des personnes de la centrale s'est fait lors d'une action culturelle précédente, sur le thème des écluses : la commune dispose d'une écluse souterraine sur le Lot. Un autre artiste travaille sur les bruits que l'on entend lorsque l'on passe dans cette écluse.

Rêve général

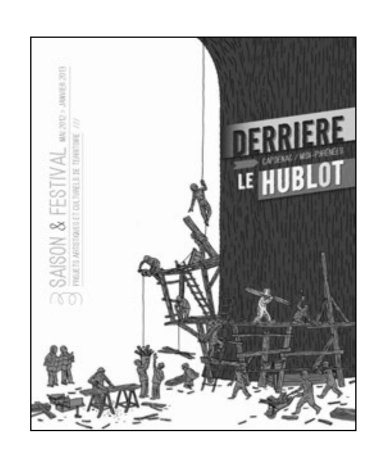
Pour travailler dans un sens plus social, l'association est impliquée dans le projet de restauration d'un grand local communal situé dans un parc. Cette maison de 3 étages de 120 m² chacun, devrait accueillir leurs bureaux et des ateliers pour résidences d'artiste. Ils seraient alors voisins d'un restaurant social tenu par un ESAT(4) et de logements gérés par la ville, où sont accueillies des familles de passage invitées par les habitants.

Autre projet en ces temps de difficultés économiques : faire entrer dans les activités artistiques la question de la crise et de ses conséquences sociales. Faire se rencontrer artistes et comités d'entreprises, centre sociaux, élus… Ils sont déjà en contact avec un "économiste atterré"(5) qui a réalisé une pièce de théâtre.

Reste une énigme pour les enquêteurs que nous sommes : pourquoi ce nom de "Derrière le hublot" ? Eh bien, c'est un clin d'œil à l'activité de navigation qui se tenait autrefois sur le Lot et qui fait qu'encore aujourd'hui, la spécialité locale est l'"estafinade", un plat à base de cabillaud : ce poisson pêché en Norvège était séché et apporté sur ces terres par les navires qui remontaient la rivière.

Et maintenant, que le spectacle continue…

M. B.



(1) Voir le Vent des forêts dans notre numéro sur la Lorraine, n° 397

(2) Voir Théâtr'Eprouvette dans notre numéro sur la Nièvre, no 370.

(3) Ferraille, ancienne revue de BD éditée par les Requins marteaux, www.lesrequinsmarteaux.org

(4) Etablissements et services d'aide par le travail, anciennement Centre d'aide par le travail (CAT)

Le Pot éthique, un café associatif re-créatif

Mazamet, au pied de la montagne noire, cité florissante jusque dans les années 1980, a perdu de son dynamisme sur le plan économique. Différentes initiatives donnent une deuxième vie à des locaux industriels.

Un groupe de jeunes Mazamétains avait fondé une association de solidarité internationale avec Madagascar, *Aina*, qui organisait des voyages solidaires et du commerce équitable. Désirant passer du développement international au développement local, ce petit groupe a créé un lieu d'échanges tourné vers l'économie solidaire, la culture et l'environnement. Le *Pot éthique* ouvre ses portes en juin 2007 dans une ancienne bonneterie qui accueillait depuis quelques années déjà l'école de cirque Zmam (mazamétains). D'autres structures viennent ensuite s'installer dans ce même bâtiment. Pour louer et gérer ce local multi-actif, l'association le Globe est créée. La rénovation du bâtiment est effectuée avec des matériaux écologiques.

Un verre de citoyenneté, une pincée d'échanges, une tartine de documentation

Pour participer au Pot éthique et bénéficier de ses services, il faut être adhérent, c'est le principe de tout café associatif. A côté des boissons, on trouve une boutique : tout ce qui est goûté et servi sur place peut aussi être acheté. Une préférence est donnée aux produits locaux – et bios si possible – ainsi qu'aux produits du commerce équitable. En sus des produits alimentaires, on trouve des vêtements en coton bio, de la papeterie (crayons…), des bijoux. Cette activité, un peu en perte de vitesse (à cause de la crise ?), est lourde à gérer sur le plan du financement.

Une bibliothèque propose des livres à consulter sur place ou à emprunter. Des revues sont également mises en vente. Chaque mois, une exposition est consacrée soit à un artiste local, soit à un thème social, aux côtés d'expositions permanentes.

Des spectacles – cirque, mime, films, débats… – et concerts sont proposés régulièrement ; l'entrée est libre.

Education populaire et impact sur la vie locale

Il n'est jamais facile d'évaluer le rayonnement d'un lieu, mais au-delà des habitués, la structure arrive à attirer pas mal de monde. Les concerts et les expositions attirent un public large et permettent de faire découvrir les expositions permanentes sur l'économie sociale et solidaire, l'environnement.



D. R.

➤ *Le Pot éthique*



D. R.

➤ *Zmam, école de cirque*

Le Pot éthique agit avec d'autres collectifs comme l'accueil de l'*AlterTour cycliste* "pour une planète non dopée" en juillet 2012.

La pérennisation de la structure exige une imagination incessante !

Le bénévolat est la première ressource de l'association ; les adhérents participent à la gestion quotidienne du bar et aux multiples animations du lieu.

Un conseil d'administration se réunit une fois par mois et prend les décisions le plus souvent sur un mode consensuel.

L'association a pu trouver des aides pour créer deux emplois, financés par la région et l'Etat, mais il n'est pas certain de pouvoir les maintenir tous les deux. Le Pot éthique accueille une personne en service civique 6 mois par an.

Le Pot éthique est un relais de l'économie sociale solidaire en Midi-Pyrénées. Il accueille les porteurs de projets de l'ESS, les oriente, les renseigne, les met en réseau, les accompagne dans leur démarche... D'autres projets sont en cours d'élaboration afin de dégager une plus grande part d'autofinancement et d'autonomie de la structure.

Jean-Pierre Masson ■

■ **Le Pot éthique,**
34, rue Saint-Jacques,
81200 Mazamet,
tél : 05 63 01 21 25.
http://le-pot-ethique.over-blog.com

■ **Zmam,**
36, rue Saint-Jacques,
81200 Mazamet,
tél : 05 63 61 48 57,
zmam.free.fr.

Les Alternatives en pays tarnais



▲ *Biocybèle 2010*

Il n'y a pas un Tarn mais au moins deux : le sud et le nord. Au fur et à mesure de sa découverte se révèle une multitude de réseaux, plus ou moins interconnectés. Ce ne sont pas d'ailleurs dans les deux principales métropoles, Albi et Castres, que l'on trouve le plus d'alternatives. Globalement, les alternatifs préfèrent les campagnes ou les petites bourgades.

La seule structure présente dans tout le département, c'est *Nature & Progrès*, installée à Brens, tout près de Gaillac. Depuis plus de 30 ans, l'association organise *Biocybèle*, une très importante foire bio, et des alternatives. Son rayonnement dépasse largement le Tarn. Elle est considérée comme la plus grande foire bio du Sud-Ouest. Près de 200 bénévoles accueillent 20 000 visiteurs pour faire exister cette foire, devenue pour beaucoup un rendez-vous annuel incontournable. Aujourd'hui, *Biocybèle* est en crise de croissance, avec un fort besoin de renouvellement. Pour 2013 il a été décidé de transporter cette manifestation à la campagne afin de lui donner un visage plus rural, moins citadin. L'installation d'une ferme expérimentale est envisagée sur le nouveau site de la foire, tout près de Graulhet.

Tambouille bio et rencontres

Autre action visible de l'association *Nature & Progrès* : les *Noctambio*, marchés nocturnes (de 16 h à 19 h 30) et exclusivement bio, que l'on trouve à Albi, Castres et Gaillac. Ce dernier a la particularité d'avoir été initié en partie par des producteurs non affiliés à *Nature & Progrès*, avec une "tambouille" offerte aux producteurs et aux visiteurs du marché, moyennant une participation libre, facultative. Ce repas confectionné sur place, en bonne partie avec les produits du marché, c'est un peu l'âme du *Noctambio*, un fort moment de convivialité et de partage. A chaque nouvelle saison, le marché s'étoffe de nombreux autres producteurs de la région mais aussi d'artisans locaux, avec une animation musicale.

Des médias indépendants

L'information sur les alternatives et diverses manifestations est diffusée grâce à une lettre hebdomadaire gratuite, *Tarn Info Citoyen*. Il suffit de s'inscrire pour la recevoir par mail. Elle se définit comme un agenda alternatif et participatif. Désormais, elle est reliée à un site dénommé *Démosphère*, où l'on trouve tous les détails nécessaires à chaque information. *Tarn info Citoyen* comptabilise 900 abonnés répartis dans tout le Tarn. Cette lettre est préparée par quatre bénévoles qui se relayent pour en assurer la continuité. Elle est utilisér par de nombreuses associations, qui trouvent là un moyen efficace de diffuser leurs informations.

La radio non commerciale la plus écoutée est *Radio Albiges*. Depuis 1981 s'y expriment les associations du département dans la plus grande liberté (fréquences : 95, 04 et 104, 2 MHz).

La presse est principalement représentée par la revue trimestrielle L'*Altermondialiste* (qui anime une émission sur *Radio Albiges*, reprenant les différents thèmes développés dans la revue). Elle fut créée en 2008, à l'origine pour soutenir un mouvement altermondialiste en Midi-Pyrénées en création. Finalement, celui-ci ne vit jamais le jour mais la revue fut lancé malgré tout et elle s'implantat progressivement dans le Tarn où elle est rédigée. Claude L. la maintint à bout de bras pendant trois ans, avec l'aide de Geneviève D., jusqu'à ce que l'équipe des Editions libertaires et quelques autres militants locaux viennent étoffer sérieusement la rédaction et l'animation de cette revue de qualité.

Son orientation éditoriale est un carrefour original entre écologie libertaire et écologie radicale. On y trouve des informations locales et générales (Tarn et Midi-Pyrénées) mais également des écrits

■ **L'Altermondialiste, Association Utopia Citée,**
81170 Souel,
tél. : 05 63 56 27 46,
http://laltermondialiste.revolublog.com

■ **Radio Albiges,**
36, square Bonaparte, Cantepau, 81000 Albi,
tél. : 05 63 60 60 02,
radio occitane existant depuis 1981. Outre les questions linguistiques, elle sert de relais médiatique aux associations citoyennes.

■ **Nature & Progrès,**
Cazalens, 81600 Brens

sur les philosophies politiques. Chaque numéro comprend un article aborde sur un évènement local ou mondial, mais aussi un dossier sur une thématique spécifique (circuits courts, institutions et démocratie, autogestion, jardins partagés, etc.). Le dernier numéro (décembre 2012) a pour thème le temps (agricole, géo-politique, le temps à travers les âges de la vie, celui des "fous" ou des "vieux", etc.). On trouve cette militante sans pub, (2 € pour 24 pages) dans les maisons de la presse du Midi-Pyrénées ainsi que dans quelques boutiques bio et des librairies.

De multiples graines et réseaux

Il existe aussi de nombreuses alternatives qui font l'objet d'articles plus spécifiques : *L'Orée du bio,* basée dans le nord du Tarn, le *Club du livre libertaire,* dans le même secteur (31 éditeurs), le *Pot éthique* à Mazamet, l'association *Pétanielle* (réseau de semeurs volontaires). On trouve également des repaires d'auditeurs de *Là-bas si j'y suis* à Castres, Marsac, Beauvais-sur-Tescou, Alban et Milhars.

En octobre 2009, le *SEL de Cordes* (système d'échange local) initie une première brocante gratuite dans le Tarn. Tout d'abord expérimentée dans le seul réseau des SEL, elle prend pignon sur rue à partir de 2010 en s'invitant au marché hebdomadaire de Cordes-sur-Ciel. Le principe est simple : les objets apportés sont donnés, chacun prend ce qu'il veut gratuitement, même s'il ne dépose rien... A la fin du marché, tout ce qui n'a pas trouvé preneur est donné à une association. Depuis, le *SEL de Gaillac* a repris la même idée, ainsi que *l'Orée du Bio* a l'occasion de sa fête annuelle.



▲ Radio Albiges

Claudel et Franck ■

Groupement d'achat en Tarn Nord

L'Orée du bio
Une association locale d'écologie pratique.

L'*Orée du bio* est une association née fin 2005 sous l'impulsion d'hommes et de femmes désireux de mettre en pratique des solutions concrètes dans leur vie quotidienne.

Comment mieux se nourrir et être plus clairvoyants dans notre consommation ? Comment soutenir la production locale ? Comment se réapproprier des pratiques qui favorisent l'autonomie et les échanges ? Comment créer des liens entre les habitants d'un milieu rural ?

Face à ces questions, *l'Orée du Bio,* qui rassemble désormais 90 familles, expérimente des solutions concrètes et locales. Elle a mis en place un groupement d'achat de produits biologiques (céréales, oléagineuses, légumineuses, épices et condiments, vins, produits d'entretien et d'hygiène, papeterie…) tout en favorisant la production locale. A ce jour, trois commandes groupées par an sont entièrement gérées par des bénévoles. Un important travail d'organisation et la création d'outils de gestion a rendu possible ce fonctionnement participatif. L'association a aussi favorisé l'émergence d'autres groupements d'achats et n'hésite pas à transmettre ses expériences.

L'"atelier de transformation" permet de mettre du matériel à la disposition des adhérents, en questionnant au passage sur notre façon de consommer et de s'approvisionner. Pour favoriser les connaissances générales et la pratique, des livres et des revues alimentent le "point documentation". Depuis sa création, *l'Orée du Bio* a organisé des ateliers pratiques collectifs, des débats-rencontres autour de l'éco-construction et de l'éducation, des projections de documentaires suivies de débats, ainsi que des conférences lors de la *Semaine sans pesticide*.

Par ses actions, *l'Orée du Bio* tente modestement de proposer des pistes de solutions locales afin d'inventer ou de réinventer des pratiques pour subvenir à nos besoins.

C'est un lieu d'expérimentation sociale où l'on ne se contente pas de critiquer l'état des choses, mais où l'on tente aussi de vivre des idées visant l'autonomie de notre vie quotidienne en l'associant a d'autres.

■ *L'Orée du bio,* Petite Terre, 81340 Le Dourn, tél. : 05 63 53 41 47, loreedubio@hotmail.fr



Pétanielle

Des jardiniers viennent en renfort des paysans pour préserver la biodiversité cultivée...

▲ Jean-Yves nous explique in situ comment différencier l'orge du blé.

L'INDUSTRIALISATION DE L'AGRICULTURE ET LA SPÉCIALISATION DE LA SÉLECTION VARIÉTALE ont conduit de manière accélérée, après la Deuxième Guerre mondiale, à une érosion de la biodiversité cultivée dans les champs[1].

Je sème et j'essaime !

Le Réseau informel des semeurs et semeuses de la biodiversité des jardins et des champs a été créé en automne 2009, à l'initiative d'un groupe de paysan-ne-s tarnais qui ont décidé de se réapproprier leurs semences et de sélectionner des variétés adaptées à leurs besoins. En particulier, des paysan-ne-s boulangers ou meuniers ont cherché des variétés de blé de pays adaptées à leurs pratiques (agriculture biologique, meunerie de pierre, boulange au levain...).

Ce réseau s'est mis en place pour soutenir notamment les premières étapes de sauvegarde et de pré-multiplication des variétés retrouvées. A la création du réseau, 60 jardiniers (2 fois plus qu'espéré !) originaires du Tarn et de Haute-Garonne (région toulousaine) sèment 15 variétés pour en assurer la préservation. Trois ans après, en automne 2012, 140 jardiniers s'occupent de 60 variétés !

Le réseau aide à constituer le "capital" de départ pour des variétés destinées à être utilisées ; les phases de multiplication sont ensuite du ressort des paysans. Il peut également répondre à des demandes de multiplication végétative (rhizomes de houblon, par ex.). Une charte a été élaborée pour en préciser le fonctionnement.

Ce réseau bénéficie de l'aide de chercheurs, d'artisans... et d'associations de jardins familiaux, de jardins partagés... Il repose fondamentalement sur des échanges informels (hors marché).

Des échanges réguliers entre paysan-e-s et jardinier-e-s ont lieu à l'occasion de rencontres conviviales consacrées à la distribution des semences, leur restitution (ex. : battage des blés), la visite des champs ou des jardins...

Une plaquette de présentation est diffusée auprès des organisations amies et à l'occasion de diverses manifestations (Biocybèle, fête des jardins, fermes ouvertes, débats...).

Le réseau élargit ses activités !

Après le blé, à partir de 2011, des orges paysannes ont semées, à la demande d'éleveurs tarnais qui souhaitent les utiliser dans l'alimentation animale. A la demande d'une association d'éleveurs et de vétérinaires de l'Aveyron, un semis de sainfoin a été effectué. Puis, en réponse à un artisan brasseur tarnais[2] des pieds de houblons ont été plantés.

Avec une chercheuse de l'INRA[3], Isabelle Goldringer, qui a l'habitude de travailler avec le réseau Semences paysannes, une expérimentation comparative sera menée pendant trois ans sur deux variétés : l'une, *Castelnau de Montmirail,* sortie de l'INRA il y a quelques années et l'autre, le *blé fin de Tauriac*, provenant d'un paysan qui l'avait conservée.

L'objectif est de mesurer le niveau de biodiversité obtenu par la pratique de distribution de petites quantités dans de multiples sites.

Des "graines de liberté"

Le réseau informel a laissé place à l'association *Pétanielle*[4] en février 2011. Cela a permis d'adhérer au réseau Semences paysannes, d'acquérir des moyens matériels, d'être des interlocuteurs vis-à-vis des collectivités.

On ne s'étonnera pas de trouver parmi les autres principaux partenaires Semons la biodiversité, la Confédération paysanne, Nature & Progrès, l'ADEAR[5], les collectifs anti-OGM…

Jean-Pierre Masson ■

Pour en savoir plus

■ Le site du réseau des semeurs et semeuses de la biodiversité des jardins et des champs, avec toutes les infos du réseau et de Petanielle, et le suivi des semis au travers des fiches d'observation : http://semeursmip.org

■ **Petanielle : chez Christian Michel,** 66, avenue Jean-Jacques Rousseau, 81300 Graulhet

(1) La Food and Agriculture Organization (FAO), ou fonds des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation, estime que "depuis le début du siècle, quelque 75 % de la diversité génétique des plantes cultivées ont été perdus" !

(2) Stéphane Dumeynieux, brasserie des Vignes, Graulhet

(3) Institut national de la recherche agronomique

(4) *Pétanielle* est le nom d'un blé poulard, réputé pour la fabrication de pâtes, que la ferme coopérative de Longo Maï a fourni au réseau.

(5) Association pour le développement de l'emploi agricole et rural


Marie Clem's

Roquebrune, un lotissement collectif sur la falaise

En 1970, un petit groupe d'amis décide de construire ensemble, par choix économique et social, un lotissement avec des parties collectives. Aujourd'hui, c'est une copropriété horizontale de dix-neuf habitations individuelles, où collectif n'est plus toujours au rendez-vous.

Pierre et Simone Gabriac, membres de la copropriété, nous accueillent et nous présentent ce projet innovant à l'époque, et qui après quarante ans, fonctionne toujours malgré le vieillissement des habitants d'origine, quelques conflits et les nombreux changements de propriétaires.

Un lotissement collectif à petit prix

Au départ, il y a un groupe de jeunes salariés surtout dans le para-agricole, qui a l'habitude de faire des sorties, de la randonnée et du ski ensemble et qui s'est élargie à leurs relations. Tous ont des salaires modestes et souhaitent pouvoir devenir propriétaires de leur logement, les loyers étant jugés trop chers. Après avoir été rebutés par des projets en immeubles et par le prix du terrain à bâtir, ils envisagent de construire collectivement pour obtenir un prix de construction plus accessible. Ils cherchent autour de Rodez. Plusieurs travaillent au Crédit agricole, lequel vient de décentraliser certains de ses bureaux sur la commune de Montrozier. C'est sur cette commune de 1000 habitants à l'époque (1500 habitants aujourd'hui), qu'un accord est trouvé avec la municipalité pour se porter acquéreur d'un terrain de 5,76 ha qui pourrait recevoir un lotissement. Il comporte un terre-plein constructible au-dessus d'une falaise et de la garrigue, classés en espace naturel sensible. Le terrain est acheté à deux propriétaires privés (2,84 f/m^2, ce qui est bon marché à l'époque), le 28 juillet 1971, par une société foncière créée par les 12 premiers volontaires.

Leur intention est de faire, sur la partie constructible, des maisons individuelles, assez resserrées, certaines mitoyennes, de volumes différents selon les envies et besoins de chacun, mais avec un nombre de modèles limités (il y aura finalement sept variantes) avec déjà l'idée de faire des maisons économes dans leur fonctionnement (matériaux durables et isolation) et de limiter les infrastructures d'accès. Dans un premier temps, il est envisagé de faire une douzaine de maisons, mais les candidatures affluent et le terrain le permettant, finalement le nombre de familles est porté à dix-neuf[1].

C'est à ce moment là aussi que la réflexion du groupe accompagné par les architectes et un notaire a conduit au montage d'une copropriété horizontale pour la gestion des constructions des maisons qui seront ensuite livrées aux copropriétaires quasiment terminées, hormis la décoration intérieure. Chacun a financé les travaux de sa maison, en faisant un emprunt auprès de sa banque.

Dix-neuf maisons tournées vers le sud

Ils cherchent des architectes qui acceptent de travailler avec un collectif d'habitants, pour les accompagner et non pour imposer leurs vues. Ils rencontrent alors trois jeunes architectes bordelais : Jacques Hondelatte, comme concepteur, Laurent Fagart, comme métreur et Jean-Claude Duprat, comme chef de chantier. Pierre Gabriac, qui travaillait dans le Lot-et-Garonne à l'époque, n'a que participé aux réunions préparatoires, une vingtaine entre juillet 1971 et juillet 1974.

■ Lotissement Roquebrunes, 12630 Gages (tél. : 05 65 78 72 96, présidente de la copropriété).

(1) Au départ, il y avait sept personnes qui travaillaient au Crédit agricole, quatre à la Chambre d'agriculture, un mécanicien, un menuisier, un directeur d'office HLM, un enseignant, le directeur du Foyer des jeunes travailleurs de Rodez, un responsable de coopérative agricole et l'ancienne propriétaire d'un des terrains.





Les maisons disparaissent aujourd'hui dans la végétation

Des maisons basse consommation

Le débat sur la construction du lotissement se passe au moment du premier choc pétrolier. La prise de conscience que l'énergie peut manquer conduit à chercher à faire des maisons très économes.

Le résultat thermique est tout à fait remarquable : les diagnostics d'aujourd'hui classent ces maisons au niveau B, ce qui correspond à des maisons "basse consommation". Pour obtenir cela, les architectes ont conçu les murs à partir des mêmes matériaux que les toits : de l'ardoise sur un aggloméré marine (résistance à l'humidité), puis un vide de 4 cm, puis un aggloméré ciment de 20 cm, puis 10 cm de laine de verre, puis un habillage intérieur en bois sur l'ensemble de la coque.

Dès le début, les fenêtres sont équipées en double vitrage. Depuis, elles ont été changées par des vitrages encore plus performants.

Au départ, le projet prévoyait des toitures en "corten", un acier qui se rouille et se stabilise en un an, ce qui aurait donné une teinte très proche de celle de la terre et des roches brunes (origine du nom de la copropriété), mais ce matériau a vu son prix tripler au moment du choc pétrolier et les constructeurs se sont rabattus sur l'ardoise de pays, quatre fois moins chère, en l'utilisant pour la toiture, mais aussi en façade, en lieu et place des crépis.

Le chauffage électrique a été choisi car il était très bon marché (avant le programme nucléaire). Un choix qu'ils ne feraient sans doute pas aujourd'hui. Depuis, certains ont installé une cheminée, mais plus pour le plaisir que pour le chauffage.

Les architectes se voient confier la mission de concevoir des maisons intégrées au paysage et où il fait bon vivre (l'intérieur l'emporte sur l'extérieur). Les projets initiaux de salle commune et de piscine disparaissent au fil des discussions, considérant que ces équipements peuvent exister par ailleurs.

Le résultat est une file de maisons en bord de falaise, assez basses, couvertes d'ardoises pour être discrètes au milieu des rochers, toutes magnifiquement ouvertes sur le paysage, plein sud. Le permis de construire est accordé en 1973. Le règlement de copropriété est déposé au même moment. En 1974, l'entreprise chargée du chantier dépose le bilan et l'ensemble prend un an de retard. A partir de juin 1975, les premières familles s'installent. Chacune dispose de 750 m^2 d'espace privatif, avec comme engagement de ne pas mettre de clôture. Les travaux de finition sont réalisés par les familles : arrivée souterraine du câble de télévision, nettoyage et nivellement des espaces après travaux, plantations des arbres, aménagement de certains parkings.

Il reste 4,5 hectares collectifs dont une bonne partie est laissée en l'état, entre prairie et garrigues, comme espace collectif. Une partie sert à la voirie, à des espaces de jeux pour les enfants, des espaces pour faire sécher le linge, des parkings… Il y a plusieurs espaces plus ou moins aménagés permettant pique-nique, pétanque, rencontres. La voirie, l'électricité, le téléphone, les eaux pluviales, les eaux usées, l'éclairage de la voirie, les massifs de fleurs et les haies sont collectifs. L'antenne de télévision collective a disparu avec le temps pour des raisons techniques.

Les lots des maisons ont été tirés au hasard… après le choix des trois fondateurs qui se sont le plus investis tout au long du montage du projet.

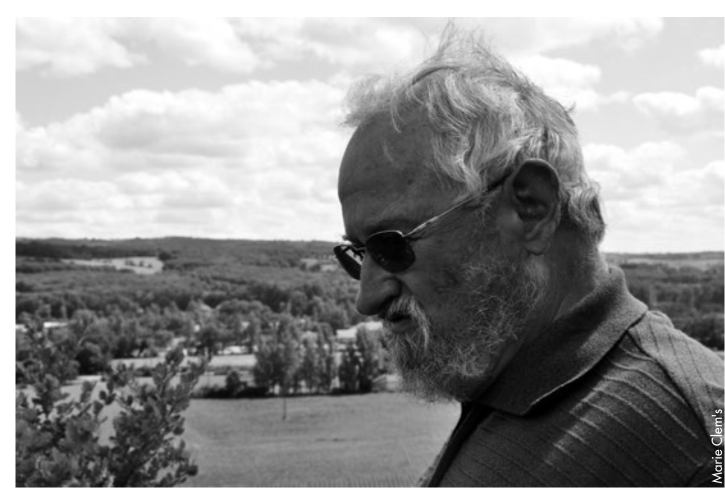
Au début, le lotissement soulève de vivres protestations localement car la forme des maisons n'est pas du tout conventionnelle mais, avec le temps, ce que les architectes avaient prévu se concrétise : les arbres et les genévriers masquent le tout et, vu depuis la vallée, plus rien n'indique la présence de maisons sur la crête de la falaise.

Au début, la maison des Gabriac faisait 95 m^2. On y trouve en sous-sol, un garage et une cave. Au rez-de-chaussée, une immense pièce à vivre centrale ouverte sur une terrasse au sud et une cuisine ; au-dessus de celle-ci, un bureau ou une chambre et, en mezzanine, deux chambres et la salle-de-bains. Depuis, un vide sanitaire a été aménagé en bureau et la maison agrandie par une véranda-jardin d'hiver de 20 m^2, au sud. Cet ajout a nécessité une décision à l'unanimité des copropriétaires, puisqu'il y avait privatisation d'une surface de l'espace collectif. Il en est de même lorsque des transformations visuelles sont portées aux maisons.

Un collectif et des difficultés

Aujourd'hui, plus de la moitié des maisons ont changé de propriétaire essentiellement pour





Simone et Pierre Gabriac

des raisons professionnelles ou familiales[2]. Les nouveaux arrivants ont été cooptés. Ils doivent simplement s'engager à respecter le règlement de copropriété.

Le vieillissement des propriétaires d'origine (tous à la retraite aujourd'hui) et l'arrivée des nouveaux qui n'ont pas vécu la montée de ce projet, se traduit aujourd'hui pour la copropriété surtout par une simple gestion de son fonctionnement. Certains peuvent considérer que le nombre important de retraités est un frein à de nouveaux investissements collectifs, surtout dans la mesure où les enfants ne reviendront pas habiter là. Mais ce phénomène n'est pas propre à ce lotissement.

Au départ, du fait de la présence sur place de nombreux salariés du Crédit agricole et de l'installation de la banque dans la commune au même moment (sur 60 ha !), le lotissement a été surnommé "la cité du Crédit agricole". C'était le premier lotissement dans le village et son positionnement géographique a contribué à les situer au départ à l'écart du village.

Le lotissement ne s'est pas constitué autour d'une projet politique et sociétal. Ce qui explique que des engagements divers ont eu lieu : en 1995, deux habitants de Roquebrune se sont retrouvés sur deux listes opposées aux élections municipales.

Il y a eu des allers-retours dans les décisions. Par exemple, selon les périodes, l'entretien des espaces verts a parfois été géré directement par les familles, et parfois confié à une entreprise.

Le sentiment de Pierre Gabriac est que ce projet démarré depuis plus de 40 ans, a été très innovant, et il fait toujours bon vivre dans la copropriété de Roquebrune. "Avec le recul de notre vécu, nous ferions aujourd'hui sans doute plus et mieux en particulier en terme énergétique, même si nous avions beaucoup d'avance dans les années 70". "A part que nous soyons devenus plus individualistes, et que comme la plupart nous souhaitions être barricadés dans des clôtures étanches qui nous protègent du voisinage. Même si nos espaces privatifs restent ouverts à tout vent (ce qui choque parfois les visiteurs, et des acheteurs qui hésitent), dans ce lotissement les habitants le vivent comme un atout et non comme un handicap. Il ne viendrait plus à l'idée de personne de s'enfermer dans son espace privatif".

"Ce projet ne doit ni être idéalisé ni diabolisé, c'est la réalisation de 19 jeunes ménages qui dans les années 70 ont collectivement construit (le bâti et le fonctionnement) leur cadre de vie".

Ce lotissement est souvent visité par les architectes et les étudiants dans ce domaine… car entretemps, l'architecte originel est devenu célèbre !

M. B. ■



(2) Fin 2012, douze maisons ont changé de propriétaire dont une est passée aux enfants, une est louée. Seules sept maisons ont gardé leurs occupants d'origine, tous retraités maintenant. Une maison a déjà été vendue quatre fois. Il y a trois familles avec de jeunes enfants, une famille avec des enfants plus grands. Dans les autres maisons, les enfants sont déjà autonomes ailleurs.

Larzac-Kanaky

Un chemin devenu coutumier

Les événements sanglants de Kanaky se sont déroulés après la lutte du Larzac. Les Larzaciens, conscients de l'importance des soutiens venus de toute la planète pour leur lutte, ont tenu à pratiquer le "retour de solidarité", notamment envers les peuples spoliés de leur terre (Polynésiens confrontés aux essais nucléaires, Kurdes, Palestiniens, Sahraouis, Amérindiens, Kanak, etc.).
Avant et après le massacre de la grotte d'Ouvéa puis la signature des accords de Matignon en 1988, les leaders du FLNKS sont souvent venus sur le Larzac, et plusieurs Larzaciens ont fait le voyage en Kanaky, échangeant notamment sur le choix judicieux de la non-violence dans un conflit opposant le pot de terre kanak contre le pot de fer de l'Etat colonialiste.
L'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné en 1989 par Djubelli Wéa, indépendantiste d'Ouvéa mécontent du compromis de Matignon, a bouleversé les Larzaciens, mais les rencontres n'ont pas cessé sur la parcelle offerte aux Kanak, autour de la cazelle (cabane de pierre) surmontée d'une flèche faîtière kanak.
L'un des moments les plus émouvants de ces échanges fut, en 2005, la venue de Marie-Claude, Hnadrune et Manaki, veuves de J.-M. Tjibaou, Yéyé et Djubelli Wéa, ainsi que de Daniel, garde du corps des leaders indépendantistes et ayant lui-même tué Djubelli Wéa lors de la fusillade. Ils étaient venus expliquer aux Larzaciens le lent processus de réconciliation.
En juillet 2012, une délégation du Sénat coutumier de Kanaky a tenu à rencontrer les habitants du plateau, pour débattre notamment du projet de cession officielle au peuple Kanak de la parcelle où est située la cazelle, qui fait désormais partie des aires coutumières kanak.
En effet, si depuis vingt-cinq ans les Larzaciens ont offert aux Kanak une parcelle de leur terre, ce don est jusqu'à présent symbolique. Officiellement, ce petit bout de causse entouré de rochers et de pins sylvestres est toujours géré par la Société civile des terres du Larzac (SCTL), c'est-à-dire qu'il appartient, *in fine*, à l'Etat français ! Celui-là même qui a colonisé la Kanaky il y a plus d'un siècle, en organisant une véritable colonie de peuplement visant à rendre les Kanak minoritaires chez eux.
La discussion se poursuit sur l'avenir de la parcelle. Le sénat coutumier, instance reconnue par les accords de Matignon, ne pouvant légalement acquérir du foncier, il reste à trouver la structure *ad hoc* pour une cession officielle, garantissant que cette aire coutumière kanake des antipodes restera aux mains des Kanaks. Ceux-ci souhaitent aussi évoquer l'utilisation du lieu et l'implication de la communauté Kanak de France sur cette terre, ainsi que les relations culturelles entre le Larzac et la Kanaky.



Rencontre Larzac-Kanaky de l'été 2012

Sobriété énergétique

Canopée



Initiation au bardage bois. Atelier de fendage des bardeaux.

Pour sortir de la société de consommation qui menace la survie de la planète, l'association Canopée fait la promotion de la sobriété énergétique et des énergies renouvelables de proximité. Il s'agit de développer des modes de vies économes en ressources, peu émetteurs de gaz à effet de serre, peu producteurs de déchets, favorisant l'autonomie au niveau local. Le but est de montrer qu'une démarche de sobriété n'est pas une régression, mais au contraire la clé du bonheur.
Ainsi l'association fait la promotion du scénario *Négawatts*, promeut l'habitat bioclimatique et passif, les économies d'énergies, les alternatives à la voiture (transports en commun, covoiturage, vélo…) avec, comme moyens d'action, les échanges de savoirs et savoir-faire, des interventions auprès du grand public, des élus, des scolaires, des professionnels, la mise en avant d'expérimentations innovantes…
Concrètement, Canopée organise des chantiers participatifs, des formations et ne dédaigne pas descendre dans la rue avec les opposants aux gaz de schiste.
■ Association Canopée, Vabre, 12850 Onet-le-Château, www.canopee12.fr

Le Cun du Larzac

Le Cun du Larzac, construit pendant la lutte contre l'occupation militaire des années 1970 a connu des hauts et des bas. Il rouvre en mai 2013, autour d'un projet d'éco-camping au cœur d'un superbe site de pleine nature et écologiquement responsable avec un espace intime et ombragé, l'eau (de pluie) des sanitaires chauffée par des panneaux solaires, une circulation automobile limitée, la biodiversité et le milieu naturel entretenus sans utilisation de pesticides…
Sur place : petits déjeuners, paniers du randonneur (bio et/ou locaux), location de tentes et de matelas, four à pain, barbecues, espaces de jeux...
■ Association Champs du monde, Le Cun du Larzac, route de Saint-Martin, 12100 Millau, tél : 05 65 61 38 57, http://cun-du-larzac.org.

Et aussi :

■ **Oasis de Lentiourel,** 12400 Saint-Affrique, tél : 05 65 49 21 14, lentiourel@orange.fr, oasisdelentiourel.over-blog.com. *Projet de ferme en permaculture sur 35 ha, activités artistiques, accueil et formation, démarré pendant l'été 2011. Manoir du 11e siècle, 600 m² aménageables + 1000 m² de dépendances.*

■ **Radio Saint-Affrique,** Manuel Garcia, tél : 05 65 49 29 94

■ **La Taverne,** 3, place du Claux, 12230 Nant, tél : 05 65 62 13 77. *Sur la place centrale, Céline et Mélodie ont ouvert en 2011 un restaurant à base de produits locaux et bio.*

■ **Les Ateliers du Tayrac,** les Gamberges de la Dourbie, 12 Saint-Jean-de-Bruel, tél : 05 65 62 14 50. *Petite maison d'édition de BD, science-fiction, poésie... animée par Yves Frémion, écrivain et ancien élu écologiste.*

■ **Alterna'bio,** BP 283, 12402 Saint-Affrique, www.alternabio.org. *Foire annuelle se déroulant début avril*

■ **Le Philistin,** Gages-le-Pont, route de Rodez, 12630 Montrozier, tél : 05 65 73 11 23. *Association de solidarité avec la Palestine.*

■ **Le Lieu-Dit,** 5, rue de l'Industrie, 12400 Saint-Affrique, tél : 05 65 99 38 42. *Café-resto-librairie associatif, expos, débats, concerts, projections...*

■ **Conflits sans violence.** MAN-Aveyron, chez Marguerite Puech, 38, rue Henri-Fabre, 12000 Rodez, tél : 05 65 68 32 84, www.conflitssansviolence.fr. *Groupe local du Mouvement pour une alternative non-violente. Agit et forme à la résolution non-violente des conflits et sur les différents aspects de la non-violence éducative, politique, internationale,...*



Le Vigan : éco-hameau d'Andral

Un habitat groupé écologique dans le Lot

Au Vigan, l'éco-hameau d'Andral n'en est plus à un simple coup d'essai : notre projet d'habitat groupé intergénérationnel en autopromotion verra sortir de terre, dans quelques mois, 25 maisons individuelles, une maison commune, des potagers et vergers collectifs. Fondé sur les valeurs de solidarité, de mutualisation, de laïcité et de citoyenneté active, le hameau d'Andral est pensé de manière à réduire son impact environnemental et favoriser le lien social.

Après quatre années, soit environ 28 semaines de réunion et une quinzaine d'assemblées générales, les six personnes qui ont acquis le terrain en 2008 ont vu le groupe s'agrandir à une trentaine d'adultes et dix enfants. Aujourd'hui les travaux de viabilisation sont terminés. Chaque été, le groupe investit le terrain en installant un campement pour y accueillir les réunions et futurs candidats, mais aussi d'autres groupes désireux de monter des éco-hameaux et venus chercher des informations.

Toute l'année, pique-niques, veille des travaux, jardinage au potager, recensement des végétaux à préserver, accueil de classes d'étudiants, atelier d'enduits terre, formation à la permaculture… Andral est déjà un lieu bien vivant !

L'objectif de ce projet étant de vivre ensemble, partager, grandir au contact les uns des autres, dans le contexte d'une structure vivante et autonome (le collectif), la mise en application de certains outils de la sociocratie et la prise de décision par consentement étaient indispensables. Nous réorganisons donc notre fonctionnement collectif en groupes de travail, désignation de garants, et c'est une gageure aussi. Les questions "que voulons-nous partager dans l'éco-hameau ? Qu'est-ce qui nous lie ?" apparaissent ici comme fondamentales dans l'expérience de notre collectif. Laurent Cougnoux.

■ Ecohameau d'Andral, tél : 06 14 14 96 08, ecohameaudandral@live.fr, http://ecohameaudandral.over-blog.org



Transition rime avec transmission

L'association Coqueli'Causse, née en 2008, a pour objectif de créer des espaces dans lesquels sont mis en valeur des savoirs, des savoir-faire et des démarches respectueuses de l'humain et de son environnement. Organisatrice du festival *EcoLot toi-même,* qui a lieu chaque année à Limogne-en-Quercy (la 7e édition aura lieu en 2013), elle effectue aussi un travail autour de la notion de transmission des savoirs et des savoir-faire entre générations, entre voisins, entre passionnés bref, entre individus liés par le désir d'aller vers "un autre-chose". Coqueli'Causse organise également de nombreuses soirées et discussions dont le thème transversal est la réappropriation de notre vie et de son espace.

Elle participe à différentes actions sur le territoire, aussi diverses et variées que les soirées de sensibilisation aux gaz de schistes avec *Le Lot en action*, à la réflexion sur la transition énergétique, à l'animation d'un café associatif (le *Caf'Causse*), à la réflexion sur la bio dans les cantines, etc. Son souhait, pour les temps à venir, réside dans le développement fort d'une économie sociale, solidaire et écologique, et cela passe par une plus grande mutualisation des moyens des acteurs du territoire. Coqueli'Causse y travaille sans relâche, avec une motivation sans faille, alimentée par le plaisir de se rencontrer, d'échanger et de construire ensemble.
Dominique Legrésy.

■ Coqueli'Causse, les Garrigues, 46100 Corn, tél : 05 65 11 40 78 coquelicausse@gmail.com
■ Le Caf'Causse, mairie, 46320 Assier, tél : 05 65 40 57 43

Média

Le Lot est en Action !

Mais que se passe t-il dans le Lot ? Partout les projets citoyens fourmillent, bouillonnent et donnent clairement l'impression que la transition est en marche. *Le Lot en action,* journal bimensuel (un vendredi sur deux) indépendant et associatif, constitue un outil de communication précieux pour toutes ces alternatives.

Les promoteurs de l'exploitation du gaz de schiste sur notre territoire étaient probablement loin de s'imaginer que leur appétit, aussi vorace qu'irresponsable, serait le catalyseur de toutes les initiatives citoyennes qui tendent vers une mutation profonde de notre société, une transition indispensable à notre survie. Durant les innombrables réunions publiques d'information sur le gaz de schiste (plus de 150 en quelques mois dans le département du Lot), les citoyens ont mis en avant l'impérieuse nécessité de changer notre rapport à l'énergie, nos modes de consommation, de production, nos processus de décision et enfin de réinvestir le champ de la gestion publique, du bien-vivre ensemble. Des projets de création de monnaies locales, voire sociales, de coopératives de gestion de l'énergie, de l'eau, des groupements d'achats, des tables-rondes réunissant les acteurs économiques et citoyens sur la relocalisation de la production agricole (table-ronde de la bio), des habitats groupés et/ou collectifs, la gestion des transports, la création de recycleries... Bref le Lot est en action et le journal indépendant *le Lot en action,* ainsi que les deux radios associatives *Antenne d'Oc* et *Décibel FM* constituent les outils indispensable de cette transition. De nombreux groupes de citoyens ont aujourd'hui besoin d'être identifiés et de connaître les initiatives qui peuvent être complémentaires des leurs. L'économie sociale, solidaire et écologique a besoin d'outils de mutualisation pour pouvoir se développer avec harmonie et cohérence. Laurent Cougnoux.



■ Le Lot en Action, 24, avenue Louis-Mazet, 46 500 Gramat, tél : 05 65 34 47 16, www.lelotenaction.org
■ Antenne d'Oc, Les Alimons, 46800 Le Boulvé ou 365, quai de Regourd, 46000 Cahors, tél : 05 65 31 92 76, www.antenne-d-oc.fr
■ Décibel FM, 6 rue Jean-Lurçat. 46130 Biars-sur-Cère, tél : 05 65 10 13 65, www.decibelfm.fr

Les Babel-Gum

Itinérance et alterlocalisme

L'équipe des *Babel-gum* est une bande joyeux drilles qui sillonnent le territoire, installant leur festival itinérant à chaque escale. Des événements pas comme les autres, qui impliquent les artistes et les acteurs culturels locaux. L'objectif : pendant quelques jours, ouvrir une parenthèse magique au cœur des communes visitées, où l'on se sente bienvenu, invité à partager et à mélanger nos cultures.



Animée d'une farouche envie de rencontres fécondes et créatives, l'équipe de Babel-Gum tisse dans son itinérance un réseau d'échange et de dialogue interculturel, une tour de Babel en mouvement !

A l'origine de l'aventure, Gwen, Stéphane, une yourte et... un bus ! Nos deux compères issus, l'un du milieu du cirque, l'autre des politiques culturelles, se retrouvent en 2009 autour d'une poignée de constats et d'une sacrée envie de partir sur les routes pour inventer des réponses ! Certains de ces constats sonnent comme des urgences et leur donnent des fourmis dans les jambes. Par exemple la difficulté pour le secteur artistique indépendant de se diffuser et donc la nécessité de multiplier les

Alternatives en Lot

réseaux de diffusion alternatifs. Ou encore le manque de lieux culturels assez ouverts pour ne laisser personne dehors, assez libres pour que l'on puisse s'y mélanger entre gens de tous horizons, entre artistes et acteurs culturels de tous poils, installés, ignorés ou qui s'ignorent, amateurs ou professionnels. Enfin, la nécessité encore et toujours d'affirmer la place centrale de l'art et des cultures : dans l'espace public, au quotidien. Qu'est-ce que la culture sinon ce que l'on a tous à offrir en partage ?
Au-delà du côté ludique de cette affaire, il y a là de réelles convictions : la vision sensible portée par chacun sur son environnement quotidien constitue un matériau artistique à part entière, la constitution d'un objet culturel est une affaire de partage et de rencontre. Laurent Cougnoux.

■ Babel-Gum, Cammas, 46230 Lalbenque, tél : 06 85 14 16 03, www.babel-gum.org

Ivanohé Ehoungban, le sage du Lot

Si vous souhaitez rencontrer Amadou Hampâté Bâ ("En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle") et le "sage de Bandiagara", Tierno Bokar, vous pouvez bien sûr vous rendre au Mali, au pays dogon, du coté de Segou ou de Sangha et vous assoir sur le bord de la falaise. Il suffit alors de fermer les yeux, de se laisser emporter par l'énergie des lieux et la bienveillance omniprésente des ancêtres. Mais si vos pas vous conduisent dans le Lot, prenez le temps, une après-midi, de flâner du coté d'Assier. Rendez visite à Séraphin Ivanohé Ehoungban et à sa compagne pour découvrir l'incroyable jardin que Séraphin a créé, luxuriant, sur une dalle rocheuse du causse. Ecoutez-le vous conter l'histoire des plantes, de l'étrange alchimie entre les racines et les éléments, découvrez des histoires africaines au détour d'une allée, d'une nurserie d'escargots, ou d'un "nombril" de la terre, comme dans les villages dogons… Un voyage exceptionnel, guidé par un homme d'une simplicité surprenante, qui vous emmène aux confins des connaissances scientifiques, du bon sens, des traditions africaines, qui lui ont permis de recréer ce petit paradis sur les cailloux brûlés par le soleil. Son énergie vous nourrira, ses histoires vous emporteront, et vous repartirez à regret, en ayant l'étrange impression d'avoir senti sur votre épaule la présence de mains douces, chaleureuses et bienveillantes : celles d'Amadou Hampate Bâ et de Tierno Bokar. Laurent Cougnoux.

■ Contact d'Ivanohé : 06 07 31 33 35 / sehoungban@laposte.net

Et aussi :

■ **Festival du film documentaire engagé,** cantons de Brétenoux et Saint-Céré. Association La Parole et le geste, Michel Boccara, Le Bourg, 46400 Latouille-Lentillac.

■ **Les Castors du Lot,** www.castors46.org, tél : 05 65 38 67 09 (jeudi 19h-21h). *Association d'autoconstructeurs qui intervient dans le Lot et les départements limitrophes, avec un intérêt prononcé pour l'habitat écologique.*

■ **GraiN'VLot,** Maison des jeunes et de la culture, 101, rue Clemenceau, 46000 Cahors, tél : 06 28 07 11 86 ou 05 65 22 62 62, *antenne locale du Centre de ressources sur la non-violence en Midi-Pyrénées*

■ **Réseau français de la construction paille,** Liffernet, 46100 Lunan, tél. : 05 65 10 94 66, www.compaillons.eu

■ **Le Lieu commun,** bar associatif, à Saint-Céré, http://lelieucommun.over-blog.com

■ **Le musée de l'insolite,** à Sauliac-sur-Célé, www.museedelinsolite.com, *lieu monté par un passionné.*

■ **La Granja à Soulomès,** www.associationlagranja.com, *lieu dans une grange dédié aux musiques traditionnelles, qui invite sans cesse artistes locaux ou lointains.*

■ **La Scop O Chêne,** à Assier, www.scopochene.fr. *Scierie et entreprise de construction en bois, montée par quelques aventuriers qui n'hésitent pas à partager savoirs ou matériel.*

■ **Ferme de la Rauze,** Jacques, Serge et Pascale Moulenes, 46120 Le Bourg. *Ferme en biodynamie, pain, vache, cochon, huile, farine...*

■ **GAEC de la Dourmelle,** Alexis Esteulle et Jean-Baptiste Sole, 46320 Issepts. *Pain, fromage de chèvre.*

■ **Adeline Garric et Olivier,** 46120 Aynac. *Pain, confitures, agneau...*

■ **Terra Salva,** chapelle Batal, 46600 Cazillac, tél : 05 65 27 1801, http://terra-salva.com. *Formation à l'écoconstruction (maison en paille, enduit terre, enduit chaux...) et au jardinage bio. Création d'un site avec jardins à visiter et petites constructions écologiques.*

■ **Art'zimut,** tél : 06 30 97 30 80 ou 05 65 38 07 99, http://artzimut.free.fr. *Rencontres culturelles en milieu rural, au début du mois d'août.*

■ **Bois de Faral,** 46500 Le Bastit, tél : 05 65 40 13 38 ou 06 29 36 97 34, *lieu de vacances en écologîtes : 15 chalets basse consommation, eau chaude solaire, chauffage bois, assainissement par phytoépuration. Récupération des eaux de pluie, tri des déchets, prêt de vélos.*

■ **Passivea,** Bois de Faral, 46500 Le Bastit, tél : 06 50 60 10 00, *concepteur de l'écologîte, commercialise les chalets basse consommation, propose de l'aide technique pour penser sa maison passive.*

Alternatives en Tarn-et-Garonne

Relier les thématiques

Citrus

Ouverture interculturelle, solidarité, respect de l'environnement, préservation du patrimoine bâti et écoconstruction, musique et danse traditionnelle, sont autant d'aspects autour desquels l'association Citrus développe ses projets. En septembre 2012 s'est tenu un écofesti'bal pour mixer ces approches alternatives différentes autour de stands associatifs et artisanaux, d'un marché gourmand et d'un concert-bal populaire. L'association Citrus, délégation régionale de Solidarités jeunesses (une organisation d'éducation populaire), organise des chantiers de jeunes internationaux dans la région. A Septfonds, elle a mis en place un "jardin pédagogique et social" avec un verger, un potager aromatique, un jardin potager, un jardin botanique. Il est ouvert à la participation de tous dans la commune.

■ Association Citrus, Solidarités jeunesses, 10, rue Notre-Dame, 82240 Septfonds, tél : 05 63 65 94 06, www.citrus.asso.fr



Et aussi :

■ **Philippe Miocque, ferme Bio des Coteaux,** Saint Hubert, 82390 Durfort Lacapelette, tél : 05 63 04 34 88, phmiocque82@orange.fr. *Petit producteur bio (cerises, prunes et raisin de table) et président du groupement de producteurs bio du Tarn-et-Garonne réunissant 30 producteurs.*

■ **Ferme des Pibouls,** 1440, route de Saint-Antonin, 82000 Montauban, tél : 05 63 20 51 11. *Point de vente paysanne, boutique à la ferme.*

■ **Fédération nationale des organismes de formation professionnelle à l'écoconstruction,** 478, rue Garrel, 82000 Montauban, tél : 05 81 98 00 01. *Créée en 2008, elle regroupe actuellement une douzaine d'adhérents dédiés à 100 % à l'écoconstruction.*

■ **Ecovillage 82, Centre d'activités et de séjours écologiques autonome de Granès,** 753, route de Saint-Etienne, 82230 Monclar-de-Quercy, Philippe Lécuyer, tél : 05 63 68 79 11, www.ecovillage82.fr. *Projet d'achat collectif d'un château de 3000 m2 habitables sur 68 ha de terrain.*

■ **Les enfants d'abord,** Julie Autier, 414, chemin de l'Herbe, 82410 Saint-Etienne-de-Tulmont, tél : 06 81 73 28 85, julie.ecologie@gmail.com. *Association de parents qui font le choix de ne pas mettre leurs enfants à l'école, préférant qu'ils se forment à la maison, par curiosité (tendance "unschooling") ou par suggestion ("école à la maison").*

■ **Liens en pays d'Oc,** René Chaboy, 3, rue Edmond-Antoine-de-Lacontrie, 82160 Caylus, tél : 05 63 67 02 36, www.lienenpaysdoc.com/. *Site internet d'échanges sur les alternatives.*

■ **Brasserie bio Joli rouge,** 109, chemin de la Lande, 82170 Canals, tél : 05 63 65 10 29, jolirouge@orange.fr.

■ **Katao,** Christian Lagasse, Lebat, 82110 Cazes-Mondenard, tél : 05 63 04 29 33, www.katao.fr. *Groupement d'achat trimestriel de produits (sauf produits frais) à prix de gros.*


D.R.

Permaculture

Le Jardin des funambules

Le Jardin des funambules est un jardin associatif en permaculture situé à Milhars, dans le nord du Tarn, qui a ouvert ses portes au printemps 2011. Le jardin d'un hectare est organisé en spirale autour d'une mare centrale, les buttes de culture disposées autour de la mare accueillant les cultures. Autour des buttes, des parcelles peuvent servir à cultiver des céréales, des légumineuses ou des plantes médicinales.
Les objectifs du jardin sont nombreux (au moins autant que les rêves qui le portent) : fournir en fruits et légumes de qualité les jardiniers et leur famille, expérimenter des méthodes de culture encore (trop) peu répandues, sensibiliser le public à la nécessaire préservation des ressources et à la protection de l'environnement, tout en s'appuyant sur un collectif, ses forces et ses faiblesses. A terme, le jardin pourrait organiser des formations, commercialiser une partie des récoltes (pour fournir l'école du village par exemple), être un support pédagogique pour les écoliers de la région, ou mener des expériences autour de la communication avec le végétal... Ce projet se construit au fur et à mesure des énergies qu'il rencontre, il deviendra donc ce que les jardiniers en feront.
■ Le Jardin des funambules, la Terrisse, 81170 Milhars, tél : 09 80 50 42 69, www.lesfunambules.fr

Bibliodiversité

Le club du livre libertaire

Un diffuseur-distributeur national — souvent parisien — est rarement disposé à mettre à son catalogue les titres de micros-éditeurs provinciaux, le plus souvent économiquement incapables d'assurer des tirages suffisants pour les mises en place dans le réseau des librairies françaises.
Le Club du livre libertaire est né en 2007 dans le nord du Tarn d'une idée toute simple : réunir les maigres moyens des petits éditeurs alternatifs de Midi-Pyrénées. Il est souvent négligé, mais bien connu pourtant, que l'union fait la force. L'idée d'un catalogue commun a donc muri tout naturellement : chacun conserve son autonomie éditoriale et organisationnelle absolue, avec sa page bien identifiée, son logo, ses coordonnées, ses titres. Une libre association de membres égaux. Le catalogue de vente par correspondance ne trahit pas les librairies mais les complète, et offre aux participants une visibilité nouvelle. Un seul bon de commande, un seul chèque, un paquet reçu, une remise à l'adhérent et le bénévolat des animateurs.
En 2012, c'est 30 éditeurs, 500 titres, un choix politique et culturel éclectique… et 600 adhérents bien contents. Des éditeurs hors régions l'ont rejoint, élargissant considérablement la palette, dans un généreux bouquet de roses noires et d'œillets rouges, jusqu'aux multiples nuances des pensées sauvages. A l'index thématique d'un catalogue très soigné (avec photos) de 64 pages, on trouve : beaux livres, biographies, anticolonialisme, économie, critique du travail, démocratie, alternatives, pouvoir d'Etat, éducation, école, écologie, féminisme, religions, philo, antifascisme, prisons, asiles, révolutions populaires, syndicalisme, luttes sociales, sciences humaines, etc. Un réseau d'une centaine d'adhérents solidaires permet de diffuser quantité de catalogues dans presque toutes les régions. *Une Lettre du réseau solidaire des adhérents* relais sort chaque année, pour des échanges d'expériences en quelques mots.
Il faut apporter une petite cotisation de 15 € pour 12 mois (date à date) afin de pouvoir commander sur le catalogue et obtenir une réduction de 30 %, réservée aux adhérents (catalogue disponible pour 2 € en timbres pour les non-adhérents).
La bibliodiversité au service de la pensée critique, un outil associatif autonome pour tenir tête à la voracité des maîtres du monde.
Claudel et Franck
■ Club du livre libertaire, les Ginestes, 81350 Crespin, http://clla.info



Et aussi :

■ **Société Start Hemp,** avenue du Moulin, 81240 Saint-Amans-Valtoret, www.starthemp.com. *Pierre Amadieu travaille sur la valorisation du chanvre. Depuis 2008, il dispose d'une défibreuse mobile qu'il déplace dans toute la région et lui permet de faire une première transformation des pailles pour récupérer les fibres longues pour le textile, et le reste pour l'isolation.*

■ **Brasserie des Vignes,** Stéphane Dumeynieu, 9, avenue Marcel-Pagnol, 81300 Graulhet, http://brasseriedesvignes.blogspot.fr. Bière La clandestine. Mention Nature & Progrès. *Passionné de houblons et de bières, Stéphane s'est trouvé confronté à la perte de diversité des variétés de houblon avec, en plus, l'impossibilité de trouver du houblon bio pour l'élaboration de ses bières. Il a donc cherché des variétés différentes, puis proposé à des jardiniers amateurs d'adopter ces plants pour reconstituer en bio une offre variée.*

■ **Ferme brassicole,** Garland 81470, Algans. Bières avec mention Nature & Progrès.

■ **Association pour la formation et sensibilisation à l'écologie,** Le Cayré, 81600 Gaillac, tél : 06 34 48 11 34. *Formation à l'écoconstruction (enduits et décoration avec les produits naturels, maisons bioclimatiques, toit végétal, construction paille, piscine naturelle...) et au jardinage écologique. Sensibilisation à l'écologie pour les scolaires : journée à thème (les plantes, les énergies renouvelables, l'eau, le recyclage) et visite du parc avec une piscine naturelle (étanchéité à l'argile sur une profondeur de 3 m), jardins et conférences.*

■ **Association Americasol,** Poudéous Bas, 81500 Lavaur, jean-pierre-petit-gras@laposte.net. *Réseau d'achat de café à des coopératives zapatistes au Mexique. Ce sont les coopérateurs mexicains qui décident du prix. L'association prend les commandes et organise le transport, passe par des petits torréfacteurs et distribue les produits aux adhérents par un système de relais. En 2012, 17 tonnes ont été importées pour 950 adhérents.*

■ **Les Cambusiers 81,** chez Wilfried Croses, 4, chemin de la Sagne, La Caulié, 81100 Castres, http://cambusiers81.revolublog.com. *Groupement d'achat entre producteurs bios locaux et consommateurs.*

■ **Fournil Marietta,** La Borde, 81340 Trébas, tél : 05 63 55 91 42, www.fournilmarietta.com. *Ferme en agrobiologie Nature & Progrès, accueil paysan, à proximité des gorges du Tarn, gîte écologique en bois avec toilettes sèches et chauffe-eau solaire.*

■ **Association Mesclavie,** 81090 Lagarrigue, tél : 06 32 36 81 54, www.mesclavie.com. *Pour que des publics différents se rencontrent, l'association développe des projets culturels (scènes, sculpture, land-art...), pédagogiques (stages, vacances, environnement...), et assure des prestations techniques dans le spectacle avec une charte éthique.*

■ **Compagnie Pistil,** 2 bis, rue Pierre Boulade, 81300 Graulhet, tél : 05 63 34 54 59, www.pistilcircus.com. *Spectacles de cirque, de rue, et enseignement des arts du cirque.*

nord/sud

Inde

Réforme agraire majeure

Durant la marche Jan Satyagraha (voir *S!lence* n°405 p. 5) regroupant entre 50 000 et 100 000 personnes et organisée par Ekta Parishad, le 11 octobre 2012 les représentant-e-s de la marche et du gouvernement sont parvenus à un accord sur deux points principaux : une ébauche de politique nationale de réforme agraire qui devrait se concrétiser dans les six prochains mois ; et l'adoption d'une provision légale pour fournir des terres arables aux sans terre et des terres habitables aux sans abris. "Bien que l'accord ait été signé, il nous faut maintenir la pression sur le gouvernement afin qu'il soit mis en œuvre comme convenu", estime Ekta Parishad. En effet, suite à la première marche des sans terre en 2007, le gouvernement était resté inactif suite aux promesses faites. *Gandhi International, Etienne Godinot, 4, rue Joseph Brossard, 01000 Bourg-en-Bresse, 04 74 21 27 33, www.gandhi2012.org.*


Gogo Basic

Bolloré et l'accaparement des terres

Bolloré mise à fond sur les plantations d'hévéa et de palmiers à huile, pour les agrocarburants de demain. Selon les informations recueillis par *Survie*, à travers le contrôle de sociétés locales, le groupe Bolloré contrôle ainsi 33 500 hectares au Cameroun, 13 500 ha au Liberia, 23 000 ha en Côte d'Ivoire et vient de louer pour 50 ans 6500 hectares supplémentaires au Sierra Leone. Lors de son assemblée générale le groupe Bolloré a annoncé son intention de planter 20 000 ha en 2012. Localement, les personnes déplacées sont dans un premier temps employées pour la plantation, puisque lorsque celle-ci est en place, ils se retrouvent sans travail… et sans terres. (*Billet d'Afrique,* juillet-août 2012)

Accaparements de terres

Oxfam publie en octobre 2012 un rapport dans lequel il signale que 60 % des investissements étrangers dans des terres agricoles réalisés entre 2000 et 2010 ont eu lieu dans des pays gravement touchés par le problème de la faim. Et pourtant ils prévoient d'exporter tout ce qu'ils produiront sur ces terres. La superficie totale de ces terres recouvre une surface agricole suffisante pour subvenir aux besoins alimentaires d'un milliard de personnes : le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde. *Oxfam France, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél. : 01 77 35 75 80. www.oxfamfrance.org.*

politique

Allemagne

Stuttgart a un maire Vert


D. R.

Le Bade-Wurtemberg, région limitrophe de l'Alsace, ne cesse de verdir politiquement. Après l'élection de Winfried Kretsmann, le 27 mars 2011, à la tête de la région, Fritz Kuhn (ci-contre), 57 ans, a été élu maire de Stuttgart, sixième ville du pays, avec 52,9 % des voix, le 21 octobre 2012. C'est le premier bourgmestre écologiste d'une capitale de région. Fritz Kuhn appartient à l'aile "réaliste" des Grünen, celle qui est favorable aux accords électoraux.

1984

Après l'annonce, le 6 novembre 2012, de la hausse de la TVA pour financer des allégements de charges pour les entreprises, Jean-Marc Ayrault a déclaré "C'est un pacte résolument de gauche". George Orwell, auteur du roman "1984" doit apprécier : "la guerre c'est la paix, la liberté, c'est l'esclavage, l'ignorance, c'est la force" écrivait-il en 1948. Aujourd'hui "la gauche, c'est la droite".

EELV sur le départ ?

Le 9 novembre 2012, Jean-François Placé, sur Radio Classique s'est ouvertement interrogé "sur ce que nous faisons au sein du gouvernement". Il dénonçait l'adoption du rapport Gallois qui fait la part belle aux entreprises sans aucune contrepartie écologique. Noël Mamère a aussi évoqué un départ possible suite aux affrontements à Notre-Dame-des-Landes. Les militants avaient déjà protesté en septembre 2012 contre l'adoption du traité européen sans la révision promise par Hollande ou encore contre la politique sécuritaire de Manuel Valls.



Le 18 novembre 2012, le conseil national des Verts a publié un texte expliquant qu'ils entendent rester au gouvernement et dans la rue. Une motion demandant de fixer des limites précises à la participation gouvernementale a été repoussée.

Pour un bloc politique et social antiproductiviste

Le 1er novembre 2012, le MOC, Mouvement des objecteurs de croissance, qui regroupe quelques centaines de personnes, a lancé un appel pour la constitution d'un "bloc politique et social antiproductiviste" qui puisse se présenter aux élections "en alternative entre une écologie inféodée au PS et une régression en alliance avec le PCF". Ce texte propose de définir comme base que l'on veut mettre fin au productivisme, que cela passe par une stratégie de transformation sociale et de transition écologique, avec quatorze revendications principales : l'arrêt du nucléaire, la réduction massive du temps de travail, la défense de services publics relocalisés, la mise en place d'une retraite à 60 ans à montant unique, l'égalité femmes-hommes, l'abolition des dettes du Sud et le droit à un bien vivre pour ces pays, la mise en place d'un revenu permanent pour les personnes licenciées et les jeunes de 18 à 25 ans sans travail, l'introduction de la notion de dette sociale et dette écologique dans toute discussion budgétaire, limitation de tous les moteurs de véhicules à 90 km et abandon du statut d'autoroute, augmentation progressive des temps de garantie des objets, amélioration de la démocratie (mandat impératif, tirage au sort, mandats non cumulables…), mise en place d'un fonds d'investissement en lien avec la transition écologique, la mise en place d'un plancher et d'un plafond de revenus avec un écart maximal de six, assurer les conséquences que cela peut avoir au niveau international. Pour en savoir plus : *MOC, Pierre Alliot, 6, rue du Mouton, 26100 Romans-sur-Isère, www.les-oc.info.*

les Objecteurs de Croissance

Rencontre des cafés des enfants


weck.info

Il existe actuellement une trentaine de cafés des enfants en France. Le Cafézoïde (Paris, voir n°407), premier café de ce genre, décide avec A l'Abord'âge ! (Nantes), Les Potes en Ciel (Lille), La Soupape (Grenoble) et Café la fée ? (Noisy-le-Grand) de créer une Fédération des Cafés des Enfants. Les objectifs sont multiples. D'abord écrire une charte pour s'assurer que les pratiques des Cafés des Enfants recouvrent la même philosophie, travailler à la reconnaissance des cafés auprès des pouvoirs publics et continuer la réflexion sur la place des enfants dans la société.
De nombreux espaces pour enfants se sont ouverts ces dernières années pour répondre à de nombreux besoins mais tous n'ont pas le même modèle économique, la même volonté d'accueillir tous les publics, les mêmes pratiques pédagogiques, la même réflexion sur la place des enfants dans la société.
Les pouvoirs publics voient les cafés des enfants comme des ovnis inclassables. Doivent-ils être sous la réglementation des centres aérés, des crèches, des bibliothèques… ? Plutôt que de se retrouver dans une case contraignante qui ne prendrait pas en compte la spécificité des Cafés des Enfants, la fédération veut créer sa propre réglementation.
La deuxième rencontre annuelle (octobre 2012) a aussi permis la (re)découverte du pédagogue Janusz Korczak considéré comme le père spirituel des droits de l'enfant. *Fédération internationale des cafés des enfants, 92 bis, quai de la Loire, 75019 Paris, http://cafesdesenfants.com.*

Les jeux coopératifs

Les mouvements alternatifs des années 1970, en réaction notamment à la guerre du Vietnam, ont développé le concept de "jeux coopératifs", en opposition aux jeux de compétition.

Quand on joue, faut-il toujours un meilleur qui gagne ? Peut-on jouer sans compétition, avec de l'entraide et de la solidarité ? Et pourquoi pas !

Les jeux coopératifs font découvrir aux enfants et aux adultes des jeux où : soit l'on gagne ensemble, soit on perd ensemble. Il n'y a pas de vainqueurs ni de vaincus.

Pour faire vivre cette idée, il faut donner au groupe un but commun, qu'il faut atteindre.

Pour y arriver, les joueurs sont face à des ressources limitées. Les contraintes sont dépassées grâce à l'entraide. Le message écologique est présent à travers ces idées.

Tous les participants d'une équipe ont un rôle à jouer : des plus petits aux plus grands. Il n'y a pas de représentant d'un groupe (« un élu ») qui s'en extrait pour affronter l'épreuve, à l'image des héros des contes et des films.

Voici quelques exemples de jeux :

• Ne pas utiliser les bras pour transporter un objet (déplacer avec la tête un objet à plusieurs par exemple)

• Déplacer ensemble un enfant qui ne peut plus bouger : sur une chaise, en empêchant le camarade de jeu de tomber

• Faire un train où les enfants ont les yeux bandés et suivent un meneur qui leur fait traverser un bout de forêt ou une salle avec des obstacles.

• Dans un jeu de société, avoir une épreuve à réaliser (faire traverser les animaux avant que la banquise ne fonde, cueillir des fruits avant que le corbeau ne mange tout, etc.)

• Faire sauter un ballon sur un grand parachute multicolore, se cacher dedans, construire une cabane, etc.

• Résoudre une énigme ensemble.

• Des jeux de communication : faire passer un message sans la voix (dessin, pression tactile, etc.)

Les activités d'expression stimulent la coopération (mime, marionnette, théâtre, danse, chant et musique...)

Je me suis aussi amusé à détourner des jeux de compétition pour les transformer en jeux coopératifs.

Si je veux faire jouer "la chaise musicale" à un groupe d'enfants, j'enlève une chaise lorsque la musique s'arrête sans éliminer d'enfants. Le but du jeu est d'arriver à poser un bout de fesse sur les chaises en jeu qui sont de moins en moins nombreuses. La contrainte est la disparition de l'objet.

Le jeu coopératif valorise le plaisir de jouer et de partager. Il favorise l'écoute et la participation de tous. Les joueurs n'ont pas besoin d'une récompense de fin de jeu et de classement ; et ils n'en sont pas plus malheureux pour autant !

Alors, à vous de jouer !

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :

Michel Scrive
42, rue Hoche, 93500 Pantin
mishelu@riseup.net

Amis de la Terre

Agir pour la transition écologique

Les Amis de la Terre lancent un appel à projets afin de montrer qu'il est possible de vivre bien en consommant moins. Les projets peuvent être présentés par des associations déclarées. S'ils sont retenus, ils feront l'objet d'un soutien financier (de 5000 à 9000 €). Une attention particulière sera accordée aux projets qui permettent de bien faire le lien entre notre surconsommation au Nord et le pillage des ressources au Sud. Les dossiers de candidatures doivent être transmis avant le 15 février 2013 à *Amis de la Terre, 2b, rue Jules Ferry, 93100 Montreuil, tél. : 01 48 51 18 96 ou 06 86 41 53 43, présentation sur le site www.amisdelaterre.org/appelprojet.*

Ille-et-Vilaine

Ecole Steiner à découvrir

Rassemblant une quarantaine d'élèves de la maternelle au primaire, l'école Steiner Les Capucines, associative, gérée horizontalement, est financée par les parents. Elle cherche à être accessible et non élitiste. Aujourd'hui l'école, située non loin de Rennes, manque d'élèves pour être viable et lance un appel à venir la découvrir. *Ecole Les Capucines, pédagogie Steiner-Waldorf, 35700 Vern-sur-Seiche, tel. : 02 99 62 11 71, ecolecapucines.over-blog.com.*

Paris

Librairie Publico en difficulté

La librairie de la Fédération anarchiste est l'une des principales librairies militantes de Paris. Ouverte 38 heures par semaine, c'est un lieu de diffusion de la pensée libre complété par une importante diffusion par correspondance. Avec la crise, les soutiens militants faiblissent tout comme les ventes, mettant en difficulté le projet. On peut donc aider soit en faisant un don soit en achetant des livres. *Librairie Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, librairie-publico.com.*



femmes, hommes, etc.

le féminisme… au masculin

Bonne année proféministe !

Pour ses vœux de nouvel an, Bill Patrick, un canadien, a envoyé à ses amis quelques « Résolutions proféministes pour les gars hétéro ». Chiches ?

Après avoir précisé qu'il s'adresse aux hétéros parce que, l'étant lui-même, "c'est la seule population à laquelle je me sens compétent pour faire ces suggestions", il propose de prendre – entre autres – les résolutions suivantes : "Ecouter les femmes" et "demander aux femmes leur avis" (voir la chronique sur les pratiques inégalitaires de la conversation parue dans le n°395 p. 21).

Cela ne fait pas toujours plaisir à entendre : "Faire la lessive correctement. Vous et moi savons que nous connaissons tous la bonne façon de faire une lessive. Il est temps d'arrêter de feindre l'ignorance. Et pour les quelques gars qui ne savent réellement pas comment faire, vous pouvez l'apprendre ! C'est beaucoup plus facile que de faire une vidange d'huile, percer un baril de bière, réparer une toilette qui fuit ou brancher ce nouveau téléviseur à plasma" !

Il n'oublie pas le domaine de la sexualité : "Avoir nos propres préservatifs et proposer de les utiliser avant que notre partenaire ait à nous le demander". "S'abstenir de toute activité sexuelle qui objective, exploite, blesse ou rabaisse les femmes". "N'avoir que des relations sexuelles que nous savons avec certitude être basées sur le consentement. Cela signifie qu'elle n'est ni ivre, ni confuse ni craintive".

La lutte contre l'hétérosexisme est aussi à l'ordre du jour : "Dire à un autre homme que nous l'aimons. Et le penser vraiment. Si nous n'avons pas au moins un autre homme dans notre vie à qui nous pouvons dire ça, alors cette résolution devrait être d'en trouver un. Il y a des milliards d'hommes sur cette planète. Nous pouvons certainement tous en trouver au moins un qui mérite notre amour et notre affection !". "L'homophobie détruit notre lien avec tous les autres hommes. Elle nous empêche de nous aimer les uns les autres. En tant qu'hommes, nous méritons d'être en mesure de donner et de recevoir un tel amour - et pas seulement des femmes".

"Prendre soin de nous-mêmes. Pendant trop longtemps, beaucoup d'entre nous avons négligé notre santé physique, mentale et spirituelle. Et pour beaucoup d'entre nous qui avons des femmes dans notre vie, nous avons été trop prompts à laisser ces responsabilités entre leurs mains. Les femmes prennent souvent nos rendez-vous chez le médecin ou le dentiste, et elles insistent pour que nous prenions soin de nous-mêmes. Et que faisons-nous en réponse ? Nous leur reprochons de nous harceler ! Alors reprenons la responsabilité de faire ces choses conçues pour nous garder heureux et en vie".

Et, bien sûr, "en apprendre plus au sujet du féminisme".

Chanceux lecteurs, je suis sûr que vous vous réjouissez d'être tombés sur cette chronique et êtes impatients, comme moi, à l'idée d'appliquer ces bonnes résolutions ! On en reparle autour d'une bonne… lessive ?

Léo Sauvage



Manifeste contre le viol

Le 22 novembre 2012, *le Nouvel observateur* a publié un "Manifeste contre le viol" où 313 femmes rendent public qu'elles ont été violées. L'initiative lancée par Clémentine Autain, après l'affaire DSK, vise à faire de la question du viol et des violences faites aux femmes en général un sujet central en politique. En France, une femme est violée toutes les 8 minutes (75 000 victimes par an) : une femme sur dix au cours de sa vie. 80 % des viols sont commis par des proches. Cet appel fait écho à l'appel des 343 femmes ayant avorté, publié dans la même revue, le 5 avril 1971.

Paris

Manifestations contre les violences faites aux femmes

Entre 2000 et 5000 personnes ont manifesté le 25 novembre 2012 à Paris à l'appel du Collectif national pour les droits des femmes. L'occasion de rappeler qu'en 2011, 122 femmes sont mortes sous les coups de leur conjoint, 418 viols ont fait l'objet de procédures pénales, 108 504 mains courantes pour violences conjugales ont été enregistrées dans les commissariats de police, 54 000 plaintes déposées… alors que 90 % des victimes de ces violences ne font pas cette démarche.





société

Publicité

Lourdes peines pour des destructeurs d'écrans espions

Hadrien, Elsa et Yoann, trois étudiants, ont été condamnés le 20 novembre 2012 pour avoir entre mai et septembre 2010, lors de 31 actions brisé ou barbouillé 75 écrans publicitaires espions "NumériFlash". Ces écrans sont capables de détecter quand on les regarde et de s'animer à ce moment-là. Ils ont fini par être identifiés grâce aux caméras de vidéosurveillance. Hadrien est condamné à 3 mois de prison avec sursis, Elsa, un mois avec sursis, Yoann, 800 € d'amende dont 500 avec sursis… mais également à rembourser d'énormes sommes à Métrobus : 29 000 € pour Hadrien (pour 23 panneaux), 7500 € pour Elsa (9 panneaux), 1300 € pour Yoann (1 panneau).

Lyon

Le scandale du grand stade

Le projet privé de grand stade à Décines, à l'est de Lyon, est porté normalement par la société OL-Groupe, liée à l'équipe de foot de la ville. Il s'agit d'un stade géant de 60 000 places (contre 40 000 pour le stade actuel). Détruisant plusieurs exploitations maraîchères en contradiction avec les engagements environnementaux de l'agglomération, le projet se heurte à la frilosité des investisseurs. Pas de problème : on peut s'arranger entre amis. Non seulement la collectivité s'est engagée à financer les infrastructures d'accès, mais en plus, le 20 novembre 2012, le conseil général du Rhône s'est porté garant de la moitié de l'emprunt que doit faire la société pour ce projet… soit 40 millions d'euros que devront payer les contribuables en cas d'échec toujours possible. Les élus Verts du conseil général et de la ville ont déposé un référé afin d'obtenir l'annulation de cette décision.



Gaz de schiste

■ **Etats-Unis : baisse des émissions de CO_2 ?** Un des arguments utilisés aux Etats-Unis pour justifier de l'exploitation des gaz de schistes est qu'ils se substituent au charbon dans les centrales thermiques et que cela fait baisser les émissions de CO_2. Un argument qui peut aussi être utilisé dans des pays comme la Pologne, mais pas en France. Brûler gaz, charbon ou autres n'est de tout manière pas une solution au dérèglement climatique.

■ **Double langage de François Hollande.** François Hollande a fait un voyage en Pologne les 16 au 17 novembre 2012. Au programme : l'habituel marchandage économique. En particulier, François Hollande a essayé de vendre des réacteurs nucléaires EPR et a soutenu la candidature de Total pour l'exploitation des gaz de schiste dans le pays. Total dispose déjà de deux permis d'exploration sur 112 attribués dans le pays. Le moratoire français sur la fracturation hydraulique ne s'applique donc que (provisoirement ?) sur le sol français.

■ **Bénédiction ou malédiction ?** Dans un entretien au *Monde* du 11 novembre 2012, l'ancien premier ministre socialiste Michel Rocard s'exprime sur les gaz de schistes : *"On a un réflexe fantasmé du même type que face aux OGM"*, déclare-t-il. Selon lui, *"la France est bénie des dieux. Pour l'Europe elle serait aux gaz de schiste ce que le Qatar est au pétrole. Peut-on s'en priver ? Je ne crois pas"*. Une phrase à placer en perspective avec ce constat de l'écrivain Mongo Beti : *"Où a-t-on vu que le pétrole ait jamais été, en Afrique noire, une source de progrès et de bien-être ? Ce qui est arrivé à chaque fois, c'est très exactement le contraire : chez nous, qui dit pétrole dit malédiction des populations, dictature, violences, guerres civiles…"*.

■ **Le Parlement européen rejette un possible moratoire.** Le 22 novembre 2012, une proposition de moratoire a été rejetée par 391 voix contre 262 et 37 abstentions. Les députés se sont prononcés pour l'élaboration d'un cadre juridique contraignant. Les associations estiment que cela augure malheureusement d'une volonté de lancer l'exploitation sur l'ensemble du territoire.

Bretagne

Des maisons sans dépense de chauffage

La Communauté de commune du Mené qui s'est fixé comme objectif d'atteindre l'autonomie énergétique d'ici 2030 (voir article dans le n° de février 2012), a lancé un programme de construction d'une quinzaine de maisons avec uniquement un chauffage solaire, pour un coût modeste (1400 €/m²).

Mexique

Des éoliennes contre les peuples indigènes

Une manifestation s'est tenue à Mexico le 18 octobre 2012 contre des projets de parcs éoliens dans la région de San Dionisio del Mar, dans l'Etat d'Oaxaca, parcs envisagés sur des terres qui appartiennent aux communautés indigènes Ikjot et Huave. Ce projet éolien est financé par une entreprise *Mareña Renovables group* dont les actionnaires sont Coca-Cola, Heineken, Mitsubishi, Macuerie, Vestas (fabricant français d'éoliennes), PGGM un fonds de pension néerlandais et la Banque américaine de développement. Une pétition internationale a été lancée qui dénonce l'utilisation des énergies vertes comme nouvelle source ce profits et comme moyen de renouveler la violence néocoloniale. Pour en savoir plus : *Olivier de Marcellus, cllimatjusticesociale@fsl-geneve.org 079 3427025 (en Suisse).*

Six mois de gouvernement PS-EELV

Bilan assez décevant

Dix associations nationales (Cler, WWF, Réseau-Action-Climat, Réseau Sortir du nucléaire, Amis de la Terre, Fondation Nicolas Hulot…) se sont associées pour faire un bilan des six premiers mois du gouvernement Ayrault en matière de politiques énergétiques.

Des cartons rouges sont donnés pour les violences militaires à Notre-Dame-des-Landes, le refus du dialogue sur les infrastructures de transports, le manque d'ambition sur la fiscalité écologique, l'absence de volonté de sortir du nucléaire, le maintien du soutien aux agrocarburants, le manque de mesures de soutien aux énergies renouvelables, le soutien au projet d'exploitation pétrolière de Total dans le parc des Virunga au Congo, l'organisation chaotique du débat sur la transition énergétique, le manque d'ambition sur le dossier climatique, le cadeau fiscal sur les carburants. Des cartons jaunes ont été attribués pour l'absence de prise en considération de la loi de décentralisation dans l'organisation du débat énergétique, le faux départ concernant la tarification progressive de l'énergie. Des cartons verts ont été donnés pour le maintien du statu quo sur l'exploration du gaz de schiste (tout en signalant un doute sur la poursuite de 60 permis en cours), pour le sauvetage de la directive européenne sur l'efficacité énergétique et pour l'ambitieux programme de rénovation énergétique des bâtiments.

Antilles

Vers l'autonomie énergétique

L'Ile de la Dominique, située entre la Guadeloupe et la Martinique, dispose d'une importante source d'eau chaude qui sort à 150°C. Une centrale électrique est en construction à partir de cette ressource géothermique qui permettra d'atteindre une puissance électrique de 120 MW. Cette centrale permettra non seulement à l'île (754 km2, 75000 habitants) de ne plus dépendre pour son électricité du fuel (16,5 MW actuellement) mais d'ici 2020, d'exporter de l'électricité par un câble souterrain vers les deux îles voisines. Les trois devraient alors ne plus utiliser de pétrole pour l'électricité (il en faudra encore pour les transports).



D.R.

Gironde

Lycée à énergie positive

Le lycée Vaclav-Havel de Bègles, qui a ouvert en septembre 2012, avec 1400 élèves dont 200 internes, est le premier lycée de France "à énergie positive". Avec plus de 2500 m² de panneaux photovoltaïques et 400 m² de capteurs solaires thermiques complété par un chauffage bois, le lycée produit plus d'énergie qu'il n'en consomme. Il est aussi économe en matériau : il est construit en bois (1500 m³).



climat



D. R.

Déjà trop tard ?

Le consultant PricewaterhouseCoopers a publié le 5 novembre 2012 un document préparatoire en vue de la conférence sur le climat de Doha (du 26 novembre au 7 décembre 2012). Celui-ci estime que pour stabiliser la hausse des températures à +2°C, il faudrait que nos émissions de gaz à effet de serre baissent chaque année de 5,1 % jusqu'en 2050. Or entre 2000 et 2010, cette baisse n'est que de 0,8 %. L'étude estime que si nous nous contentions de seulement doubler nos effets (dont 1,6 % en moins par an), cela entraînerait une hausse des températures de 6°C en 2100. Il y a de fortes probabilités pour que le résultat en 2100 soit compris entre ces deux valeurs : +2 et +6°C. Selon un rapport de la Banque mondiale, publié le 19 novembre 2012, l'objectif de ne pas dépasser +2°C est quasiment inatteignable… et il devient de plus en plus difficile de prévoir les changements que cela va entraîner au niveau mondial.

Réfugiés climatiques

Le 2 octobre 2012, la Suisse et la Norvège ont lancé à Genève, une initiative qui demande que soit mis en place au niveau international un programme de protection des réfugiés climatiques. L'Australie, le Mexique, les Philippines, le Kenya ont répondu tout de suite positivement. L'ONU a tenu une première réunion sur ce sujet le 25 octobre 2012. Des juristes planchent sur le "droit à la protection des migrants climatiques" qui pourraient être 200 millions d'ici 2050. On se prépare au pire à défaut d'arriver à se mettre d'accord sur des mesures de protection contre le changement climatique. (*Le Monde*, 25 octobre 2012)

Davantage de glaces au Pôle sud

Alors que l'Arctique, au Pôle nord, fond de plus en plus vite, l'Antarctique voit sa surface de glaces augmenter. C'est le résultat d'une étude publiée dans Nature Geoscience en novembre 2012 par le British Antarctic Survey. Est-ce à dire que la théorie du réchauffement climatique est remise en cause : pas du tout annonce l'étude car les glaces au nord fondent cinq fois plus vite qu'elles ne se forment au sud. Cette évolution montre surtout la complexité des prévisions car cette formation de glaces traduit un changement dans les grands courants marins : la fonte de la banquise au nord semblant repousser les courants froids remontant du sud.

Catastrophes naturelles en hausse

Selon les assureurs, le nombre de catastrophes naturelles aux Etats-Unis augmente de manière vertigineuse : entre 2010 et 2012, 250 d'entre elles ont nécessité plus d'un milliard de dollars d'indemnités soit autant que pendant les vingt années précédentes. (*Courrier international*, 31 octobre 2012)



environnement

Allemagne

Forêt de Hambach en péril



D. R.

Entre Cologne et Aix-la-Chapelle se trouvent les plus grandes mines de lignite (un charbon de basse qualité) à ciel ouvert d'Europe. Ces mines alimentent six centrales thermiques qui émettent 15 % du CO_2 de l'Allemagne. Ces mines sont en constante expansion, et dans un avenir proche huit villages seront expulsés, une autoroute déplacée et la forêt de Hambach (1200 hectares dont une partie considérée comme primaire) rasés. En avril 2012, une occupation de la forêt s'est mise en place pour en organiser la défense. Cabanes et plates-formes ont vu le jour dans les arbres, avec une organisation anti-sexiste et anti-autoritaire.
Tout au long du printemps et de l'été, des balades guidées ont été organisées dans la forêt. Des groupes d'affinités s'impliquent différemment : depuis l'action symbolique jusqu'à l'action directe non-violente. Des trains entrant ou sortant de la mine ont été bloqués symboliquement.
Le 1er octobre 2012, RWE, le géant allemand de l'énergie, a obtenu l'autorisation de raser la forêt dans un délai de 180 jours et d'expulser les occupants. Les forces de l'ordre ont commencé à intervenir le 19 octobre 2012. Avec sensiblement le même succès qu'à Notre-Dame-des-Landes : les habitations précaires sont détruites partiellement, les occupants reviennent, quelques jours de répit et cela recommence. Certains militants n'ont pas hésité à s'enterrer profondément dans le sous-sol, dans des tunnels où la police a le plus grand mal à accéder. Des manifestations de solidarité se tiennent dans tout le pays. Au moment de boucler ce numéro, début décembre, l'occupation tient toujours le coup. *www.hambachforest.blogsport.de.*

Avions

■ **Recul de Bruxelles.** L'Union européenne a annoncé le 12 novembre 2012 qu'elle gelait le processus engagé visant à mettre en place au niveau international une taxe européenne sur les émissions de gaz à effet de serre des avions. L'Union européenne a ainsi plié face aux refus des Etats-Unis, de la Chine, de l'Inde et de la Russie. La question devrait être reprise au sein de l'OACI, Organisation de l'aviation civile internationale, organisation dépendant des Nations unies. Mais pour le moment 26 des 36 Etats qui en sont membres refusent toute idée en ce sens.

■ **Pierre-Emmanuel Neurohr.** Emprisonné depuis le 5 septembre 2012, il a entamé une grève de la faim le 18 octobre 2012 pour demander une mise en liberté provisoire. Il a arrêté cette grève de la faim le jour d'un nouveau procès, le 26 octobre 2012, procès concernant deux des intrusions sur l'aéroport. Le Parti de la Résistance qui le soutient a annoncé début novembre avoir reçu plus de 1200 signatures pour la pétition demandant sa libération. Le même jour, Pierre-Emmanuel Neurohr a annoncé qu'il renonçait à ses intrusions et se lançait dans la rédaction d'un livre. (http://parti-de-la-resistance.fr). Pierre-Emmanuel Neurhor est sorti de prison le 7 novembre 2012.

Libourne

De l'eau à tarif progressif

Depuis un an, Libourne (Gironde, 24 700 habitants) a obligé la Lyonnaise des eaux à mettre en place un tarif progressif de l'eau : 0,10 €/m^3 jusqu'à 15 m^3 par an, 0,70 €/m^3 entre 16 et 120 m^3 par an, 0,75 €/m^3 de 121 à 150 m^3 et 0,83 €/m^3 au-delà (contre 0,72 €/m^3 pour tout le monde avant). Conséquence : une baisse de 10 % de la consommation en un an, une baisse importante de la facture pour ceux qui consomment peu, une baisse moyenne de 13 € par an et par foyer et quelques difficultés, en particulier pour les immeubles qui n'ont pas encore de compteurs individuels (alors que c'est en principe obligatoire) et qui se retrouvent de fait classés dans les gros consommateurs.

Fukushima

La catastrophe continue

5 novembre, la NRA, autorité de sûreté japonaise, reconnaît que les réacteurs d'Ohi, les deux seuls en activité, sont bien sur une faille sismique active. La NRA décide… de revisiter le site. Le géologue Mitsuhisa Watanabe estime que l'on reproduit ce qui a conduit à Fukushima : "on doit arrêter d'abord, vérifier ensuite et non l'inverse".

7 novembre, Tepco annonce que le coût de Fukushima pourrait s'élever à 100 milliards d'euros soit le double de l'estimation précédente. A Tchernobyl, 25 ans après, on en est à plus de 1000 milliards…



D. R.

A Fukushima, dans chaque jardin, on a son dépot de déchets radioactif



D. R.

Récolte de riz dans la zone des 20 km pour analyse

9 novembre, le rapporteur spécial sur le droit à la santé du Conseil des droits humains de l'ONU annonce sa visite au Japon. Celle-ci est la conséquence de la plainte déposée par l'avocat Toshio Yanagihara au nom de parents d'enfants qui vivent dans la région de Fukushima et qui exigent que le gouvernement procède à leur évacuation.

10 novembre, une étude de l'université de Tsukuba montre les aiguilles de conifères sont des concentrateurs de radioactivité et constituent un risque de contamination à retardement quand elles tombent au sol. Première recommandation des chercheurs : éviter de brûler du bois des forêts dans un rayon de 200 km autour de la centrale !

11 novembre, nouvelle manifestation antinucléaire dans les rues de Tokyo. 7000 manifestants selon la police, 100 000 manifestants selon les organisateurs !

13 novembre, l'autorité de sûreté NRA annonce qu'elle va procéder au creusement de trois tranchées pour étudier la faille géologique située sous le réacteur d'Ohi. Ces tranchées vont couper des routes pouvant servir à l'évacuation en cas d'accident, mais la NRA ne demande pas l'arrêt des réacteurs !

15 novembre, Tepco annonce la construction d'une couverture sur le réacteur n°3 pour limiter les effluents gazeux… pour ceux qui auraient des doutes sur le fait que la radioactivité continue à sortir…

16 novembre, le premier ministre annonce la dissolution de l'assemblée et des élections anticipées qui auront lieu le 16 décembre. *L'Expansion* du 20 novembre explique que si le retour du PLD (la droite) au pouvoir est probable, même si ce parti est pour redémarrer les centrales nucléaires, il n'est pas sûr que cela change grand chose à la situation : les élus locaux ne changeront pas et ce sont eux qui pour le moment bloquent les procédures de redémarrage (en France, les élus locaux n'ont pas ce pouvoir !).

21 novembre, le réacteur n°5 de la centrale d'Hamaoka, arrêtée en urgence en mai 2011 risque de ne jamais pouvoir démarrer. Une fuite a laissé pénétrer plusieurs centaines de m3 d'eau de mer et le cœur du réacteur a été atteint. L'exploitant, Chubu Electric, annonce que des pièces sont non réparables. Le réacteur avait été mis en marche en 2005.

22 novembre, le Ministère de l'environnement publie des données de contamination de la baie de Tokyo : les taux de radioactivité augmentent régulièrement du fait du déversement de rivières polluées par les nuages radioactifs.

26 novembre, le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à la santé, Anand Grover, en visite au Japon, demande aux dirigeants du pays d'être plus à l'écoute des riverains et moins des experts. Il insiste sur la nécessité de revoir à la baisse des seuils d'exposition des riverains, actuellement fixés à 20 millisieverts par an, soit quatre fois plus qu'à Tchernobyl.

Surgénérateur

L'éternel retour

Le 29 juin 2012, le CEA, Commissariat à l'énergie atomique et Bouygues ont signé un accord pour la construction à Marcoule, dans le Gard, d'un "nouveau" type de réacteur dénommé Astrid. Sous couvert d'une "quatrième génération", il ne s'agit ni plus ni moins que d'essayer une nouvelle fois de faire fonctionner un surgénérateur, un réacteur qui pourrait être alimenté en plutonium, lequel bombarderait de l'uranium non fissile pour le transformer à son tour en plutonium que l'on peut ensuite placer dans le cœur. Ceci permet d'utiliser les 95 % d'uranium non utilisable pour le moment et donc de démultiplier le potentiel des réserves en uranium. *Mais ceci est une théorie !* Et dans la pratique, cela a vaguement réussi à fonctionner sur le petit réacteur Phénix (1973-2009) et complètement échoué dans le cas du réacteur Superphénix (Isère, 1985-1997). Astrid ne ferait que 600 MW (donc entre Phénix et Superphénix), continuerait à utiliser du sodium pour son refroidissement… Le prototype pourrait commencer à être construit en 2020.
EELV a immédiatement demandé des éclaircissements au gouvernement : les accords signés avant les élections prévoient qu'aucune unité nouvelle ne soit lancée dans le nucléaire. Il y a là clairement une violation de l'accord… et autant d'argent (et de chercheurs) qui seraient plus utiles pour la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables.

Ile-de-France

Chaîne humaine

Au moment où se déroulera le débat national sur l'énergie, le Réseau Sortir du nucléaire organise une nouvelle chaîne humaine autour de Paris. Ce sera le samedi 9 mars 2013.

EPR

Penly : le chantier s'éloigne

De nombreux Algeco avaient été installés début 2012 sur le site de la centrale nucléaire de Penly, aux côtés d'une zone aplanie pour y accueillir un futur EPR. De visu, les antinucléaires locaux ont constaté fin septembre 2012 que ces cabanes de chantier étaient en démontage.

Etats-Unis

Vers la sortie du nucléaire ?

Les Etats-Unis n'ont plus mis en chantier de réacteurs nucléaires depuis 1973… soit maintenant quarante ans. Les réacteurs actuels, une grosse centaine, vont tous s'arrêter dans les vingt ans à venir. Par quoi faut-il les remplacer ? Un bureau d'étude (www.energysavvy.com) a publié cet été une étude dont les conclusions sont limpides : remplacer une centrale de quatre réacteurs coûterait 41 milliards de dollars (31 milliards d'euros) et permet de créer ou maintenir 2400 emplois. Economiser l'équivalent électrique peut se faire en améliorant l'efficacité énergétique de 1,6 million de logements, ce qui ne coûte que 20 milliards de dollars (donc moitié moins) et cela créerait 220 000 emplois (dix fois plus). Au pays du capitalisme roi, c'est déjà le coût du nucléaire qui a provoqué l'arrêt du programme en 1973 – bien avant l'accident de Three Mile Island en mars 1979 – nul doute que les investisseurs vont choisir d'autres voies aujourd'hui.

Sud-Est

2e marche antinucléaire pour la vie

Une nouvelle marche antinucléaire se déroulera du 15 au 26 avril 2013 entre Manosque (Alpes-de-Haute-Provence) épicentre d'un séisme en 2012 et le Vaucluse (Tricastin) en passant par Cadarache (Bouches-du-Rhône). Elle demande l'arrêt immédiat du nucléaire. Précisions sur : http://coordination-antinucleaire-sudest.net.





Suisse

Moratoire probable jusqu'en 2017

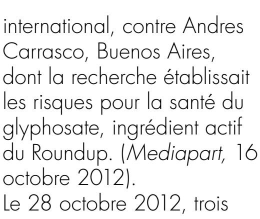
Le Conseil national s'est prononcé le 26 septembre 2012 à une large majorité pour la prolongation du moratoire sur les cultures de plantes OGM sur le territoire suisse jusqu'en 2017. C'est au Conseil d'Etat de se prononcer maintenant, alors que le secteur privé fait pression pour arrêter le moratoire. (Source : *Swissaid*)

Polynésie

Un collectif pour se protéger

L'association *Stop OGM Pacifique* a été créée en juillet 2012 pour informer sur les risques liés aux OGM dans l'alimentation l'agriculture et l'environnement, et pour faire adopter une réglementation en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans la région Pacifique. Elle cherche également à développer les échanges avec les autres Etats de la région pour cartographier les OGM dans la région et pouvoir agir sur leur commercialisation. Il n'y a pour le moment pas de culture d'OGM en Polynésie. En Nouvelle-Calédonie, il n'y a aucune réglementation sur les OGM en culture, une absence d'étiquetage des produits commercialisés et importés, et une suspicion d'essais de semences OGM. L'archipel importe 90 % de son blé d'Australie, qui va bientôt être le premier pays au monde à commercialiser du blé transgénique. *Stop OGM Pacifique, www.stopogmpacifique.org.*

Etude sur la toxicité des OGM





D. R.

Suite à l'étude toxicologique de l'équipe du professeur Séralini sur la dangerosité des OGM Maïs NK603 et du Roundup, le débat public fait rage. Une controverse alimentée par les scientifiques pro-OGM qui cherchent à disqualifier l'étude en critiquant sa méthodologie. "La polémique part de ces mêmes personnes qui ont demandé et autorisé la mise sur le marché du maïs OGM NK-603 et du Roundup", remarque le chercheur. "Objectivement, nous avons réalisé le test le plus long et le plus détaillé au monde sur n'importe quel OGM et n'importe quel pesticide", estime-t-il, les études ayant conduit à l'autorisation des OGM portant sur trois mois seulement. (*Libération,* 12 octobre 2012).
Courant octobre 2012, un collectif de 130 ONG exige publiquement la transparence et réclame la suspension provisoire des autorisations concernant ce maïs ainsi que le Round up. Le WWF, Greenpeace, Générations futures, Attac, Cap21, le collectif Roosevelt 2012, la Confédération paysanne, Nature et progrès, Sciences citoyennes, font partir des organisations qui demandent ces mesures. Par ailleurs, 160 scientifiques internationaux ont publié une lettre ouverte de soutien à l'équipe du professeur Séralini. (Source : *Criigen*).
Face aux critiques sur le caractère secret de l'étude menée par l'équipe du professeur Séralini, le site d'information *Mediapart* cite quant à lui les nombreux chercheurs "lanceurs d'alerte" qui ces dernières années ont été victimes de menaces pour des études alertant sur les dangers potentiels de produits de grands groupes industriels. Notamment les violences physiques, dénoncées par Amnesty international, contre Andres Carrasco, Buenos Aires, dont la recherche établissait les risques pour la santé du glyphosate, ingrédient actif du Roundup. (*Mediapart,* 16 octobre 2012).
Le 28 octobre 2012, trois anciennes ministres, Corine Lepage (Cap21), Dominique Voynet (EELV) et Ségolène Royal (PS) ont publié un appel pour demander que les études sur les OGM soient transparentes, que les méthodologie d'expertises soient faites sur la durée de vie de l'animal et non sur trois mois comme précédemment et qu'en attendant que soient refaites et analysées les différentes études, que soient suspendus toutes les autorisations de culture des OGM.
Le 12 novembre 2012, le site *Rue 89* dévoile qu'une bataille d'influence a lieu pour pousser la revue scientifique *Food and Chemical Toxicology* à se rétracter et à retirer l'étude de l'équipe du professeur Séralini de sa liste des publications. Une cinquantaine d'"experts" font l'assaut de la revue à coups de lettres et de pétitions. Les signataires sont sans surprise après vérification de fervents pro-OGM proches des lobbies biotechnologiques, à l'image de Marc Fellous, Henry Miller et Jay Byrne, ancien responsable de la communication virale pour Monsanto. Pour 13 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2011, l'industrie des semences peut payer quelques pseudo-experts à semer le doute. Sale, mais efficace.

santé

Téléphonie mobile

■ **Lien avec le cancer confirmé par la justice italienne.** La Cour Suprême de Cassation italienne a confirmé le 18 octobre 2012 la décision de la cour d'appel de Brescia, liant la tumeur au cerveau contractée par M. Marcolini, 60 ans, et son usage de la téléphonie mobile (téléphones mobiles et sans fil) 30 heures par semaine pendant 12 ans à son travail Les juges ont accepté la validité des conclusions scientifiques portées au dossier par un oncologue de l'Association italienne pour la prévention contre les nuisances des ondes électromagnétiques (Apple), malgré les pressions contraires des autorités officielles (l'Institut national de la santé de Rome). *(Robins des toits)*
■ **Paris : la municipalité cède aux opérateurs.** La nouvelle charte de la téléphonie mobile prévoit un taux limite de 5 V/m. Les associations Agir pour l'environnement et Priartem ont révélé que sur 344 mesures faites par la mairie depuis deux ans, seules 12 mesures dépassaient ce seuil… ce qui signifie clairement que la mairie n'a aucune intention de mettre la pression pour obtenir une baisse des expositions.
■ **Les pauvres s'en prennent plein la tête.** Selon un communiqué commun de l'Association santé environnement France, Robins des toits, Priartem et le Criirem, les logements sociaux collectionnent les antennes relais, certains en comptant jusqu'à 17. La raison : un arrêt du 7 avril 2005 impose l'accord à l'unanimité des propriétaires d'un immeubles avant d'autoriser l'implantation d'une antenne sur son toit. Mais rien ne protège les locataires, ce qui explique que les HLM laissent fleurir sur leurs toits des antennes relais. Les locataires ne sont généralement même pas avertis de la présence d'antennes sur leurs têtes. Il n'y a pas non plus de loi pour protéger les zones sensibles comme les écoles, crèches ou hôpitaux. Un appel déjà soutenu par le sénateur EELV Jean-François Placé et le député PS Jean-David Ciot propose de déposer un projet de loi affirmant six principes fondamentaux : de transparence, de réduction des émissions, de légitimité (plus de pouvoir au maire), de dissociation entre le public et le privé, de zones à protéger (écoles, …), et de gouvernance participative. *Robin des toits, 3, rue d'Amsterdam, 75008 Paris, Tel. : 01 47 00 96 33, www.robindestoits.org.*

Bitume cancérigène

José-Francisco Serrano Andrade est mort en 2008 d'un cancer de la peau. Il a travaillé pendant des années à épandre du bitume pour la société Eurovia (filiale de Vinci). En mai 2010, le tribunal des affaires de sécurité sociale de Bourg-en-Bresse avait reconnu le lien entre son décès et les fumées toxiques du bitume. Le 13 novembre 2012, la cour d'appel de Lyon a confirmé le jugement condamnant l'employeur à verser 200 000 € à la famille. Un jugement qui, on l'espère, modifiera les conditions de travail sur les chantiers des routes.

D. R.



Les Européens ne veulent plus des armes nucléaires US !

Les États-Unis entreposent en Europe 240 bombes nucléaires dans 5 pays, l'Italie, la Belgique, les Pays-bas, l'Allemagne et la Turquie. Les demandes sont de plus en plus pressantes pour éliminer ces armes d'Europe.

La dernière demande en date a été votée le 15 mai 2012 au Parlement italien. A l'unanimité, sur l'initiative d'une parlementaire très active dans ce domaine, Federica Mogherini, il a été voté une motion qui demande l'élimination des armes nucléaires US d'Italie pour réaliser l'«objectif d'Obama» c'est à dire « un monde sans armes nucléaires ».

Les Allemands ont été les premiers à faire une telle demande en 2009. Ces demandes ont été reprises par les parlements belge et néerlandais. En 2010, les ministres des affaires étrangères d'Allemagne, des Pays Bas, de Belgique, du Luxembourg et de Norvège ont adressé une lettre au Secrétaire Général de l'OTAN demandant l'ouverture d'un débat sur les armes nucléaires tactiques des USA présentes en Europe. Façon diplomatique de demander leur retrait !

Le 10 mars 2010, c'est le Parlement Européen qui a voté une résolution sur la nécessité de l'élimination des armes nucléaires US d'Europe, en vue notamment de l'ouverture d'un dialogue avec la Russie. Et le 29 mars 2010, le Conseil de l'Union Européenne a demandé à tous les États ayant sur leur sol ces armes nucléaires de "programmer leur réduction et élimination suivant des procédures vérifiables et irréversibles".

Seuls les Turcs ne demandent pas de retirer les armes nucléaires américaines qu'ils hébergent, mais "ne s'opposeraient pas à un tel retrait". Nuance.

Les Français craignent de retirer ces armes. Citons le rapport 668 du Sénat français, de juillet 2012 : *"Dans l'hypothèse où l'Allemagne opterait en faveur d'un retrait des armes nucléaires tactiques de son territoire, il est très probable que les Pays-Bas et la Belgique suivraient, laissant seules l'Italie et la Turquie en charge du fardeau nucléaire de l'OTAN en Europe. Une telle hypothèse ne risque-rait-elle pas de conduire à un abandon pur et simple des armes nucléaires tactiques en Europe, hors Turquie, laissant la charge aux États-Unis seuls de garantir le fait que l'Alliance resterait malgré tout « nucléaire » ? Si cela advenait, la France et le Royaume-Uni se retrouveraient isolés en Europe".* Les Français sont les seuls (!) à s'opposer au retrait des armes nucléaires américaines d'Europe ! ! Le Royaume-Uni a renvoyé depuis longtemps celles qu'il hébergeait… Et le Sénat français ignorait en juillet 2012 que les Italiens avaient demandé, trois mois auparavant, le retrait des armes nucléaires américaines… L'information circule mal en France !

Maintenir l'arme nucléaire partout et toujours est bien ancré chez nos "politiques". Au sommet de l'OTAN de Lisbonne en 2010, la France s'était opposée à tout retrait. En 2012, au sommet de l'OTAN de Chicago, la France a accepté "le principe d'un débat". Alors, quand le débat va-t-il s'ouvrir ?

Dominique Lalanne
do.lalanne@wanadoo.fr

Vivre ensemble

■ **Seine-et-Marne.** Ecossigny est un projet d'habitat partagé écologique sur un terrain de 4800 m² pour douze familles environ, dans un hameau convivial, près de Gretz-Armainvilliers. Venez construire votre rêve avec nous pour un futur plus simple. *www.ecossigny.fr, habitant@ecossigny.fr.*

■ **Montreuil.** Cherche nouveaux membres pour groupe d'habitat partagé en locatif social. Vous êtes intéressé par un habitat partagé, écolo et solidaire ? Notre groupe sur le haut Montreuil (Seine-Saint-Denis) cherche foyer intéressé pour de la location sociale. Développé en partenariat avec l'office HLM, le projet est en cours de montage. *lepraxinoscope@gmail.com.*

■ **Corse.** Cherche financement pour rachat de part indivise de la propriété et développement d'un éco-lieu en permaculture et ermitage laïque. *Sylvain, tél. : 06 23 74 39 70, Lilliana, tél : 06 15 56 77 40 ou 09 80 45 47 30, lillyfondale@gmail.com.*

■ **Gard.** Nous sommes six foyers du Gard qui travaillent depuis trois ans sur un projet d'habitat groupé écologique intergénérationnel sur un terrain de 5500 m² (+1300 m² de bois) entre Nîmes et Alès. L'achat du terrain est signé, le plan d'aménagement déposé. La construction est prévue à partir de mi-2013. Nous pouvons accueillir quatre foyers supplémentaires. Qui voudrait rejoindre notre groupe ? Plus d'infos : *http://ecohabitergardonnenq.blogspot.com, Chantalpomme30@gmail.com, tél. : 06 16 45 74 57.*

■ **Poitou.** Pour cet hiver, proposons en échange d'une aide à la vie du lieu un studio de 38 m². Pièce de vie comprenant cuisinière à bois, eau, électricité. Salle de bains et toilettes sèches séparées. *Le petit comité, tél. : 05 49 04 27 28.*

■ **Gard, Ardèche ou sud Loire.** Projet d'habitat collectif en cours. Cherche personnes intéressées, prévoir 15 000 euros pour l'achat d'un lieu en multipropriété ou association. Orientation simplicité volontaire, écologie, optimisme, joie de vivre, sobriété, solidarité intergénérationnelle, créativité. Objectif à terme : autonomie matérielle maximum, résilience, transition. Si désir d'habiter autrement, contacter par courrier postal : *Thierry Delpit, 27, rue Olivier-de-Serres, 07250 Le Pouzin.*

■ **Gers.** Projet d'habitation partagé sur ancienne ferme, 2,5 hectares, quatre familles maxi. SCI ou Coop. d'habitation. *Tél. : 09 52 95 71 18.*

■ **Hauts-de-Seine :** Vous voulez passer quelques jours dans la région parisienne en étant logé chez l'habitant ? Je vous propose une chambre indépendante dans mon appartement au même tarif que l'auberge de jeunesse au moment de la demande. A cinq minutes du métro Gabriel-Péri (ligne 13 - Gennevilliers 92). Proche de toutes gares. Je suis également intéressée par des échanges d'appartements pour week-ends et vacances ou prêt d'appartement contre services, en Bretagne de préférence mais j'étudie toute autre proposition. *Contact : eucalyptus9293@hotmail.fr (et non .com comme annoncé dans le n° d'octobre).*

■ **Yonne :** maison de village 160 m² avec cour intérieure à partager avec retraité de la presse, 62 ans. Aimant peindre, faire des ballades (un ou deux "l"), jouer de la guitare. A 36 km d'Auxerre dans un très beau village avec café, boulangerie, épicerie ; à 3 km d'une gare sur la ligne Paris-Clamecy (et non Chambéry). *Jean-Louis, tél. : 03 45 02 11 23, banboui@yahoo.fr (et non bonboui comme écrit dans le n° de novembre).*

Agir ensemble

■ **Drôme-Ardèche.** Nous sommes deux musiciennes amatrices (guitare et trompette) désireuses de rencontrer d'autres musicien(ne)s pour constituer un groupe (style néotrad à danser, musique de l'Est… ou autre !). *Contact : deuxpassages@gmail.com.*

Rencontres

■ Homme, soixantaine, aimant lire et écrire, cherche nouvelles amitiés, hommes et femmes, région Yonne de préférence, pour relations ludiques, sans dieu, sans maître, pour nous prêter des livres, faire du naturisme au soleil, organiser des soirées de lecture à haute voix, nous amuser à des jeux de société. Par delà les préjugés, les lieux communs, les jugements de valeur, peu importent les âges de la vie, seules les attractions affinitaires comptent. *Envoyez courriels à : thx11382@gmx.fr.*

Emploi

■ **Lyon.** L'espace culturel international KoToPo à Lyon 1er propose un poste de chargé-e d'administration. 35 heures/semaine annualisées en 37 (neuf semaines de congé/an). Salaire : SMIC la première année, évolutif ensuite. Horaires partiellement en soirée et un samedi/mois. Réel intérêt pour les langues, l'interculturel et les modes de consommation plus responsables, connaissances informatiques attendues. Priorité donnée aux personnes éligibles aux CUI mais contrat de type classique envisageable. Poste à pourvoir le 1er février 2013. *Contacts: kotopo@freesurf.fr. Pour mieux nous connaître : www.kotopo.net …et bien sûr sur place : Kotopo, 14, rue René-Leynaud, 69001 Lyon, tél. : 04 72 07 75 49.*

Formation

■ L'école d'agriculture durable et l'Itan, institut technique de l'agriculture naturelle, dispensent des formations par correspondance, en adaptant l'agronomie de M. Fukuoka au contexte agricole français. Les capacités acquises visent l'autonomie alimentaire, l'amélioration des pratiques professionnelles agricoles et la construction d'un projet économique viable en milieu rural. Public : jardiniers, professionnels, étudiants. *Plus d'infos : www.itan.fr, contact : ecoformation1@gmail.com, tél. : 09 81 94 26 90.*

Divers

■ Donne la revue *Prescrire* (année 2010 sauf mars) contre frais de poste. *Tél. : 01 42 19 03 13.*

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



 santé  politique, société   fêtes, foires, salons  éducation  vélo   S!lence

dans la rue · habitat · nord / sud · Bio bio formation · décroissance

femmes · paix · énergies   environnement · films, spectacle, culture

Rhône-Loire - Formation à la non-violence

L'IFMAN, Institut de formation du mouvement pour une alternative non-violente, de Rhône-Loire propose les formations suivantes :

• **Exercer une autorité éducative,** mercredis 16, 23 et 30 janvier à Vénissieux.

• **Sanctionner sans punir,** 18 et 19 mars à Vénissieux

• **Communiquer et faciliter la relation,** 11 et 12 avril à Vénissieux

• **Développer les compétences psycho-sociales,** 27 et 28 mai, 20 et 21 juin à Vénissieux

• **Réagir à l'agressivité,** 3 et 4 juin à Saint-Étienne ou 19 et 20 septembre à Vénissieux

Ifman RL, 20, rue de l'Ancienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 09 71 33 35 48 et 04 72 00 04 74, www.ifman.fr.



Alsace : Ecotidienne

• **Fabriquer ses produits ménagers,** 11 janvier à Haguenau

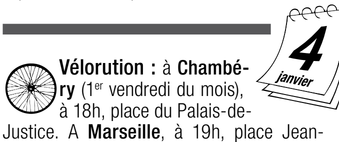
• **Faire sa bière chez soi,** 12 janvier

Programme détaillé : *Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.*

Genève : sixième année pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. *Pour participer : Paul Roullaud, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.*

Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport, plusieurs maisons à occuper, camping sur place possible. Rejoignez les 200 personnes qui occupent les lieux en permanence. *Contact : reclaimthezad@riseup. Informations : www.reclaimthefields.org ou http://zad.nadir.org. Chèques de soutien à l'ordre des Amis de la Conf', en spécifiant Action Notre-Dame-des-Landes. Amis de la Conf', 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet.*

Valence : Primo Levi, de la survie à l'œuvre, jusqu'au 27 janvier 2013, exposition avec un témoignage exceptionnel sur les centres concentrationnaires. *Centre du patrimoine arménien, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00.*



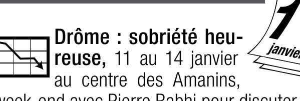
Vélorution : à **Chambéry** (1er vendredi du mois), à 18h, place du Palais-de-Justice. A **Marseille**, à 19h, place Jean-Jaurès.

5 janvier

Vélorution (1er samedi du mois), à **Paris**, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilori ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Rennes**, à 15h, place Hoch ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! *Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : http://velorution.org.*

8 janvier

Jura : Silence, on cause, (2e mardi de chaque mois) de 19h à 20h30, collation-débat à l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier, débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local". *Contact : delatour.dominique@wanadoo.fr, tél. : 06 82 16 08 87.*



Drôme : sobriété heureuse, 11 au 14 janvier au centre des Amanins, week-end avec Pierre Rabhi pour discuter de ce que peut être un besoin, ce que peut être "assez", ce que pouvoir dire "être satisfait" sans tomber dans la croissance indéfinie. *Les Amanins, Les Rouins 26400 La Roche-sur-Grane, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.*



Lyon : l'éclatement syndical (1980-1990), 12 janvier 2013 à 15h, avec Sophie Béroud, à la librairie *La Gryffe, 5, rue Sébastien-Gryphe, tél. : 04 78 61 02 25, www.lagryffe.net. (m° Saxe-Gambetta).*

14 janvier

Nantes : transition énergétique. 14 janvier à 18h (2e lundi du mois), réunion à *Adda, 5 bis, rue de la Carterie.*

17 janvier

Lyon : expédition de S!lence, 17 et 18 janvier. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Bordeaux : Silence, on cause ! A 19h, (3e jeudi du mois) un rendez-vous ouvert à tous pour discuter du thème du dossier du mois de la revue *S!lence*. L'entrée est gratuite et on propose de la soupe et des tisanes à prix libres. *Le Samovar, 18, rue Camille-Sauvageau, quartier Saint-Michel, à Bordeaux, lesamovar@no-log.org, www.lesamovar.ouvaton.org.*



Reims : Réseau sortir du nucléaire, 19 et 20 janvier, assemblée générale des représentants des groupes adhérents. Préparation de la manifestation du 9 mars. Stratégie et actions futures. *Réseau sortir du nucléaire, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04, http://ag.sortirdunucleaire.org/AG-2013.*

21 janvier



Eure-et-Loir : festival écofilm, 21 au 26 janvier, 8e édition, à la salle des fêtes de Vernouillet. Premier film en ouverture "Les alimenteurs" ("Food inc" en américain) de Robert Kenner qui dénonce les dérives de l'industrie agroalimentaire. *Renseignements : tél. : 02 37 62 80 79, www.vernouillet28.fr, michael.vallee@vernouillet28.fr.*

22 janvier

Carcassonne : Nous sommes tous grecs ! 22 janvier à 18h au Chapeau Rouge, rue Trivalle, Conférence débat avec Yannis Youlountas, journaliste franco-grec, suivi d'un concert. *http://amd11.free.fr.*

23 janvier

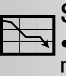


Paris 20e : Festival bobines sociales, 23 au 29 janvier, au studio de l'Ermitage, 8, rue de l'Ermitage (M° Jourdan). Festival de films sur les questions sociales. *www.bobines-sociales.org.*

24 janvier



Paris 15e : tribunal populaire des banques, 24 janvier à 20h, au Nouveau patronage laïque, 61, rue Violet, (M° Commerce), sur une idée d'ATTAC France. *Cie NAJE, 16 rue des Coquelicots, 92160 Antony, tél. : 06 82 03 60 83.*



Savoir-faire et découverte

• **Rhône-Alpes : L'isolation phonique écologique** le 18 janvier à Grenoble (38)

• **Aquitaine : Atelier de design de permaculture** du 19 au 20 janvier à Saint-Pierre-de-Frugie (24)

• **Haute-Normandie : Les meubles en carton** du 21 au 23 janvier à Bernay (27)

• **Nord-Pas-de-Calais : Le feutrage de la laine** du 26 au 27 janvier à Brêmes-les-Ardres (62)

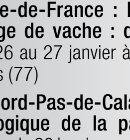
• **Rhône-Alpes : Pain au levain naturel au feu de bois** le 26 janvier à Uriage (38)

• **Rhône-Alpes : Osez la vannerie** du 26 au 27 janvier à Pierre-Bénite (69)

• **Ile-de-France : Du pâturage au fromage de vache : devenez connaisseur** du 26 au 27 janvier à Saint-Mars-Vieux-Maisons (77)

• **Nord-Pas-de-Calais : Approche technologique de la panification traditionnelle** du 28 janvier au 1er février à Clarques (62)

Extrait des stages proposés par *Savoir-faire et découverte, tél. 02 33 66 74 67, contact@lesavoirfaire.fr, www.lesavoirfaire.fr.*





Lyon : NAZ, 25 janvier 2013 au Marché Gare à 20h. Spectacle de théâtre, récit douloureux qui nous fait entrer dans l'intimité d'un jeune « naz » d'extrême-droite. Ils arborent des signes maudits, se rasent le crâne, ont des nuits de baston… Le reste du temps, ils sont parfois bons élèves, bons potes sportifs, sympa même. Mais ils ont peur de l'avenir, n'ont pas de présent et rêvassent d'un passé qu'ils idéalisent. *Marché Gare, 32, rue Casimir-Périer, Lyon 2e. Informations : MJC du Vieux Lyon, 5, place Saint-Jean, 69005 Lyon, tél. : 04 78 42 48 71, www.mjcduvieuxlyon.com.*



Vaucluse : coopération et partenariat, 26 et 27 janvier, formation pratique pour acquérir des compétences relationnelles afin d'agir ensemble. *A Grambois, organisé par l'IFMAN, 4, avenue de Saint-Bonnet, 04350 Malijai, tél. : 04 86 89 22 86, ifman.med@no-log.org, www.ifman.fr.*



Hautes-Alpes : charpente fermes sur poteaux, 28 janvier au 1er février. Stage de formation tout public. *Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.*



Drôme - Rencontres de l'écologie

Du 19 janvier au 8 février 2013, les rencontres de l'écologie se tiennent à la salle polyvalente de Die sur le thème Les Utopies en marche.

Extraits du programme :

• **Samedi 19 :** visite d'installations solaires thermiques et photovoltaïques

• **Vendredi 25 :** débats sur véhicule partagé, agir contre la disparition des abeilles, comment animer un journal TV participatif local, un siècle de protection des oiseaux, Marinaleda village espagnol autogéré…

• **Samedi 26 :** repas partagé sur le marché de Die, visite d'une maison en écoconstruction, débats sur le revenu de base inconditionnel, la Biovallée un territoire école, votre bébé à tant à dire…

• **Dimanche 27 :** film *La Colombine,* débats : osons la psychiatrie citoyenne.

• **Lundi 28 :** débats spiruline, accaparement des terres, souveraineté alimentaire, transition énergétique et scénario Négawatt.

• **Mardi 29 :** atelier la santé au féminin, débats des Forêts et des hommes.

• **Mercredi 30 :** débats une Maison des projets dans le Diois, changer le regard sur la vieillesse et le handicap, le compostage, épargne solidaire, monnaies locales complémentaires, gaz de schistes, visite du centre agroécologique des Amanins, film *Quels enfants laisserons-nous à la planète.*

• **Jeudi 31 :** table-ronde sur la permaculture, débats sur non-violence et désobéissance, toilettes sèches, réduction de la viande dans l'alimentation.

• **Vendredi 1er février :** débats sur les traces de Boimondeau, comment l'agroécologie peut nourrir le monde.

• **Samedi 2 :** journée écohabiter ensemble avec présentation de nombreuses initiatives, visite d'une maison en bois, débats de Jean-Marie Pelt : la raison du plus faible, crise économique et démocratie.

• **Dimanche 3 :** ateliers naturalistes, pratiques d'écoconstruction, débats sur l'écoconstruction, table-ronde sur OGM et lanceurs d'alerte.

• **Lundi 4 :** cercle de parole "les utopies en marche"

• **Jeudi 7 :** 3 films + débat sur la transition en Val de Drôme

• **Vendredi 8 :** clôture autour du film *Les Moissons du futur* de Marie-Monique Robin.

Programme complet : *www.ecologieauquotidien.fr.*

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lecteurs soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de Silence : www.revuesilence.net.



La brève « Pourquoi vote-t-on jusqu'à sa mort ? » fait réagir !

Un petit message pour vous dire tout mon plaisir à lire la revue *Silence* et… mon agacement en parcourant l'article intitulé "Pourquoi vote-t-on jusqu'à sa mort ?". Même si l'interrogation me semble pertinente, le ton et surtout l'expression "voir les files de vieux et vieilles" m'a choqué : et pourquoi pas les files d'handicapés ? Et, selon les points de vue, de jeunes aux cheveux longs et piercings,… Attention aux stéréotypes ! Si cette question est bien entendu légitime, elle doit être posée avec toute la rigueur intellectuelle dont *Silence* me semble être un très bon exemple !

Fabienne Vayrette
Gers

Merci mille fois au rédacteur de l'article "Pourquoi vote-t-on jusqu'à sa mort ?" (*Silence* n°406 p.24). Je lui suggère pour les prochains numéros : Pourquoi vote-t-on quand on est une femme ? Pourquoi les noirs ont-ils le droit de vote (et les pauvres, les arabes…). Le système est inépuisable. (…)

B. Montagnon
Drôme

Je voulais répondre à cet article en argumentant, mais il contient tellement de mépris et de venin que cela n'en vaut pas la peine. A 64 ans, je ne serai bientôt plus apte à voter. Avec ce qu'il me reste de lucidité je vais réfléchir au renouvellement de mon abonnement à *Silence*.

Elyette Amiot
Deux-Sèvres

Il faut bien que jeunesse se passe. Mais ce n'est pas une raison pour publier n'importe quoi. Je me suis abonnée à une revue qui traite d' "écologie, alternatives et non-violence". Si j'avais eu envie de recevoir dans ma boîte aux lettres des résidus de poubelle mentale, je me serais adressée ailleurs. Plus que déçue, plus que choquée (…), je vous demande de vous interroger un bon coup sur les valeurs qui lient votre lectorat. Et de nous expliquer ce que ce gag fait dans votre revue.

Marie Gallon
Gironde

Silence : **Nos excuses pour cette formulation qui manquait de respect. Nous espérons toutefois que nous pourrons poursuivre ce débat car le sujet mérite réflexion.**

Avaaz

Nouvel abonné, je suis tombé sur l'article sur Avaaz (*Silence* n°405 p.25). Les infos que vous donnez sur le dirigeant d'Avaaz quoique plutôt surprenantes sont celles que l'on trouve à son nom sur wikipedia. Ce qui aurait été intéressant si vous connaissez des gens qui y ont travaillé c'est de savoir les résultats de leurs multiples pétitions (plutôt intéressantes). Pour le reste, ma foi, c'est internet !

Paul Jacquin
Drôme

Silence : **si des lecteurs, lectrices connaissent des pétitions d'Avaaz qui ont eu de l'effet, nous sommes preneurs de l'info…**

Se réapproprier les murs des lycées

J'ai bien reçu votre n°404 sur "Se réapproprier l'espace public". Espérons que des citoyens auront la bonne idée de vous communiquer leur propre démarche active pour la mise en valeur dudit espace.
Les exemples cités : vélorution, déboulonneurs, etc., tentent bien une réappropriation : ce qui veut dire que l'espace public a déjà été accaparé par des privés... et les militants ou motivés engagés contre cet accaparement savent combien il est compliqué de chasser celui qui s'est installé !
Je crois que vous aviez signalé dans un de vos numéros (en 2005 ?) une autre approche, mise en route par RAP (Résistance à l'Agression Publicitaire). Au lieu d'attendre que le privé occupe nos espaces publics, faisons en sorte, par anticipation, qu'il ne puisse pas s'y installer ! Et c'est quand même plus facile à mettre en place puisque nous choisissons notre terrain de luttes au lieu d'aller, par exemple, contrer les pubards sur le leur !
Rappel : 2 ou 3 lycées publics avaient eu la bien mauvaise idée de laisser à des agences de pub les murs des établissements comme supports à des panneaux publicitaires.
De 2005 à 2008, plus de 1500 antipub ont donc écrit aux présidents des Conseils Généraux (propriétaires des murs des collèges publics) et des Conseils Régionaux (propriétaires des murs des lycées publics) pour qu'ils s'engagent "par avance" à refuser toutes propositions des agences de pub visant à occuper LEURS murs !
Sur 125 présidents, devinez combien ont répondu positivement à la demande de RAP "Pas de pub privée sur les murs publics des collèges et des lycées publics" ? 18 - 47 - 83 - 91 - 110 - 120 ? (Voir plus bas). Cette idée "d'anticipation" exprimée dans un de vos prochains numéros mériterait bien une petite place dans vos lignes ! Au plaisir de vous lire

Pierre Nicolas
Drôme

Le résultat est : 110. Voir sur le site : http://www.antipub.org, rubrique enfance/école.

Femmes de ménages

J'ai été surprise de lire dans l'article sur le "retour des femmes de ménages" (n°395 p.21) : "les premiers employeurs de ces femmes sur-exploitées sont des femmes ayant un salaire important". S'agit-il donc seulement de femmes qui vivent seules ou en couple avec une autre femme ? Car si elles ont aussi un compagnon, pourquoi dire que ce sont elles qui emploient et non le couple, puisque la femme de ménage (je suppose qu'il n'y a pas d'homme de ménage ?) va nettoyer un logis où vit aussi un homme et ramasser ses chaussettes ?
J'admets que ce soit souvent une femme qui emploie officiellement mais elle le fait tout simplement parce que, là encore, c'est son boulot. Son choix de femme est soit de faire le ménage, soit de le faire faire, responsable, dans ce cas, des démarches, de la sélection, du contrôle, du paiement et des embêtements s'il y en a. Monsieur n'a pas à s'en préoccuper : le ménage se fera !
J'ai un voisin qui a eu l'audace de me dire que sa femme pouvait bien "s'offrir" une femme de ménage puisqu'elle avait, ailleurs, des habitudes de consommation frugales. Evidemment, le ménage n'avait rien à voir avec lui. Donc, en présentant la chose comme vous le faites, vous attaquez la femme au "salaire important" sur deux fronts. Vous la blâmez seule pour ce retour des domestiques et leur sur-exploitation, ce qui ne peut se justifier. Et vous oubliez de mentionner le contexte profondément sexiste qui fait que, dans un couple, ce sont les femmes qui emploient des domestiques. Les hommes, après tout, ont la femme à la maison comme domestique et ils n'ont même pas besoin de la payer !
Je crois que, tout bien considéré, votre remarque est sérieusement sexiste. Le fait que vous ne l'ayez pas vu est également symptomatique du problème. On n'est pas sorties de l'auberge !

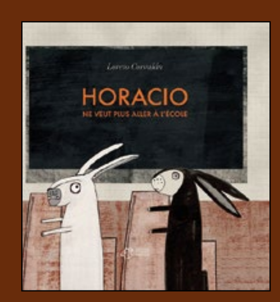
Jocelyne Fortin
Gard

Silence : **merci de nous aider, par vos remarques, à lutter contre nos visions sexistes.**

Livre jeunesse du mois

Horacio ne veut plus aller à l'école

Loreto Corvalan
Ed. Thierry Magnier
2012 – 32 p. - 13,50 €



Horacio n'a pas la peau de la même couleur que les autres élèves de sa classe. Ceux-ci le mettent à l'écart, le frappent. Horacio ne veut plus aller à l'école, ne veut plus manger, ne veut plus vivre… L'instituteur organise alors un cours pour expliquer ce qu'est la discrimination, et les choses peuvent alors changer. Un livre extrêmement touchant, direct, illustré avec une sobriété remarquable, à ne manquer sous aucun prétexte. *Dès quatre ans.* GG

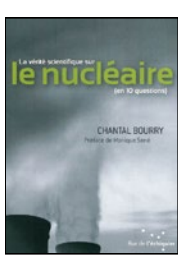
L'Apprentissage informel expliqué à mon inspecteur



Claudia Renau
Ed. L'Instant Présent
2012 - 57 p. - 5 €

Des familles pratiquent "l'instruction" hors de l'école, sous forme d'apprentissages autonomes, fondés sur les interactions naturelles de l'enfant avec ce et ceux qui l'entourent. Cette conception, bien loin du modèle scolaire dirigiste, suscite notamment l'incompréhension des représentants de l'institution. Ce petit livre recentre la réflexion sur la caractéristique principale de tout apprentissage : le moment juste, propre à chaque apprenant. Hors de ce moment, tout enseignement est inutile, voire néfaste. Idée étayée de références à des pédagogues avérés. Le contrôle par l'inspecteur est alors envisagé pour ce qu'il devrait être : non pas des tests sur les connaissances de l'enfant, mais la vérification que son droit à l'instruction est respecté (et non l'obligation d'instruction). Les textes légaux et réglementaires sont rappelés, ainsi que des pistes pour un approfondissement. Pour les inspecteurs, pour les parents et pour tous les curieux qui se posent des questions sur la meilleure façon d'apprendre. JPL

La vérité scientifique sur le nucléaire



Chantal Bourry
Ed. Rue de l'échiquier
2012 - 208 p. - 14 €

Cet ouvrage permet une approche très claire et compréhensible du fonctionnement de l'énergie nucléaire, notamment en France. De l'explication de ce qu'est la radioactivité, en passant par les coulisses du système d'exploitation de cette filière, l'auteur prévoit la fin de cette production d'électricité comme inévitable : trop chère, donc pas rentable, ressources en uranium limitées, déchets et dangers… Le transfert du budget alloué au nucléaire vers les énergies renouvelables n'est pourtant pas encore une priorité. De forts intérêts financiers sont en jeu et bloquent en France une évolution des mœurs et des habitudes. La lutte reste entière pour déjouer les politiques qui plus que jamais cultivent le "mensonge" pour calmer les inquiétudes, les prises de conscience. EG

Le cohabitat

Reconstruisons des villages en ville

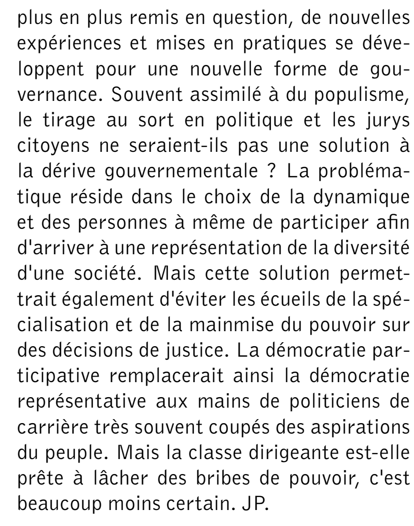
Matthieu Lietaert
Ed. Couleur livres
2012 - 154 p. - 17 €

Le cohabitat peut se définir ainsi : processus de participation pour la conception, celle-ci est prévue pour faciliter la mise en commun de services et les relations entre habitants, ceux-ci assurent eux-mêmes la gestion de l'ensemble. Après une première partie théorique qui fait l'impasse sur les initiatives d'avant 1968 (il existe des réalisations qui datent du milieu du dix-neuvième siècle ! mais qui ne prenait en compte que l'aspect social alors qu'ici le côté écologique est pris en compte), le livre présente des exemples concrets au Danemark, en Grande-Bretagne, en Suède… L'essai est une juxtaposition d'entretiens, avec des répétitions et cela reste assez général. La dernière partie est consacrée aux conseils pour créer une initiative de cohabitat… surtout consacrée à la gestion de groupe. Si c'est un point fondamental dans la démarche, c'est loin d'être le seul. La vidéo de 35 mn qui est fournie avec le livre est très stimulante. FV.

Petite histoire de l'expérimentation démocratique

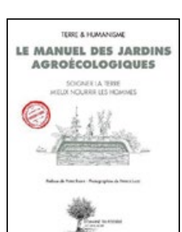


Yves Sintomer
Ed. La Découverte
2011 - 296 p. - 11 €



De l'Antiquité à nos sociétés actuelles, le tirage au sort en politique a connu des hauts et des bas. Aujourd'hui, alors que les systèmes politiques sont de plus en plus remis en question, de nouvelles expériences et mises en pratiques se développent pour une nouvelle forme de gouvernance. Souvent assimilé à du populisme, le tirage au sort en politique et les jurys citoyens ne seraient-ils pas une solution à la dérive gouvernementale ? La problématique réside dans le choix de la dynamique et des personnes à même de participer afin d'arriver à une représentation de la diversité d'une société. Mais cette solution permettrait également d'éviter les écueils de la spécialisation et de la mainmise du pouvoir sur des décisions de justice. La démocratie participative remplacerait ainsi la démocratie représentative aux mains de politiciens de carrière très souvent coupés des aspirations du peuple. Mais la classe dirigeante est-elle prête à lâcher des bribes de pouvoir, c'est beaucoup moins certain. JP.

Le Manuel des jardins écologiques

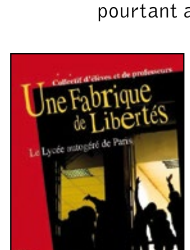


Terre et Humanisme
Actes Sud
21012 - 185 p. - 29 €

Pierre Rabhi rappelle, dans sa préface, la formule : "rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme" pour présenter le principe de l'agroécologie. Le reste de l'ouvrage en développe la mise en œuvre, de manière détaillée et richement illustrée. Dans le potager : sol et fertilisants, paillages, arrosage, taille, multiplication et semences, récolte et conservation… Le travail conduit dans ce domaine, depuis des années, notamment en Ardèche, au Mas de Beaulieu, en Cévennes, au Maroc et au Mali, présenté ensuite, témoigne de sa réalité et de son efficacité. Une petite vingtaine de fiches techniques, un glossaire, une étude comparative, une bibliographie, complètent un ouvrage déjà dense, mais toujours clair. Comme son titre l'indique, il s'agit d'un manuel pour le jardin. On n'y trouve donc logiquement rien, si ce n'est en filigrane, sur les dimensions philosophiques, politiques ou sociales de l'agroécologie auxquelles son zélateur infatigable nous a pourtant accoutumés. JPL

Une fabrique de liberté

Le Lycée autogéré de Paris



Collectif d'élèves
et de professeurs
Ed. Repas
2012 - 432 p. - 23 €

La première partie de cet ouvrage laisse la parole à des professeurs et des élèves qui ont participé ou participent toujours à cette aventure initiée en 1982. Chacun présente ainsi sa vision du fonctionnement et le pourquoi de son implication dans ce lycée. La deuxième partie nous relate l'historique de la création de cet établissement à une époque où tous les espoirs de voir se développer un nouveau type d'éducation étaient permis. Avec 30 ans de vie, de survie, le Lap reste un modèle du genre, une utopie qui continue à se concrétiser par des pratiques en constante évolution avec la participation de l'ensemble des participants. Une expérience hors du commun qui nous permet de prendre connaissance d'un fonctionnement alternatif qui aborde des questions de société, d'éducation et de rapports humains. JP.

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/ Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris.** Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

B.D.

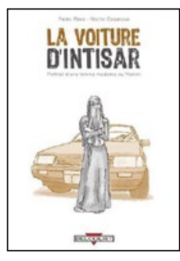
HSE Human stock Exchange

Xavier Dorison et Thomas Allart
Ed. Dargaud
2012 - 56 p. - 14 €



Alors que toutes les bourses s'écroulent, que les émeutes se multiplient, une nouvelle bourse voit le jour qui cote des humains. Félix Fos, vendeur de voitures, tente sa chance dans ce monde où l'on peut spéculer sur tout. Le scénario est bien dense et exagère à peine la situation de crise actuelle (on retrouve des idées de *Soleil Vert*). Le dessin est efficace. Comme l'explique le fondateur de la bourse en question : cela n'est que l'extension de ce que l'on fait déjà avec les artistes ou les sportifs de haut niveau. Seul bémol : la crise écologique n'est pas prise en compte et la fin du pétrole bon marché pourrait rendre ce scénario presque trop gentil. MB.

La voiture d'Intisar



Pedro Riera et Nacho Casanova
Traductrice : Aliénor Benoist
Ed. Delcourt
2012 - 200 p. - 15 €

Intisar est une jeune femme du Yémen qui essaie de se libérer du carcan de la société patriarcale. Et comme elle n'y arrive pas toujours, elle se défoule au volant de sa voiture en provoquant les conducteurs mâles, dans les rues de la capitale Sanaa. Pedro Riera a vécu un an dans cette ville et a découvert une société coupée en deux. Il accompagnait sa femme en mission dans le pays. Grâce à elle, il a pu collecter des histoires de vie de femmes dont il s'est ensuite servi pour construire ce personnage imaginaire... avec le souci de rendre les femmes réelles inidentifiables. Le résultat est passionnant : un bon dessin vaut mieux qu'un long discours ! Et le chemin vers l'égalité dans ce pays sera encore long ! MB.

Musique

Et alors ?

Jagas

Auto-édition, www.jagas.fr
2012 - 6 titres
Prix libre aux concerts

Entre funk et rock énergique à la Noir Désir, Jagas ne fait pas dans le détail avec des textes appelant à prendre conscience de la misère de travailler à l'usine, En six titres ils présentent déjà tout un panel de revendications avec une approche tantôt poétique tantôt plus agressive. Pour les avoir découverts lors du festival du film Résistances, sur scène ils ne mâchent pas leurs mots et leur musique fait bouger autant les corps que les consciences. Ni punk, ni commercial, les membres du groupe font partie de la relève des chansons à textes à la suite des Ogres de Barback, la Rue Ketanou pour lesquels ils ont officié en tant que première partie. Et c'est la rage du militant qui les anime et qu'ils présentent dès le premier titre qui met les pendules à l'heure. JP.

Films

Animal Liberation Front



Jerôme Lescure,
A fleur de peau, France
2012 - 93 mn.

Pourquoi Franck Kovick se retrouve-t-il, le jour de Noël, en garde à vue ? A partir de la confrontation entre cet homme et le lieutenant chargé de l'interroger, on découvre l'action du mouvement de libération animale à travers une action nocturne dans un chenil. Des va-et-vient dans le passé et le futur permettent de mieux comprendre la logique et le parcours des militant-e-s. A travers la fiction, une réflexion ouverte sur les logiques activistes, la non-violence, et un plaidoyer contre les conditions de traitement des animaux dans nos sociétés. Intéressant entre autres pour amener le débat avec des personnes non-sensibilisées. GG

Les femmes du bus 678

Mohamed Diab
Pyramide (Egypte)
2012 - 98 mn

En Egypte, trois femmes de milieux différents sont confrontées à diverses formes de harcèlement sexuel. Chacune a sa manière d'y réagir, selon ses ressources et son histoire. Toutes trois vont être amenées à se rencontrer. De nombreuses problématiques s'entrecroisent dans cette fiction axée sur les moyens d'autodéfense que les femmes peuvent mettre en place pour se faire respecter dans une société patriarcale. Le résultat est jouissif ! On suit avec passion les protagonistes dans leur parcours libérateur, mais sans simplisme ni optimisme injustifié. Le film n'a rien d'un tire-larmes et malgré le fond dramatique, on rit souvent. Une histoire inspirée de la réalité historique ayant mené aux premières condamnations pour harcèlement sexuel en Egypte. Précisons que la problématique exposée concerne tout autant les pays européens, ce qui en fait une excellente introduction pour débattre du harcèlement sexuel ou de l'autodéfense des femmes. GG

Nous avons également reçu...

■ **Les enfants de Jessica,** *Brunschwig et Hirn, éd. Futuropolis, 2012, 56 p. 13 €.* Que se passerait-il si un président vraiment de gauche était élu à la tête des Etats-Unis ? Eh bien, il se heurterait tout de suite aux milieux financiers qui le menaceraient de devoir rembourser l'énorme dette du pays ! Dans cette BD, le nouveau président va donc devoir désavouer sa ministre la plus populaire pour rester au pouvoir... En France, cela donnerait "le changement ce n'est pas pour maintenant".

■ **Les cercles du mystère T1,** *Makyo & Laval, éd. Delcourt, 2012, 56 p. 14,30 €.* Un scénario qui tourne autour des phénomènes des crop circles, ces dessins géométriques qui apparaissent dans les champs. Canular ou messages extraterrestres ? Un prétexte pour lancer une nouvelle série avec quelques pouvoirs paranormaux.

■ **Le développement peut-il être durable ?** *Henry Augier, éd. Sang de la Terre, 2012, 304 p. 23,90 €.* Commençant par rappeler l'historique du terme et son aspect positif : une prise de conscience universelle, l'auteur montre ensuite la récupération dans la communication des entreprises. Il prône alors un bonheur durable, mais sans guère proposer de solutions, sinon de s'ouvrir aux propositions des associations.

■ **Le lien - Violence sur les animaux et les humains,** *sous la direction de A. Linzey, éd. One Voice, 2012, 440 p. 20 €.* Plusieurs études tendent à démontrer que la violence et la cruauté envers les animaux peuvent être un indicateur de futurs comportements similaires sur les humains. Cette piste demande encore des études approfondies mais, de la philosophie à l'éthique, de la psychologie à la criminologie, tout converge actuellement pour que ce lien soit validé. Le livre se termine par des articles sur les questions morales et sur des projets de loi pour les droits des animaux et de sensibilisation des professionnels de la petite enfance, des vétérinaires et des citoyens.

■ **Une vie de racontars,** *Jorn Riel, éd. Gaïa, 2012, 158 p. 19 €.* Seize histoires chronologiques nous font vivre la vie de l'auteur, entre anthropologie et initiation rocambolesque au quotidien. Au fil de ses multiples aventures, sublimées pour quelques-unes, poétiques et drôles dans tous les cas, nous partons par de petits bonds géographiques à la découverte du Grand Nord, en passant par l'Europe et l'Afrique. Mais c'est surtout lorsqu'il aborde le Groenland que l'auteur nous subjugue de ses rencontres et de sa prose littéraire. Une biographie des plus savoureuse, à lire au coin du feu !

■ **L'anniversaire à l'envers,** *Gaël Aymon et Caroline Modeste, Talents Hauts, 2012, 48 p., 8 €.* Dès six ans. Clarisse invite ses ami-e-s à son anniversaire, mais c'est sa cousine Priscilla qui prend les choses en main et prépare une fête rose-bonbon, les filles d'un côté et les garçons de l'autre. Clarisse va-t-elle arriver à renverser la tendance ?

■ **Les souliers écarlates,** *Gaël Aymon et Nancy Ribard, Talents Hauts et Amnesty International, 2012, 18 p., 13,80 €.* Le récit très joliment illustré d'une princesse sous la coupe d'un mari violent et qui tente de s'échapper de sa tyrannie. Un récit un peu tortueux mais une sensibilisation importante au sujet de la violence conjugale.

■ **Le temps de la décroissance,** *Serge Latouche, Didier Harpagès, éd. Le bord de l'eau, 2012, 90 p. 8 €.* Réédition de ce livre présenté en livre du mois dans notre numéro de l'été 2010. La relation entre le temps, le capitalisme, l'accélération et la croissance.

■ **L'espace des mouvements sociaux,** *Lilian Mathieu, éd. du Croquant, 2011, 288 p. 20 €.* D'une approche toute universitaire cet ouvrage retrace et commente les mobilisations et mouvements sociaux en France. En étudiant les similitudes d'organisation et de fonctionnement d'événements nationaux, de mai 68 à la réforme des retraites, l'auteur montre la place des organisations, principalement syndicales, dans la politique du pays.

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue. Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-dessous ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e…

Rejoignez un relais local

> **Aube.** Labo univ'X (groupe Silence) 15b, rue Henri Lemasson, 10000 Troyes, rencontres3@gmail.com, tél. : 06 66 56 01 60 http://rencontres3.free.fr

> **Ariège et sud Haute-Garonne.** Jean-Claude, tél. : 05 61 04 92 67, jeanclaude.geoffroy@orange.fr

> **Besançon.** Martine Lionnet tél. : 03 81 83 35 95

> **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83

> **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30

> **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr

> **Hérault.** Valérie Cabanne tél. : 04 99 64 32 44 cabvalerie@yahoo.fr

> **Paris.** Mireille Oria, 52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83

> **Saône-et-Loire.** Michel à Saint-Boil tél. : 03 85 44 06 40 ; Annabelle à Chalon sur Saône tél. : 03 85 93 57 54 silence71@orange.fr

> **Val-de-Marne.** groupesilence94@voila.fr

Devenez Réd'acteur

S!lence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous… c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet *www.revuesilence.net* à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, **vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit**.

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *S!lence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous souhaitez tenir un stand lors d'une manifestation qui a lieu près de chez vous, contactez-nous.

Vous tenez un stand *S!lence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, **un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !**

**Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec* S!lence *!*

Devenez Don'acteur

Silence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Pour tout don à Silence à partir de 15 €, vous recevrez un reçu fiscal qui vous permettra, si vous êtes imposable, de bénéficier d'une **réduction d'impôt égale à 66 %** du montant de votre don.



















Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 - Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h
Dépositaires, stands et gestion : Béatrice Blondeau : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires :
IBAN : FR76 4255 9000 1121 0257 7250 350 - Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à **Les Amis de la Terre** – Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39
IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Editeur : Association S!lence - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640 - **Date de parution :** 1e trimestre 2013 - **Tirage :** 5500 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Caroline Bojarski, Delphine Boutonnet, Frédéric Burnel, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Rafaël Trapet - **Directrice de publication :** Marie-Pierre Najman - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Guillaume Gamblin, Emilienne Grossemy, Marie-Pierre Najman, Gaëlle Ronsin - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret www.free-pao.fr - **Dessins :** Coco, Lasserpe - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité - **Photographes :** Georges Bartoli, Gogo Basic, Zaer Belkalai, D. Bossis, Marie Clem's, Jean-Louis Fernandez, Séverine Laure, Marc Pouyet, Clement Vialettes, Pierre-Emmanuel Weck - **Et pour ce n° :** Laurent Cougnoux, Claudel et Franck, Dominique Lalanne, Dominique Legrésy, Jean-Pierre Masson, Léo Sauvage, Michel Scrive - **Couverture :** Marie Clem's - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.



Les finances de Silence sont gérés par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de Silence provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



La revue Silence est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin - 07502 Guilherand-Granges Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr

Commandes







Numéros disponibles

- ☐ 360 Autoproduire pour se reconstruire
- ☐ 368 A la recherche de l'écologie radicale
- ☐ 371 Valse des paniers autour des AMAP
- ☐ 374 Le corps, champ de bataille
- ☐ 376 Les murs, médias alternatifs
- ☐ 377 Élues et Genre
- ☐ 378 Apprendre sans école
- ☐ 380 Les frontières de la non-violence
- ☐ 383 Vivre en colocation
- ☐ 388 Ça marche !
- ☐ 390 Internet, l'envers de la toile
- ☐ 391 Après la vélorution
- ☐ 393 Contraception et autonomie
- ☐ 394 Le retour des monnaies locales
- ☐ 395 A la découverte de la presse alternative
- ☐ 396 Terres collectives
- ☐ 398 Expériences de transition
- ☐ 399 A votre santé ?
- ☐ 400 L'Écologie en 600 dates (100 pages)
- ☐ 401 Se former à la non-violence
- ☐ 402 Ces croyances qui nous dominent
- ☐ 404 Se réapproprier l'espace public
- ☐ 405 Avec les sans terres
- ☐ 406 Gaz de schistes, non à la fuite en avant !
- ☐ 407 Vivre sans internet

Numéros régionaux

- ☐ 359 Seine Saint-Denis
- ☐ 381 Essonne et Val-de-Marne
- ☐ 392 Auvergne
- ☐ 397 Lorraine
- ☐ 403 Yvelines et Hauts-de-Seine
- ☐ 408 Tarn, Tarn-et-Garonne, Lot, Aveyron

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,60 € l'exemplaire - sauf n° 400 : 9 €).
Ajoutez les frais de port (2 € pour un ex., 3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s) + abonnement(s) :

Livres

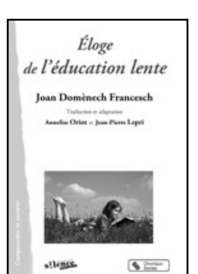


☐ **Les 600 dates de l'écologie**
84 p. - 12 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4 €
Autres pays, nous consulter.

☐ **Manuel de transition**
212 p. - 20 €

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 4,5 €
Autres pays, nous consulter.



☐ **Éloge de l'éducation lente**
128 p. - 13,50 €

Frais de port :
- métropole : 3 €
- étranger : 4,5 €

Commandes groupées, nous consulter.

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq personnes qui s'abonnent à l'essai pour 6 mois (à 20 €) ou en leur offrant cet abonnement, en nous renvoyant leurs adresses et un chèque de 100 €, vous bénéficiez d'un abonnement gratuit d'un an.

Je m'abonne à s!lence

France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an	46 €
☐ Institution	1 an	60 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an	115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an	173 €
☐ Petit budget	1 an	32 €

* à la même adresse

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	68 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans	85 €
☐ Petit budget	1 an	39 €

Vous pouvez également vous abonner sur notre site en réglant par l'intermédaire de PayPal.

Total de votre règlement :

Vos coordonnées : MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES

Nom : ____

Prénom : ____

Adresse : ____

____

Code Postal : ____ Ville : ____

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous votre courriel (lisiblement) :

____

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

- ☐ 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- ☐ 11 € par trimestre (abonnement normal)
- ☐...... € par trimestre (abonnement de soutien)

Après un an, je peux suspendre mon prélèvement sans aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Établissement teneur de mon compte à débiter

Nom de mon agence bancaire ou CCP : ____

Adresse : ____

Code Postal : ____ Ville : ____

Titulaire du compte

Nom et prénom : ____

Adresse : ____

____

Code Postal : ____ Ville : ____

Compte à débiter

Établissement	Code guichet	N° de compte	Clé

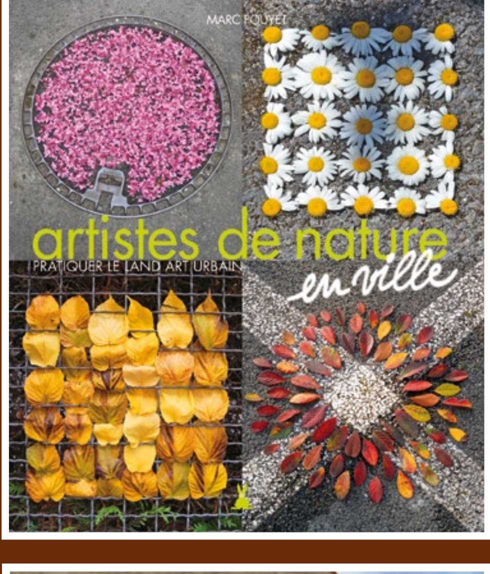
N° NATIONAL D'ÉMETTEUR : 545517

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :
Silence
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

Important : joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

Date et signature obligatoires :

Artistes de nature en ville



Marc Pouyet, graphiste, multiplie depuis des années les installations de "land-art", tendance minimaliste. Après avoir fait des interventions dans la nature et dans les jardins, il publie un nouveau livre sur des installations en milieu urbain.

Le charme de l'ensemble est rehaussé par un travail photographique de qualité. Dans ce nouveau livre, on trouvera plus de 400 idées de réalisations artistiques, une centaine par saison, que les adeptes de la poésie urbaine et de la guerilla jardinière pourront facilement reproduire.

■ ***Artistes de nature en ville,*** *Marc Pouyet, éditions Plume de carotte, 2012, 224 p., 29,50 €.*









